

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MAI 1887.

RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE L'EXERCICE 1883.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai eu l'honneur de vous présenter, à l'appui du compte général de l'Administration des Finances pour l'année 1884, le compte définitif du Budget clos de l'exercice 1883.

Les résultats de ce compte ont, après examen, été admis par la Cour des Comptes, tels qu'ils ont été établis par mon Département; il ne reste plus qu'à leur donner la sanction législative selon le vœu de l'article 115 de la Constitution.

Le projet de loi que je sou mets à cette fin à vos délibérations, est conçu dans les formes adoptées pour le compte de l'exercice 1882; il est accompagné de tableaux contenant tous les renseignements et développements exigés par l'article 26 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État.

Les crédits complémentaires qui sont demandés par l'article 2 du projet, pour couvrir les dépenses faites au delà de diverses allocations budgétaires, s'élèvent à fr. 1,865,289 41 c. Les dépenses sur crédits non-limitatifs présentent, comparativement à celles de même nature du Budget antérieur, une augmentation de fr. 785,372 60 c.

Le tableau D indique comment cette augmentation de dépenses se répartit par article du Budget, et il fournit des explications complètes au sujet des causes qui l'ont engendrée.

Le Ministre des Finances,

A. BEERNAERT.

PROJET DE LOI.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre des Finances :

§ 1^{er}.*Fixation des dépenses.*

ARTICLE PREMIER.

Les dépenses de l'exercice 1883, constatées dans le compte rendu par le Ministre des Finances, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, pour les services ordinaires à la somme de trois cent vingt et un millions trois cent cinquante-sept mille six cent trente-cinq francs quarante-six centimes, ci. fr. 321,357,635 46,
et, pour les services spéciaux, à celle de quatre-vingt-cinq millions soixante-cinq mille septante-deux francs quarante-neuf centimes, ci. 85,063,072 49

406,422,707 95

Les paiements effectués et justifiés sur le même exercice sont fixés, pour les services ordinaires, à la somme de trois cent vingt millions quatre cent nonante-trois mille cent soixante-neuf francs soixante et un centimes, ci. fr. 320,493,169 61
et, pour les services spéciaux, à celle de quatre-vingt-quatre millions deux cent soixante-quatre francs

A REPORTER. . . fr. 320,493,169 61 406,422,707 95

REPORT . . fr. 320,495,169 61 406,422,707 95
 trente-sept centimes, ci . 84,000,264 57
 ————— 404,493,455 98

Et les paiements restant à effectuer ou à justifier, pour les services ordinaires, à huit cent soixante-quatre mille quatre cent soixante-cinq francs quatre-vingt-cinq centimes,

SAVOIR :

Ordonnances
 en circulation. 812,100 90

Dépenses à
 justifier et à
 régulariser sur
 des ordonnances
 d'ouverture
 de crédit liqui-
 dées sur le Bud-
 get du Ministère
 de l'Intérieur . 52,564 95

————— 864,465 85

et, pour les services spéciaux,
 à un million soixante-quatre
 mille huit cent huit francs

douze centimes, ci . . . 1,064,808 12

————— 1,929,273 97

§ II.

Fixation des crédits.

ART. 2.

En sus des crédits votés par les lois des 20, 25, 24, 27 et 28 mars, 20 avril, 1^{er}, 8 et 19 juin, 30 juillet et 27 août 1883, 31 mai 1884, pour les services ordinaires du Budget de l'exercice 1885, il est accordé par la présente loi un crédit complémentaire d'un million huit cent soixante-cinq mille deux cent quatre-vingt-neuf francs quarante et un centimes (fr. 1,865,289 41 c^s), pour couvrir les dépenses faites au delà de quelques allocations budgétaires.

SAVOIR :

DETTE PUBLIQUE.

CHAPITRE III.

Intérêts des fonds déposés à titre de cautionnements ou de consignations.

ART. 27. — Intérêts des consignations (loi
 du 26 nivôse an XIII), ainsi que des caution-
 nements assimilés aux consignations, ci. . . 597,418 58

—————
 A REPORTER. . . fr. 597,418 58

REPORT. . . fr. 397,418 58

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.**CHAPITRE IV.***Frais de justice.*

ART. 16. — Frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police, ci . . . 505,757 64

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.**CHAPITRE IV.***Frais de l'administration dans les provinces.*

ART. 16. — Jetons de présence des membres et secrétaires des bureaux des élections législatives, ci 10,560 »

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.**CHAPITRE 1^{er}.***Administration centrale.*

ART. 9. — Pensions concédées en vertu des articles 7 et 8 de la loi du 16 mai 1876 à des professeurs et instituteurs communaux, depuis le 1^{er} janvier 1877, et restant encore à servir au 1^{er} janvier 1885. — Pensions accordées en 1885, en vertu des dispositions de ladite loi, et prorata des premiers termes pour les années antérieures, ci. 273,680 95

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.**CHAPITRE VI.***Marine.*

ART. 46. — Remises, ci. 108,985 19

MINISTÈRE DES FINANCES.**CHAPITRE IV.***Administration de l'enregistrement et des domaines.*

ART. 27. — Remises des greffiers, ci. 3,909 66

A REPORTER. . . . fr. 1,500,512 »

REPORT. . . fr. 1,500,312 »

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.

CHAPITRE I^{er}.*Non-valeurs.*

ART. 2. — Non-valeurs sur la contribution personnelle, ci.	68,546 02
ART. 3. — Non-valeurs sur le droit de patente, ci.	193,210 89
ART. 5. — Frais de poursuites irrecevables pour les impôts mentionnés aux quatre articles précédents, ci	1,505 91

CHAPITRE II.

Remboursements.

ART. 6. — Contributions directes, douanes et accises. — Restitution de droits perçus abusivement et de fonds reconnus appartenir à des tiers, ci.	286,545 61
ART. 8. — Trésorerie et autres administrations de recettes non dénommées au présent Budget. — Remboursements divers, ci.	4,855 52
ART. 11. — Déficit des divers comptes de l'État, ci	10,535 66
TOTAL.	fr. 1,805,289 41

ART. 5.

Les crédits, montant à trois cent vingt-six millions sept cent nonante-quatre mille trois cent soixante-deux francs soixante-cinq centimes (fr. 326,794,562 65 c^e) ouverts aux Ministres, conformément au tableau A ci-annexé, colonne 4, pour les services ordinaires de l'exercice 1885, sont réduits :

1^o D'une somme de six millions trois cent septante et un mille quatre cent quarante-deux francs cinq centimes (fr. 6,571,442 05 c^e) restée disponible sur les services ordinaires, et qui est annulée définitivement;

2^o D'une somme de neuf cent trente mille cinq cent septante-quatre francs cinquante-cinq centimes (fr. 950,574 55 c^e) représentant la partie non dépensée, à la clôture de l'exercice 1885, des crédits ordinaires grevés de droits en faveur des créanciers de l'État, et transférée à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État.

Les crédits pour des services spéciaux, montant à cent soixante-sept millions huit cent trente-six mille cent dix-huit francs trente-six centimes (fr. 167,856,118 56 c^e), sont réduits :

1° D'une somme de soixante-quatre millions deux cent septante-neuf mille cinq cent dix-neuf francs seize centimes (fr. 64,279,519 16 c^e) restée disponible sur les services spéciaux, et qui est annulée définitivement;

2° D'une somme de dix-huit millions quatre cent nonante et un mille cinq cent vingt-six francs septante et un centimes (fr. 18,491,526 71 c^e) non employée au 31 décembre 1883 sur les crédits alloués pour des services spéciaux, et transférée à l'exercice 1884 en exécution de l'article 3 de la loi du Budget de cet exercice.

Les annulations et transferts de crédits, montant ensemble à nonante millions septante-trois mille soixante-deux francs quarante-sept centimes (fr. 90,075,062 47 c^e) sont et demeurent répartis conformément au tableau A, colonnes 10, 11 et 12.

ART. 4.

Au moyen des dispositions contenues dans les deux articles précédents, les crédits du Budget de l'exercice 1883 sont définitivement fixés, pour les services ordinaires, à trois cent vingt et un millions trois cent cinquante-sept mille six cent trente-cinq francs quarante-six centimes (fr. 521,557,655 46 c^e), et, pour les services spéciaux, à quatre-vingt-cinq millions soixante-cinq mille septante-deux francs quarante-neuf centimes (fr. 85,065,072 49 c^e), sommes égales aux dépenses liquidées et ordonnancées à charge de l'exercice, d'après le même tableau A, colonne 5.

§ III.

Fixation des recettes.

ART. 5.

Les droits et produits constatés au profit de l'État, sur l'exercice 1883, s'élèvent, d'après le tableau B, colonne 4, pour les ressources ordinaires, à la somme de trois cent six millions quatre cent quarante-sept mille neuf cent nonante et un francs vingt-neuf centimes, ci fr. 506,447,991 29

et, pour les ressources extraordinaires, à la somme de cent cinquante-deux millions six cent dix-neuf mille deux cent soixante et un francs quarante-six centimes, ci 152,619,261 46

————— 459,067,252 75

A REPORTER. . . . fr. 459,067,252 75

REPORT. . . . fr. 459,067,252 75

Les recouvrements effectués sur le même exercice, jusqu'à l'époque de sa clôture, sont fixés, pour les ressources ordinaires, à trois cent trois millions cent trois mille sept cent soixante-sept francs trente-cinq centimes, ci fr. 305,103,767 35
 et, pour les ressources extraordinaires, à cent cinquante et un millions huit cent septante-trois mille cent cinquante-huit francs treize centimes, ci 151,873,158 13
 ————— 454,976,925 48

Et les droits et produits constatés, restant à recouvrer sur les ressources ordinaires, à trois millions trois cent quarante-quatre mille deux cent vingt-trois francs nonante-quatre centimes, ci. 3,344,223 94
 et, sur les ressources extraordinaires, à sept cent quarante-six mille cent trois francs trente-trois centimes, ci 746,103 33
 ————— 4,090,327 27

§ IV.

Fixation du résultat général du Budget.

ART. 6.

Le résultat général du Budget de l'exercice 1883 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit :

A. *Services ordinaires.*

Recettes fixées à l'article 5, ci. . . . fr. 503,103,767 35
 Dépenses — — 1^{er}, ci. . . . 521,357,633 46
 —————
 Excédent de dépense (déficit). fr. 18,253,868 11
 —————

B. *Services spéciaux.*

Recettes fixées à l'article 5, ci. . . . fr. 151,873,158 13
 Dépenses — — 1^{er}, ci. . . . 85,065,072 49
 —————
 Excédent de recette. . . . fr. 66,808,085 64
 —————

C. *Services ordinaires et services spéciaux réunis.*

<i>Dépenses.</i>	}	Services or-	}	406,422,707 95
		dinaires. fr. 521,557,655 46		
		Services spé-		
		ciaux.		
		85,065,072 49		

augmentées, conformément à la loi portant
règlement du Budget de l'exercice 1882, de
l'excédent de dépenses constaté à la clôture
de cet exercice fr. 18,546,553 01

ENSEMBLE. . . . fr. 424,769,040 96

<i>Recettes.</i>	}	Services or-	}	454,976,925 48
		dinaires. fr. 505,103,767 35		
		Services spé-		
		ciaux		
		151,873,158 13		

Excédent de *recettes* réglé à la somme de. 30,207,884 52

Cet excédent de *recettes* sera transporté au compte de l'exer-
cice 1884.

Donné à Laeken, le 23 mai 1887.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

A. BEERNAERT.

BUDGET DÉFINITIF

DE

L'EXERCICE 1883.

- TABLEAU *A.* — Budget définitif des dépenses.
» *B.* — Budget définitif des recettes.
» *C.* — Résultat des Budgets définitifs.
» *D.* — Crédits complémentaires.
- 

TABLEAU A.

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PARTIS des chais de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3 DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SÉRIALES.	5. DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		DETTE PUBLIQUE.			
		<i>Depenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		<i>Exercice 1882.</i>			
	I.	Service de la dette	10,000 »	7,653 78	7,653 78
		<i>Depenses propres à l'exercice.</i>			
182	I.	Service de la dette	82,564,119 47	82,079,362 52	82,079,362 52
à	II	Rémunérations	12,832,000 »	12,610,548 48	12,600,331 01
180	III.	Intérêts des fonds déposés à titre de cautionnements ou de consignations	2,405,000 »	2,769,259 56	2,753,497 23
			97,809,119 47	97,466,804 14	97,440,845 24
		DOTATIONS.			
		<i>Depenses propres à l'exercice.</i>			
190	I.	Liste civile	5,500,000 »	5,500,000 »	5,500,000 »
et	II.	Sénat	120,000 »	74,572 41	74,572 41
191	III.	Chambre des Représentants	1,110,876 »	940,290 31	940,290 31
	IV.	Cour des Comptes	227,175 »	226,788 19	226,788 19
			4,067,051 »	4,741,650 91	4,741,650 91
		MINISTÈRE DE LA JUSTICE.			
		<i>Depenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		<i>Exercice 1882.</i>			
	II.	Ordre judiciaire	7,488 72	4,803 62	4,803 62
		A REPORTER. fr.	7,488 72	4,803 62	4,803 62

de l'exercice 1883.

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES à recorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	CRÉDITS TRANSFÉRÉS à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1884	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnances à charge de l'exercice	14.	
sur ordonnances en circulation 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.								9.	10.	11.	12.	13.
					2,346 22	7,653 78		
			105,170 53		370,586 62	82,070,362 32		
10,216 57					221,451 52	12,610,348 48		
15,742 33		397,418 58			51,170 02	2,709,259 56		
25,958 90		397,418 58	105,170 53		654,865 38	97,466,801 14		
			Budget primitif. (Loi du 27 mars 1883.) fr. 90,510,119 47 Crédits supplémentaires. (Loi du 31 mai 1884) 1,280,000 » Transfert. (Art. 50 de la loi du 15 mai 1846.) 10,000 » TOTAL. fr. 97,800,119 47					
						3,500,000 »		
					45,427 59	74,572 41		
					179,585 69	940,200 31		
					586 81	226,788 10		
					225,400 09	4,741,650 91		
			Budget primitif. (Loi du 20 mars 1885) 4,967,051 »					
			2,685 10			4,803 62		
			2,685 10			4,803 62		

TABLEAU A. (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES	5. DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers DE L'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. . . . fr.	7,488 72	4,803 62	4,803 62
		MINISTÈRE DE LA JUSTICE (suite). <i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
	I.	Administration centrale	477,800 »	471,186 59	471,186 59
	II.	Ordre judiciaire.	4,334,050 »	4,293,804 76	4,293,113 26
	III.	Justice militaire.	82,870 »	76,006 67	76,006 67
	IV.	Frais de justice.	1,321,508 »	1,824,040 72	1,824,040 72
	V.	Palais de Justice	155,000 »	57,295 90	57,295 90
192	VI.	Publications officielles.	545,800 »	502,143 15	502,143 15
à	VII.	Pensions et secours.	42,500 »	25,289 30	25,289 30
203	VIII.	Cultes	5,226,958 »	4,750,105 40	4,727,100 70
	IX.	Établissements de bienfaisance	969,700 »	981,520 10	980,443 63
	X.	Prisons	2,551,888 42	2,462,462 65	2,462,422 05
	XI.	Frais de police	80,000 »	80,000 »	80,000 »
	XII.	Dépenses imprévues	30 800 »	23,353 80	23,353 80
	XIII.	Dépenses concernant les exercices clos de 1881 et années antérieures	57,500 »	55,340 63	53,770 00
			15,885,863 14	15,547,351 18	15,540,967 28
		Services spéciaux. <i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clô- ture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité.</i>			
	»	Frais d'expropriation des bâtiments de l'asile des hommes aliénés à Froidmont et de quelques parcelles de terre. (Loi du 1 ^{er} avril 1879.)	50,000 »	»	»
	»	Continuation des travaux du nouveau Palais de Justice, à Bruxelles. (Loi du 17 mai 1882.)	102,225 36	102,225 36	102,225 36
		<i>Dépenses sur les crédits alloués par des lois votées dans le cours de l'exercice.</i>			
		Loi du 26 avril 1883 :			
	»	Continuation des travaux du nouveau Palais de Justice à Bruxelles	1,000,000 »	1,000,000 »	1,000,000 »
	»	Ameublement des locaux du nouveau Palais de Justice à Bruxelles	369,747 »	298,499 84	298,499 84
		Loi du 1 ^{er} août 1883 :			
	»	Continuation des travaux du nouveau Palais de Justice à Bruxelles	500,000 »	500,000 »	500 000 »
	»	Amélioration et entretien des bâtiments des prisons . . .	300,000 »	73,264 74	73,264 74
			2,321,972 36	1,973,989 94	1,973,989 94

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. Pages des chap. de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par les lois spéciales.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'État.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice
		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.			
		<i>Dépenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		<i>Exercice 1880.</i>			
	VII.	Commerce. — Émigration	1,000 »	.	»
		<i>Exercice 1882.</i>			
	VII.	Commerce. — Émigration	1,000 »	33 66	33 66
		<i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
	I.	Administration centrale	429,700 »	429,650 64	429,650 64
204	II.	Légations.	870,500 »	871,416 66	871,416 66
à	III.	Consulats.	486,550 »	486,550 »	480,975 »
211	IV.	Frais de voyage.	170,000 »	169,855 04	169,855 04
	V.	Dépenses diverses relatives aux légations et aux consulats.	226,460 »	214,628 67	215,615 93
	VI.	Missions extraordinaires, traitements d'inactivité et dépenses imprévues	42,000 »	41,988 88	41,988 88
	VII.	Commerce. — Émigration	105,900 »	105,704 70	95,159 55
	VIII.	Pensions, secours et créances arriérées	7,500 »	1,496 86	1,496 86
			2,349,410 »	2,310,413 11	2,302,190 22
		Services spéciaux.			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité.</i>			
50	»	Acquisition et appropriation d'un immeuble situé rue des Augustins, à Bruxelles, et destiné à l'installation d'un Musée commercial. (Loi du 20 avril 1881.)	7,448 24	7,448 24	7,448 24
à					
85					
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR			
		<i>Dépenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		<i>Exercice 1882.</i>			
	II.	Pensions et secours	1,111 08	1,111 08	1,111 08
	XI.	Voirie vicinale et hygiène publique	10,776 96	10,776 96	8,111 23
	XIV.	Lettres et sciences	2,500 06	850 »	600 »
	XV.	Beaux-arts	1,288 »	1,288 »	1,288 »
		A REPORTER fr.	15,076 10	14,026 04	11,110 31

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES.	5. DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	15,676 10	14,026 04	11,110 31
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (suite).			
		<i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
	I.	Administration centrale	900,717 73	897,351 93	896,118 35
	II.	Pensions et secours.	62,975 »	57,128 35	57,128 35
	III.	Statistique générale	470,800 »	467,299 39	467,299 39
	IV.	Frais de l'administration dans les provinces.	1,793,016 »	1,801,067 35	1,801,050 80
	V.	Milice	144,000 »	138,410 20	138,277 40
	VI.	Garde civique	44,700 »	44,442 88	44,442 88
	VII.	Fêtes nationales.	129,250 »	127,479 52	127,479 52
	VIII.	Décoration civique et récompenses pécuniaires.	20,000 »	19,510 30	19,185 50
	IX.	Légion d'honneur et Croix de fer	300,000 »	299,981 »	299,636 50
	X.	Agriculture	1,221,925 »	1,097,884 46	1,088,143 84
212	XI.	Voirie vicinale et hygiène publique	2,185,550 »	2,185,550 »	2,178,910 63
a	XII.	Industrie	505,450 »	490,953 77	461,952 82
245	XIII.	Poids et mesures	125,950 »	122,547 66	121,923 66
	XIV.	Lettres et sciences	1,067,773 »	1,006,604 55	961,680 58
	XV.	Beaux-arts	1,719,339 »	1,693,727 11	1,421,402 01
	XVI.	Service de santé.	253,500 »	228,167 90	221,537 »
	XVII.	Ponts et chaussées. — Bâtiments civils	12,178,533 »	11,380,055 59	11,566,446 51
	XVIII.	Mines.	464,560 »	458,941 40	458,941 40
	XIX.	Commissions	13,850 »	10,479 80	10,479 80
	XX.	Traitements de disponibilité	37,992 27	36,147 81	36,147 81
	XXI.	Dépenses diverses	618,687 »	596,925 69	569,294 75
	XXII.	Dépenses imprévues	10,340 »	10,323 58	10,323 58
	XXIII.	Liquidation de dépenses se rapportant à l'exercice clos 1882 et années antérieures	271,082 48	244,566 37	242,902 82
	XXIV.	Dépenses arriérées se rapportant aux exercices clos 1881 et 1882 à l'exercice périmé 1875	210,225 10	209,178 86	186,116 11
			24,745,881 68	23,640,531 71	23,107,892 72

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.	
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		cauxs complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquidation a été admise.	cauxs transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1884	CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnancées à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation.	sur ordonnances d'ouverture de crédits.							7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.
2,015 73	"	"	1,650 06	"	"	14,026 04		
1,255 38	"	"	"	"	5,565 80	807,551 93		
"	"	"	"	"	5,846 45	57,128 53		
"	"	"	"	"	5,500 61	467,200 39		
36 55	"	10,560	"	"	4,508 65	1,801,067 35		
132 80	"	"	"	"	5,589 80	138,410 20		
"	"	"	"	"	257 12	44,442 88		
"	"	"	"	"	1,720 48	127,479 52		
125	"	"	"	"	689 50	10,310 50		
544 50	"	"	"	"	10	299,981		
9,740 62	"	"	"	"	124,040 54	1,097,884 46		
6,650 57	"	"	"	"	"	2,185,550		
1,020 05	28,000	"	"	"	12,496 23	490,953 77		
624	"	"	"	"	3,402 54	122,547 66		
46,923 77	"	"	"	"	59,168 65	1,008,604 33		
272,325 10	"	"	"	"	25,651 89	1,695,727 11		
6,650 90	"	"	5,352 10	"	"	228,167 90		
13,589 08	"	"	165,545 08	"	655,172 53	11,580,035 59		
"	"	"	"	"	5,618 60	458,941 40		
"	"	"	"	"	3,370 20	10,479 80		
"	"	"	"	"	1,844 46	36,147 81		
5,265 90	24,364 95	"	4,760 86	"	17,000 45	596,925 69		
"	"	"	"	"	16 42	10,323 58		
1,663 55	"	"	25,525 58	"	990 53	244,566 37		
23,062 75	"	"	"	"	1,046 24	209,178 86		
390,274 04	52,564 05	10,560	200,613 08	"	915,296 29	23,040,531 71		

Budget primitif. (Loi du 19 juin 1883.) fr. 24,104,538
 Crédit supplémentaire. (Loi du 31 mai 1884.) fr. 625,667 58
 Transferts. (Art. 50 de la loi du 15 mai 1846.) fr. 15,676 10

TOTAL fr. 24,745,881 68

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRINCIPAL et par DES LOIS SPÉCIALES	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnances au profit des créanciers DE L'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (suite).			
		Services spéciaux.			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		Acquisition d'œuvres d'art destinées aux Musées royaux de peinture et de sculpture de l'État. (Loi du 16 août 1875, art. 1 ^{er} , A.)	1,723 *	"	"
		Dépenses d'ameublement, frais d'emballage, de transport, etc, des collections provenant de la donation faite par M. Demeester de Ravenstein. (Loi du 21 décembre 1874)	1,851 06	1,851 02	1,851 02
		Acquisition d'œuvres d'art destinées aux Musées royaux de peinture et de sculpture. (Loi du 24 mai 1876, art. 1 ^{er} , 5 ^o .)	100,000 "	"	"
		Acquisition d'instruments pour l'Observatoire royal. (Loi du 29 mars 1877, art. 2, 5 ^o .)	10,230 74	17,842 27	17,842 27
		Installation des Académies dans les locaux du palais de la rue Ducale. (Loi du 4 juin 1878, art. 3, § 2.)	7,776 71	5,081 31	5,081 31
		Célébration du 50 ^e anniversaire de l'Indépendance nationale. (Loi du 4 août 1870.)	154 06	"	"
		Travaux de voirie vicinale, d'assainissement et d'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables.) (Loi du 4 août 1879, § 54.)	850,998 36	222,666 "	222,666 "
		Participation des producteurs belges à l'Exposition de Melbourne (Loi du 16 mars 1880)	8,800 49	1,502 "	1,502 "
50		Recensement décennal de la population, à opérer au 31 décembre 1880. (Loi du 25 mai 1880.)	204,918 60	85,228 60	85,158 10
à		Célébration du 50 ^e anniversaire de l'Indépendance nationale (Loi du 28 août 1880.)	285 97	197 50	197 50
85		Construction et ameublement de maisons d'école. (Loi du 27 août 1880, art. 1 ^{er} .)	173,014 21	104,600 "	104,600 "
		Extraction, solidification et montage d'ossements fossiles décourerts à Bernissart. (Loi du 30 juin 1881.)	2,091 88	2,091 88	2,091 88
		Confection des tables décennales des actes de l'état civil. — Période de 1871 à 1880. (Loi du 20 août 1881, 1 ^o .)	11,011 88	11,011 88	11,011 88
		Armement et équipement de la garde civique. (Loi du 23 août 1881.)	1,092,554 10	521,966 12	521,957 12
		Complément des frais de rédaction et d'impression de l'Exposé de la situation du royaume : période de 1861 à 1875. (Loi du 4 avril 1882.)	5,762 87	5,762 87	5,762 87
		Loi du 24 mai 1882 :			
		§ 26. Hôtel du gouvernement provincial à Namur. Mobilier à compléter et à renouveler	20,517 50	20,517 50	20,517 50
		§ 27. Travaux de voirie vicinale	822,583 64	400,000 "	400,000 "
		Construction et ameublement de maisons d'école. (Loi du 22 mai 1882.)	500,000 *	"	"
		A REPORTER. . . . fr.	3,824,266 27	1,400,318 96	1,400,259 45

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.			
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits consentis à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquidation a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnancées à charge de l'exercice.				
sur ordonnances en circulation.	sur ordonnances d'ouverture de crédit.						7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.
"	"	"	"	"	1,723 "	"				
"	"	"	"	"	" 64	1,851 02				
"	"	"	"	"	100,000 "	"				
"	"	"	"	"	"	1,388 47	17,842 27			
"	"	"	"	"	"	2,695 40	5,081 31			
"	"	"	"	"	"	154 06	"			
"	"	"	"	"	"	628,332 56	222,666 "			
"	"	"	"	"	"	7,388 40	1,502 "			
70 50	"	"	"	"	"	119,600 "	85,228 60			
"	"	"	"	"	"	88 47	197 50			
"	"	"	"	"	69,314 21	"	104,600 "			
"	"	"	"	"	"	"	2,091 88			
"	"	"	"	"	"	"	11,011 88			
9 "	"	"	"	"	570,587 98	"	521,966 12			
"	"	"	"	"	"	"	5,762 87			
"	"	"	"	"	"	"	20,517 50			
"	"	"	"	"	"	422,585 64	400,000 "			
"	"	"	"	"	"	500,000 "	"			
79 50	"	"	"	"	739,902 10	1,084,045 15	1,400,318 95			

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. RACHES des crédits de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par des lois spéciales.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'État.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. . . . fr.	3,824,266 27	1,400,318 95	1,400,239 45
		MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits alloués par des lois votées dans le cours de l'exercice.</i>			
		• Installations maritimes à Anvers. (Loi du 5 janvier 1883.)	15,000,000 "	14,098,869 12	14,098,869 12
		Loi du 1 ^{er} août 1883 :			
50		• 5 ^e Construction de routes et de ponts; subsides; rachats de ponts concédés	315,000 "	"	"
à		• 4 ^e Construction de la prison cellulaire de Saint-Gilles . .	270,000 "	76,778 50	76,778 50
85		• 5 ^e Canal de Roulers à la Lys	110,000 "	75,618 06	75,618 06
		• 6 ^e Canal de Gaul à Terneuzen.	1,250,000 "	810,954 28	810,954 28
		• 7 ^e Dendre canalisée. — Expropriations et travaux. — Indemnités à la société concessionnaire	458,000 "	403,531 58	403,531 58
		• Installations maritimes à Anvers. (Loi du 31 décembre 1883.)	5,700,000 "	1,971,785 10	1,971,785 10
			26,007,266 27	19,757,855 68	19,757,776 18
		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.			
		<i>Dépenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		Exercice 1882.			
	III.	Enseignement moyen	6,880 "	6,880 "	6,880 "
	IV.	Enseignement primaire	11,692 "	11,692 "	11,692 "
		<i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
246	I.	Administration centrale	1,508,183 "	1,677,651 25	1,674,697 85
à	II.	Enseignement supérieur.	1,652,305 "	1,586,250 36	1,570,757 05
261	III.	— moyen	4,022,788 "	3,825,388 24	3,540,700 48
	IV.	— primaire	14,446,421 "	14,220,190 58	14,214,735 22
	V.	Dépenses imprévues	6,000 "	5,915 08	5,915 08
	VI.	Caisse des veuves et orphelins du Ministère de l'Instruc- tion publique.	9,000 "	8,039 42	8,039 42
			21,665,260 "	21,339,984 95	21,042,414 88

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquidation a été admise.	CRÉDITS TRANSFÉRÉS à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation. 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.						9.		10.	11.	12.	13.
79 50	"	"	"	739,902 19	1,684,045 13	1,400,318 95		
"	"	"	"	"	1,130 88	14,998,869 12		
"	"	"	"	271,348 54	43,651 40	"		
"	"	"	"	193,221 41	"	76,778 59		
"	"	"	"	22,859 89	11,522 05	75,618 06		
"	"	"	"	168,530 15	250,515 59	810,954 28		
"	"	"	"	50,763 77	3,704 65	403,531 58		
"	"	"	"	3,720,029 74	2,185 16	1,971,785 10		
79 50	"	"	"	5,172,655 67	1,096,754 92	19,737,855 68		
"	"	"	"	"	"	6,880 "		
"	"	"	"	"	"	11,602 "		
2,933 60	"	273,680 95	"	"	104,252 68	1,677,631 25		
15,493 33	"	"	280 98	"	65,773 66	1,586,250 36		
273,687 76	"	"	"	"	199,399 76	3,823,388 24		
5,455 36	"	"	"	"	226,250 42	14,220,190 58		
"	"	"	"	"	86 92	5,913 08		
"	"	"	"	"	960 58	8,039 42		
297,570 05	"	273,680 95	280 98	"	596,684 02	21,539,084 93		

Budget primitif. (Loi du 28 mars 1883.) fr. 21,594,997 "

Crédits supplémentaires. (Loi du 31 mai 1884.) 49,700 "

Transferts. (Art. 30 de la loi du 15 mai 1846.) 18,572 "

TOTAL fr. 21,663,209 "

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers DE L'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice
		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (suite).			
		Services spéciaux.			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		° Pensions des professeurs et instituteurs communaux. (Loi du 4 juin 1878, art. 3, § 1.)	73,275 19	"	"
		Loi du 4 août 1879 :			
		° 52° Universités de l'État, amélioration, etc., construction de locaux, installations matérielles	2,275,207 50	1,331,288 01	1,331,288 01
		° 53° Écoles normales primaires et sections normales de l'État déjà existantes. — Amélioration des locaux	96,045 77	52,787 26	52,787 26
		° Création d'une bibliothèque centrale. (Loi du 18 mai 1880.)	28,231 30	10,526 98	10,492 05
		Loi du 23 août 1880 :			
		° Organisation matérielle de l'enseignement normal primaire	4,522 22	4,512 52	4,512 52
		° Ameublement et installation du Ministère de l'Instruction publique.	29,897 07	"	"
		Loi du 23 août 1880 :			
50		° 5° Cours normal temporaire de dessin pour les membres du personnel enseignant des écoles communales et des écoles normales primaires	15,000 "	"	"
à		° 7° Construction et ameublement de sections préparatoires d'écoles moyennes.	65,882 36	65,882 36	65,974 36
85		° Avances aux instituteurs communaux des sommes dues pour traitements en cas de refus de paiement des communes. (Loi du 1 ^{er} août 1881.)	238,000 "	238,000 "	238,000 "
		° Construction et ameublement de maisons d'école. (Loi du 22 mai 1882.)	317,338 02	317,331 54	317,331 54
		Loi du 22 mai 1882 :			
		° A. Achat d'objets nécessaires aux cours d'histologie normale, de physiologie, etc., à l'Université de Gand.	4,102 35	4,097 75	4,097 75
		° B. Achat d'instruments destinés à l'observation des phénomènes astronomiques et météorologiques à l'Université de Liège	32,000 "	32,000 "	32,000 "
		° D. Achat de collections de mécanismes et d'objets indispensables aux laboratoires de chimie, etc., à l'Université de Liège.	3,511 50	3,511 50	3,511 50
		° E. Cours de physiologie, de chimie appliquée, de physique, etc., à l'Université de Gand	9,697 10	9,693 10	9,693 10
		° Construction et ameublement de sections préparatoires d'écoles moyennes. (Loi du 22 mai 1882, art. 2.)	28,343 56	28,333 56	26,769 07
			3,219,053 94	2,097,964 38	2,094 456 94

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits consentis à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.	
sur ordonnances en circulation 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.						9.	10.	11.	12.	13.
					73 275 10		
				431,517 69	510,601 80	1,351,288 01	
				28,258 51	15,000 "	52,787 26	
34 05				1,000 "	16,704 32	10,526 98	
					9 90	4,512 32	
					20,897 07		
					15,000 "		
1,008 "					"	65,882 36	
					"	258,000 "	
					6 48	317,331 54	
					4 60	4,097 75	
					"	32,000 "	
					"	3,511 50	
					4 "	9,693 10	
1,564 40					10 "	28,333 56	
3,507. 44				460,576 20	660,513 36	2,097,064 38	

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par des lois spéciales.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnances au profit des créanciers de l'ÉTAT	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice
		REPORT. . . . fr.	3,210,053 94	2,097,064 38	2,094,456 04
		MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits alloués par des lois votées dans le cours de l'exercice.</i>			
		Loi du 1 ^{er} août 1885 :			
		8° Construction et ameublement d'établissements d'en- seignement primaire	1,500,000 "	1,500,000 "	1,492,403 75
		9° Ameublement d'écoles ou de sections normales pri- maires.	120,000 "	00,045 87	90,045 87
50		10° Construction d'athénées et d'écoles moyennes; acqui- sition du mobilier scolaire	1,500,000 "	1,500,000 "	1,037,310 44
à		11° Appropriation et ameublement des nouveaux insti- tuts universitaires; acquisition d'appareils	274,060 "	207,477 05	206,243 93
85		12° Amélioration des conditions matérielles de différents cours aux Universités de Gand et de Liège.	70,000 "	68,092 "	68,092 "
		15° Construction d'un petit bâtiment pour le dépôt d'ap- pareils servant à la clinique médicale de l'Université de Liège	3,000 "	3,000 "	3,000 "
		14° Installation du musée scolaire de l'État au pavillon du Champ des manœuvres.	64,000 "	53,810 51	53,810 51
			6,760,013 94	5,521,298 81	5,046,272 44
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.			
		<i>Dépenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité</i>			
		<i>exercice 1879.</i>			
		II. Ponts et chaussées. — Bâtiments civils	3,918 38	3,018 38	668 38
		IV. Chemins de fer	185 94	79 20	79 20
		XII. Ponts et chaussées. — Canaux et rivières	7,564 "	"	"
		<i>exercice 1880.</i>			
		II. Ponts et chaussées. — Bâtiments civils.	2,046 43	387 45	387 45
		IV. Chemins de fer.	4,550 40	"	"
		V. Postes et télégraphes	251 38	240 18	240 18
		VI. Marine.	658 90	"	"
		XII. Dépenses se rapportant à des exercices clos.	991 20	"	"
		A REPORTER. . . . fr.	21,066 63	4,634 21	1,384 21

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	crédits défectifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnances à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation. 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.						9.		10.	11.	12.	13.
3,507 44	"	"	"	400,576 20	660,515 36	2,097,964 38		
7,596 25	"	"	"	"	"	1,500,000 "		
"	"	"	"	20,646 40	307 73	90,945 87		
402,089 56	"	"	"	"	"	1,500,000 "		
1,253 12	"	"	"	67,000 "	482 95	207,477 05		
"	"	"	"	10,000 "	8 "	68,992 "		
"	"	"	"	"	"	3,000 "		
"	"	"	"	8,000 "	2,180 40	55,819 51		
475,026 37	"	"	"	575,222 60	665,492 55	5,521,298 81		
3,250 "	"	"	"	"	"	3,918 58		
"	"	"	"	"	103 74	79 20		
"	"	"	"	"	7,384 "	"		
"	"	"	"	"	2,338 98	387 45		
"	"	"	4,575 40	"	175 "	"		
"	"	"	2 20	"	"	249 18		
"	"	"	658 90	"	"	"		
"	"	"	991 20	"	"	"		
3,250 "	"	"	6,027 70	"	10,404 72	4,654 21		

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers DE L'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	21,066 63	4,654 21	1,384 21
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		<i>Dépenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité (suite).</i>			
		Exercice 1881.			
	II.	Ponts et chaussées. — Bâtiments civils	32,612 38	29,910 08	29,910 08
	IV.	Chemins de fer	14,818 40	4,274 92	4,274 92
	V.	Postes et télégraphes	7 10	•	•
	VI.	Marine	72 30	•	•
	XII.	Dépenses se rapportant à des exercices clos (1870 et 1880)	4,321 19	•	•
		Exercice 1882.			
	II.	Ponts et chaussées. — Bâtiments civils	196,309 23	194,535 73	194,535 73
	IV.	Chemins de fer	197,226 19	79,483 31	79,483 31
	V.	Postes et télégraphes	36,329 51	5,706 43	5,706 43
	VI.	Marine	21,388 •	14,441 07	14,441 07
262 à 283	XII.	Dépenses se rapportant à des exercices clos (1881 et an- térieurs)	57,265 47	18,206 44	15,750 94
		<i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
	I.	Administration centrale	348,150 •	332,284 15	332,284 15
	II.	Chemins de fer	75,580,565 •	73,187,629 46	73,171,090 08
	III.	Postes et Télégraphes	12,456,725 •	12,195,685 50	12,195,061 18
	IV.	Marine	3,476,245 •	3,541,192 36	3,541,002 36
	V.	Comité du contentieux	5,000 •	4,996 83	4,986 83
	VI.	Traitements de disponibilité	67,000 •	65,826 53	65,826 53
	VII.	Pensions : premier terme	23,700 •	23,143 69	23,143 69
	VIII.	Secours	28,325 •	25,035 •	25,035 •
	IX.	Dépenses imprévues non libellées au Budget	165,711 90	163,646 54	163,646 54
	X.	Dépenses se rapportant à des exercices clos (1882 et an- nées antérieures)	121,998 67	116,880 98	116,880 98
			92,854,836 97	90,007,403 03	89,084,244 03

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations. 14
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites ou des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits déduits égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation. 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.						9.		10.	11.	12.	13.
3,250 •	»	»	6,027 70	»	10,404 72	4,034 21		
»	»	»	»	»	2,702 30	29,910 08		
»	»	»	9,898 60	»	644 88	4,274 92		
»	»	»	7 10	»	»	»		
»	»	»	72 30	»	»	»		
»	»	»	4,321 19	»	»	»		
»	»	»	1,035 55	»	557 05	194,335 73		
»	»	»	92,103 •	»	25,639 88	79,483 31		
»	»	»	»	»	30,623 08	5,706 43		
»	»	»	»	»	6,946 93	14,441 07		
2,545 50	»	»	38,969 05	»	»	18,290 44		
»	»	»	»	»	15,865 35	332,284 15		
16,580 38	»	»	312,225 48	»	2,080,710 00	73,187,629 40		
624 12	»	»	121,154 07	»	139,885 63	12,195,685 50		
190 »	»	108,085 19	9,806 20	»	34,251 63	3,541,192 36		
10 »	»	»	»	»	3 17	4,996 83		
»	»	»	»	»	1,173 47	65,826 53		
»	»	»	»	»	556 31	23,143 69		
»	»	»	»	»	3,290 »	25,035 »		
»	»	»	»	»	2,065 56	163,646 54		
»	»	»	4,832 69	»	285 »	116,880 98		
25,159 »	»	108,085 19	601,052 91	»	2,355,366 22	90,007,403 03		

Budget primitif. (Loi du 30 juillet 1883.) fr. 91,780,360 »
 Crédits supplémentaires. (Loi du 31 mai 1884) 493,060 57
 Transferts. (Art. 30 de la loi du 15 mai 1846.) 581,410 40

TOTAL. fr. 92,854,830 07

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par des lois spéciales	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnancés au profit des créanciers de l'État.	6. PAIEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		Services spéciaux.			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		Construction d'un canal à grande section, formant jonction de la Lys à l'Yperlée. (Loi du 14 août 1862.) . . .	200,000 "	"	"
		Construction, à l'intersection du canal de dérivation de la Lys, de Deynze à la mer du Nord, et de celui de Gand à Bruges, d'ouvrages destinés à isoler les eaux de la Lys de celles de ce dernier canal. (Loi du 14 septembre 1864, § 5.)	120,547 37	"	"
		Exhaussement et renforcement de la digue du comte Jean. (Loi du 8 juillet 1865, § 8)	20,447 83	"	"
		Part d'intervention de l'État dans les travaux d'assainissement de la Senne. (Loi du 4 juin 1866.)	83,028 53	"	"
		Construction à Courtrai d'une remise pour 6 locomotives. (Loi du 5 juin 1868, § 22.)	55,000 "	"	"
		Part de l'État dans les travaux à exécuter à la Trouille, à Mons. (Loi du 12 juin 1869, § 1, 7°.)	140 16	"	"
		Loi du 3 juin 1870 :			
		§ 16. Travaux d'amélioration de l'écoulement des eaux de la Senne de l'amont vers l'aval de la ville de Bruxelles.	20,048 96	"	"
50		§ 25. Établissement de nouveaux phares à Blankenberghe et à Heyst.	15,219 48	"	"
à		Loi du 16 août 1873 :			
85		§ 11. Travaux stipulés dans le traité du 12 mai 1865 avec les Pays-Bas	6,252 07	6,252 07	6,252 07
		§ 12. Canal de Turnhout à Anvers, par Saint-Job in 't Goor	15,615 40	"	"
		§ 16. Amélioration de la Dyle	59,904 12	"	"
		§ 24. Subside pour travaux d'amélioration du système d'égouts de la ville de Tournai	152,475 77	"	"
		Reconstruction partielle des quais d'Anvers et établissement d'installations provisoires sur la rive droite de l'Escaut. (Loi du 17 avril 1874.)	9,586 95	790 54	790 54
		Construction du chemin de fer de ceinture, à Gand. (Loi du 9 juillet 1875, § 21.)	271 19	"	"
		Loi du 27 mai 1876 :			
		§ 5. Monument de S. M. Léopold I ^{er} et parc de Laeken. (Dernier crédit.)	45,011 66	"	"
		§ 20. Travaux d'amélioration de la Grande-Nèthe. . . .	18,080 28	"	"
		A REPORTER. . . . fr.	799,407 57	7,022 61	7,022 61

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		cas de crédits complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	cas de crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnances à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation	sur ordonnances d'ouverture de crédit.						9.		10.	11.	12.	13.
7.	8.						14.	
"	"	"	"	"	200,000	"	"	
"	"	"	"	"	120,547	57	"	
"	"	"	"	"	20,447	83	"	
"	"	"	"	"	83,026	33	"	
"	"	"	"	"	55,000	"	"	
"	"	"	"	"	140	16	"	
"	"	"	"	"	20,048	06	"	
"	"	"	"	"	15,219	48	"	
"	"	"	"	"	"	6,232	07	
"	"	"	"	"	15,613	40	"	
"	"	"	"	"	30,004	12	"	
"	"	"	"	"	152,475	77	"	
"	"	"	"	"	8,396	41	700 54	
"	"	"	"	"	271	10	"	
"	"	"	"	"	43,011	66	"	
"	"	"	"	"	18,080	28	"	
"	"	"	"	"	792,384	06	7,022 61	

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PARTIE des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par les lois spéciales.	5. DÉPENSES résultant des services faits. Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'État.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	799,407 57	7,022 61	7,022 61
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité (suite).</i>			
		Loi du 17 juillet 1877 :			
		§ 8. Amélioration de la Grande-Nèthe	6,455 48	"	"
		§ 10. Travaux d'amélioration à la Lys	144,201 37	144,201 37	144,201 37
		§ 12. Travaux d'amélioration du canal de Bruges à Ostende.	476,240 84	"	"
		§ 14. Amélioration du canal de Lisseghe; endiguement du Zwyn	5,000 "	5,000 "	5,000 "
		§ 18. Voies et travaux. Travaux d'extension, etc. Plus-value des rails d'acier	362,237 06	105,225 39	102,519 48
		Loi du 5 juin 1878 :			
		§ 7. Construction de barrages dans la Meuse.	154,560 39	1,761 78	1,761 78
		§ 9. Travaux d'amélioration à la Lys	150,000 "	16,484 63	16,484 63
		§ 13. Installations pour la marine, à Ostende	241,105 04	14,680 46	14,680 46
		§ 15. Chemin de fer. Voies et travaux	194,580 48	42,925 66	42,925 66
		Érection d'un monument à l'ancien Champ des Manœuvres. (Loi du 8 avril 1879.)	233,569 68	188,841 02	186,701 50
		Loi du 4 août 1879 :			
		B. Raccordement à Molenbeek-Saint-Jean, du boulevard Léopold II au boulevard d'Anvers	87,819 68	18,568 08	18,568 08
		C. Prolongement de l'avenue d'Auderghem jusqu'aux nouveaux établissements militaires	50,815 21	3,356 81	3,356 81
		3° Pavillon de Tervueren. — Travaux de conservation	74,823 77	"	"
		4° Palais des Beaux-Arts.	254,755 83	54,508 52	54,451 29
		5° École normale de Bruges	42,153 18	42,153 18	42,153 18
		8° Conservatoire de Liège	166,560 "	"	"
		9° Transfert du Musée d'histoire naturelle dans les bâtiments du Jardin Zoologique	243,415 88	2,352 79	2,352 79
		10° Construction de l'Hôtel des Monnaies.	8,024 11	"	"
		11° Restauration du palais des princes-évêques, à Liège.	199,002 06	73,652 56	73,652 56
		14° Bureau principal des postes et télégraphes, à Bruxelles.	1,189,451 92	29,278 "	29,278 "
		15° Déplacement de l'Observatoire royal de Bruxelles.	962,606 20	141,358 40	141,358 40
		16° Barrage de la Gileppe	105,566 37	"	"
		18° Ourthe. — Établissement d'un pont à Chênée.	98 79	98 79	98 79
		A REPORTER fr.	6,132,030 91	981,468 05	976,365 39

30
à
85

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.			
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits consentis à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquidation a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits inutilisés égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice				
sur ordonnances en circulation.	sur ordonnances d'ouverture de crédit.						7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.
						792,384 06		7,022 61		
						6,455 48				
								144,201 37		
						476,240 84				
								5,000 00		
2,905 91					105,548 50	1,463 08		195,225 39		
						132,598 61		1,761 78		
					75,000 00	60,515 37		16,484 63		
						220,424 58		14,680 46		
					54,356 00	97,129 76		42,925 66		
2,159 52					20,020 88	24,098 78		188,841 02		
						69,251 60		18,568 08		
						47,458 40		3,356 81		
						74,823 77				
57 25					125,000 00	77,247 31		54,508 52		
								42,153 18		
					106,860 00					
						241,063 09		2,352 79		
					8,024 11					
					22,099 41	102,350 09		73,652 56		
						1,160,155 02		29,278 00		
					151,025 00	669,322 80		141,358 40		
					104,000 00	1,566 37				
								98 70		
5,102 66					890,025 05	4,260,548 81		981,468 05		

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PARTIES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers DE L'ÉTAT	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. . . . fr.	6,152,039 91	981,468 05	976,305 30
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite)			
		Services spéciaux (suite).			
		Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité (suite).			
		Loi du 4 août 1879 (suite).			
		19° Canal de jonction de la Meuse à l'Escaut	11,011 05	11,011 05	11,011 05
		20° Canaux houillers du Hainaut	2,018,722 08	2,018,261 01	2,018,261 01
		21° Escaut. — Travaux d'amélioration	7,619 43	»	»
		23° Lys. — Pont à Courtrai et chemin de halage	53,894 23	52,857 57	52,857 57
		24° Canal de Gand à Terneuzen	170,918 50	170,918 50	170,918 50
		26° Travaux d'amélioration à la Dendre	2,620 30	2,620 30	2,620 30
		27° Grande-Nèthe	17,190 36	4,068 »	4,068 »
		29° Canal de Roulers à la Lys	4,622 03	4,622 03	4,622 03
		30° Canal de la Lys à l'Yperlée	1,096,486 50	5,754 75	5,754 75
		31° Canal de Bruges à Ostende et port d'Ostende	2,584,799 48	512,799 71	512,799 71
		32° Installations maritimes à Ostende.	550,000 »	»	»
30		33° Nieuport. — Bassin à flot	776,159 42	535 62	535 62
à		34° Blankenberghe — Plage des bains et dépendances du port	217,375 12	28,595 69	28,595 69
85		37° Exécution des travaux stipulés dans le traité du 12 mai 1863 avec les Pays-Bas	80,000 »	25,036 05	25,036 05
		38° Chemin de fer d'Anvers à la frontière des Pays-Bas dans la direction de Tilbourg ou de Bostel	2,867,513 63	137,962 77	135,432 66
		39° Chemin de fer de Libramont à Bertrix et études du prolongement vers le chemin de fer de l'Est- Français	470,118 51	186,359 84	185,420 68
		40° Chemin de fer de la vallée de l'Emblève	5,027,444 50	3,944,870 85	3,941,845 50
		41° Chemin de fer de Wavre à Jodoigne par Gastuche	1,953,491 14	8,703 43	8,703 43
		42° Chemin de fer d'Audenarde à Orroir	1,855,049 99	239,609 96	239,509 96
		43° Parties communes aux lignes de Virton et d'Athus à la Meuse, avec station d'échange à proximité de Virton	548,765 18	395,790 07	395,625 74
		45° Voies et travaux. — Travaux d'extension et de com- plément	246,969 27	139,616 04	138,972 56
		46° Extension du matériel de traction et de transport	49,112 38	33,395 06	33,395 06
		51° Paquebot en acier	700,000 »	»	»
		A REPORTER. . . . fr.	29,021,923 01	9,784,056 33	9,772,151 26

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.		
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits extraordinaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquidation a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1884	CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits déduits égaux aux dépenses liquidées et ordonnancées à charge de l'exercice.			
sur ordonnances en circulation.	sur ordonnances d'ouverture de crédit.							7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.
5,102 66	"	"	"	800,025 05	4,260,548 81	081,468 05			
"	"	"	"	"	"	11,011 05			
"	"	"	"	"	461 07	2,018,201 01			
"	"	"	"	"	7,610 45	"			
"	"	"	"	"	1,236 66	52,037 57			
"	"	"	"	"	"	170,018 50			
"	"	"	"	"	"	2,620 50			
"	"	"	"	"	15,122 56	4,008 "			
"	"	"	"	"	"	4,622 05			
"	"	"	"	444,000 "	1,546,731 75	5,754 75			
"	"	"	"	10,102 56	2,055,807 21	512,709 71			
"	"	"	"	"	550,000 "	"			
"	"	"	"	"	775,625 80	535 62			
"	"	"	"	"	188,770 43	28,505 60			
"	"	"	"	54,063 05	"	23,056 05			
2,530 11	"	"	"	8,000 "	2,721,350 86	137,062 77			
939 16	"	"	"	130,016 51	135,742 56	186,530 84			
3,025 33	"	"	"	1,081,089 47	1,484 20	3,044,870 83			
"	"	"	"	250,000 "	1,694,787 71	8,705 45			
100 "	"	"	"	115,808 55	1,499,631 48	239,609 96			
164 53	"	"	"	8,000 "	144,075 11	595,790 07			
643 48	"	"	"	20,661 87	77,691 56	150,616 04			
"	"	"	"	11,818 07	5,809 25	55,305 06			
"	"	"	"	"	700,000 "	"			
12,505 07	"	"	"	3,050,483 83	10,197,782 85	9,784,056 53			

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Credits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par des lois spéciales	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'ÉTAT.	6. PAYMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice
		REPORT. . . . fr.	29,021,023 01	9,784,656 33	9,772,151 26
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'ar- ticle 31 de la loi sur la comptabilité (suite).</i>			
		Loi du 23 mai 1880 :			
		1° Escaut. — Travaux d'amélioration et transformation de la navigation intermittente en navigation con- tinue	500,000 "	"	"
		4° Voies à établir sur les nouveaux quais, à Anvers; tra- vaux d'extension aux stations des établissements maritimes.	62,020 19	62,020 10	62,020 19
		5° Transformation de l'embranchement du Quartier- Léopold, à Bruxelles	1,000,000 "	"	"
		6° Remises à voitures et à locomotives, ateliers, etc. . .	140,941 04	47,065 54	39,042 77
		7° Signaux et appareils de sécurité	108,059 30	1,006 24	1,006 24
		Loi du 26 août 1880 :			
		2° Agrandissement et reconstruction partielle de l'école normale des humanités, à Liège	187,168 50	134,153 27	134,153 27
		3° Canaux houillers du Hainaut	500,000 "	500,000 "	500,000 "
		5° Canal de Gand à Terneuzen.	1,409,706 91	1,409,706 91	1,409,706 91
		6° Rachat de la concession du chemin de fer de Virton . .	6,665,696 61	6,297,150 98	6,263,545 21
50 à 85		7° Rachat du matériel d'exploitation du chemin de fer de Virton; extension du matériel roulant du réseau de l'État	293,944 44	293,944 44	293,944 44
		8° Travaux d'amélioration et d'extension à effectuer sur la ligne d'Anvers à la frontière des Pays-Bas; con- struction d'ateliers, de remises et de magasins pour le service de la traction et du transport.	32,918 73	5,737 22	5,737 22
		Crédit pour compléter le balisage et l'éclairage de l'Es- caut (Loi du 2 janvier 1881.)	4,943 30	4,943 30	4,943 30
		Loi du 2 avril 1881 :			
		§ 1. Rachat du chemin de Lierre à Turnhout	300,000 "	160 75	160 75
		§ 3. Travaux d'amélioration et d'extension sur les lignes d'Anvers à la frontière des Pays-Bas et de Lierre à Turnhout; construction sur le réseau de l'État d'ateliers, de remises et de magasins pour les ser- vices de la traction et du matériel de transport, travaux à exécuter dans les gares de forma- tion, etc.	1,794,255 42	880,162 99	880,162 99
		§ 4 Travaux d'extension et d'amélioration sur les che- mins de fer de l'État, expropriations et construc- tions.	21,560 82	21,560 82	21,510 34
		§ 5. Signaux et appareils de sécurité	120,049 45	104,613 77	104,613 77
		A REPORTER. . . . fr.	43,162,196 92	10,636,880 95	10,582,714 86

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquidation a été admise	CRÉDITS TRASPASÉS à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du budget de 1884.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice		
sur ordonnances en circulation 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit 8.						9.		10.	11.	12.	13.
12,505 07	°	°	°	5,059,485 85	16,197,782 85	9,784,658 35		
°	°	°	°	°	500,000 °	°		
°	°	°	°	°	°	62,029 19		
°	°	°	°	200,000 °	1,700,000 °	°		
8,020 77	°	°	°	195 70	102,681 80	47,065 54		
°	°	°	°	70,809 28	56,245 78	1,006 24		
°	°	°	°	44,591 41	8,425 82	134,153 27		
°	°	°	°	°	°	500,000 °		
°	°	°	°	°	°	1,499,706 91		
35,607 77	°	°	°	182,436 05	186,108 70	6,297,150 98		
°	°	°	°	°	°	203,944 44		
°	°	°	°	°	27,181 51	5,757 22		
°	°	°	°	°	°	4,945 50		
°	°	°	°	°	299,839 25	100 75		
°	°	°	°	261,041 °	655,051 43	880,162 99		
41 48	°	°	°	°	°	21,560 82		
°	°	°	°	2,564 09	12,871 59	104,615 77		
54,175 09	°	°	°	3,801,122 24	19,724,184 73	19,656,880 95		

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'État.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	43,102,196 92	19,056,889 95	19,582,714 86
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité (suite).</i>			
		• Déournement du Schyn. (Loi du 30 juin 1881.)	440,000 »	166,350 59	166,350 50
		Loi du 14 août 1881 :			
		§ 1. Construction et reconstruction de ponts. — Raccor- dement de routes. — Subsidés.	8,707 80	8,707 80	8,707 80
		§ 2. Hôtel du Gouvernement provincial à Bruges; re- construction des bâtiments incendiés — Con- struction de locaux pour les ponts et chaussées	209,925 51	224,024 63	224,024 65
		§ 3. Construction d'un nouvel hôtel pour le Gouverne- ment provincial, à Hasselt	99,733 40	41,012 13	41,012 13
		§ 5. École de médecine vétérinaire de l'État, à Cure- ghem; reconstruction de murs de soutènement le long de la Seine	119,736 »	»	»
		§ 8. A. École normale de Bruges	350,000 »	218,968 94	218,968 94
		B. École normale de Gand	77,169 99	77,169 99	77,169 99
		C. Écoles normales et sections primaires exis- tantes; construction et ameublement	1,176,594 40	104,565 59	104,565 50
50		• § 9. Meuse	1,832,022 01	345,555 54	345,555 54
à		• § 10. Ourthe canalisée	219,268 »	21,775 46	21,775 46
85		• § 11. Canaux de Liège à Anvers	44,695 74	44,695 74	44,695 74
		• § 13. Canaux houillers du Hainaut	3,500,000 »	862,714 08	862,704 43
		• § 14. Escaut. — Travaux d'amélioration	2,010,040 04	1,863,069 20	1,862,386 53
		• § 15. Ruisseau de l'Espierre	40,310 01	25,629 47	25,629 47
		• § 17. Canal de Mons à Condé.	100,000 »	»	»
		• § 18. Canal de Gand à Terneuzen	1,048,331 05	1,048,551 05	1,048,331 05
		• § 19. Canal de Selzaete à la mer du Nord	150,000 »	»	»
		• § 20. Dendre	107,422 15	38,347 08	38,347 08
		• § 21. Rupel.	247,765 36	95,641 »	95,641 »
		• § 22. Démer.	225,000 »	»	»
		• § 23. Grande-Nèthe	75,000 »	»	»
		• § 24. Dyle	300,000 »	»	»
		• § 25. Senne.	500,000 »	7,551 15	7,551 15
		A REPORTER. fr.	56,133,918 36	24,910,997 17	24,862,129 76

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations. 14.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		CREDITS COMPLEMENTAIRES à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	CREDITS TRANSFÉRÉS à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1881.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice		
sur ordonnances en circulation. 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit 8.						9.		10.	11.	12.	13.
54,175 00	"	"	"	3,801,122 24	19,724,184 75	19,036,889 05		
"	"	"	"	13,649 41	260,000 00	168,350 50		
"	"	"	"	"	"	8,707 80		
"	"	"	"	4,724 21	71,176 67	224,024 63		
"	"	"	"	"	58,721 27	41,012 13		
"	"	"	"	"	110,736 00	"		
"	"	"	"	131,031 06	"	218,968 94		
"	"	"	"	"	"	77,169 99		
"	"	"	"	118,385 83	865,645 18	194,565 39		
"	"	"	"	625,000 00	865,466 47	345,555 54		
"	"	"	"	7,662 45	189,832 09	21,773 46		
"	"	"	"	"	"	44,695 74		
9 65	"	"	"	1,200,000 00	1,437,285 92	862,714 08		
682 67	"	"	"	12,765 55	154,205 49	1,865,069 20		
"	"	"	"	14,500 00	180 54	25,629 47		
"	"	"	"	"	100,000 00	"		
"	"	"	"	"	"	1,048,531 05		
"	"	"	"	"	150,000 00	"		
"	"	"	"	69,075 05	"	38,547 08		
"	"	"	"	9,827 51	144,296 85	93,641 00		
"	"	"	"	"	225,000 00	"		
"	"	"	"	"	75,000 00	"		
"	"	"	"	"	300,000 00	"		
"	"	"	"	"	492,448 87	7,551 13		
54,867 41	"	"	"	6,007,743 11	25,209,178 08	24,916,997 17		

TABLEAU A (suite).

Art 4 à 4 du projet de loi

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du budget général.	2. Chapitres des Budgets	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par les LOIS SPÉCIALES	5. DÉPENSES résultant des services faits — Droits constitués et ordonnances au profit des créanciers de l'État.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice
		REPORT. fr.	50,133,918 36	24,916,997 17	24,862,129 76
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité (suite).</i>			
		Loi du 14 août 1881 (suite).			
		§ 27. Écoulement des eaux du Sud de Bruges	1,299 04	"	"
		§ 28. Canal de Bruges à Ostende et port d'Ostende . . .	500,000 "	"	"
		§ 29. Port de Nieuport	250,000 "	"	"
		§ 30. Travaux de défense de la côte	224,783 08	16,760 "	16,760 "
		§ 31. Polders et Wateringues	199,476 "	650 "	650 "
		§ 32. Établissement de lignes télégraphiques sur les rives des voies navigables	72,035 43	20,857 15	20,857 15
		§ 33. Chemin de fer — Station de Dison	9,108 51	1,960 77	1,960 77
		§ 34. Voies et travaux. — Constructions nouvelles . .	952,462 60	647,434 55	647,434 55
		§ 35. Matériel de traction et de transport. — Chauffage des trains	409,910 58	392,159 85	392,159 03
		§ 36. Construction et agrandissement de bureaux de poste	254,708 73	54,461 "	54,461 "
50		§ 37. Création et extension de bureaux télégraphiques; établissement de lignes nouvelles, etc.	54 25	54 25	54 25
à		§ 38. Construction d'un bateau-pilote	20,465 76	446 78	446 78
85		§ 39. Achat d'un petit steamer pour transporter, en rade d'Ostende, les voyageurs et les colis postaux. . .	56,071 64	17,749 70	17,749 70
		§ 41. Acquisition et installation de « sirènes » à bord de deux bateaux-phares	21,181 23	21,181 23	21,181 23
		§ 42. Application aux deux nouveaux bateaux-phares du vireveau Warfield	26,000 "	90 24	90 24
		§ 43. Installation d'une « sirène » à l'extrémité de la jetée Est d'Ostende.	20,000 "	"	"
		§ 44. Construction de deux remorqueurs	9,447 82	4,678 22	4,678 22
		Amélioration du régime de la Haine. (Loi du 24 mai 1882, art. 2.)	50,000 "	1,512 50	1,512 50
		Loi du 24 mai 1882 :			
		§ 1. Raccordement de routes aux chemins de fer. Construction et amélioration de routes Subsides . .	1,676,509 02	1,524,855 09	1,522,891 93
		A REPORTER. fr.	60,956,511 85	27,021,847 40	27,565,017 11

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.		
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 50 de la loi du Budget de 1861.	CRÉDITS ou consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.			
sur ordonnances en circulation.	sur ordonnances d'ouverture de crédit.						7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.
54,867 41	"	"	"	6,007,745 11	25,209,178 08	24,910,907 17			
"	"	"	"	"	1,209 04	"			
"	"	"	"	"	500,000 "	"			
"	"	"	"	"	250,000 "	"			
"	"	"	"	"	208,023 08	10,760 "			
"	"	"	"	"	198,826 "	650 "			
"	"	"	"	40,000 "	11,108 28	20,857 15			
"	"	"	"	7,157 54	50 "	1,060 77			
"	"	"	"	85,752 05	210,275 40	847,454 55			
" 82	"	"	"	52,350 06	25,411 07	502,150 85			
"	"	"	"	16,083 79	184,163 01	54,461 "			
"	"	"	"	"	"	54 25			
"	"	"	"	"	29,018 08	446 78			
"	"	"	"	55,200 "	3,121 94	17,749 70			
"	"	"	"	"	"	21,181 25			
"	"	"	"	"	25,009 76	90 24			
"	"	"	"	"	20,000 "	"			
"	"	"	"	"	4,769 60	4,678 22			
"	"	"	"	"	48,487 50	1,512 50			
1,962 06	"	"	"	151,645 05	10 "	1,524,855 99			
56,830 29	"	"	"	6,395,021 78	26,038,742 67	27,621,847 40			

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	60,956,511 85	27,621,847 40	27,565,017 11
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité (suite).			
		Loi du 24 mai 1882 (suite) :			
	"	§ 2. Hôtel du gouvernement provincial à Bruges; reconstruction des bâtiments incendiés. Agrandissement; construction de locaux pour les ponts et chaussées.	99,868 "	912 "	912 "
	"	§ 3. Construction d'un nouvel hôtel pour le gouvernement provincial à Hasselt, et agrandissement de l'hôtel du gouvernement provincial, à Mons.	190,010 56	52,032 07	52,032 07
	"	§ 4. Prison cellulaire de Saint-Gilles-lez-Bruxelles.	583,068 60	583,068 60	583,068 60
	"	§ 5. Agrandissement du Palais de la Nation et des Ministères.	411,026 40	283,311 64	283,311 64
	"	§ 6. Déplacement de l'Observatoire royal de Bruxelles.	400,000 "	"	"
	"	§ 7. Écoles normales primaires et sections primaires existantes; construction et amélioration de locaux.	1,076,000 "	156,158 02	156,158 02
50	"	§ 8. Continuation des travaux d'appropriation et de restauration au Palais des anciens princes-évêques de Liège.	75,000 "	"	"
à	"	§ 9. Conservatoire royal de musique, à Liège.	500,000 "	"	"
85	"	§ 10. Conservatoire royal de musique, à Bruxelles.	1,080 75	1,017 81	1,017 81
	"	§ 11. Palais des beaux-arts; travaux de parachèvement.	120,000 "	"	"
	"	§ 12. Monument de l'ancien Champ des Manœuvres, à Bruxelles.	200,000 "	"	"
	"	§ 13. Canaux de Liège à Anvers.	150,000 "	49,446 19	49,446 19
	"	§ 14. Sambre canalisée.	12,015 24	1,673 75	1,672 43
	"	§ 15. Escaut. — Travaux d'amélioration.	500,000 "	"	"
	"	§ 16. Installations maritimes d'Anvers.	115,606 66	115,606 66	115,506 66
	"	§ 17. Canal de Gand à Terneuzen.	1,000,000 "	1,000,000 "	1,000,000 "
	"	§ 18. Rupel. — Expropriation et travaux.	150,000 "	"	"
	"	§ 19. Yser. — Travaux d'amélioration.	53,551 26	53,551 26	53,551 26
	"	§ 20. Établissement de maréographes sur l'Escaut maritime et ses affluents.	40,000 "	163 11	163 11
		A REPORTER. fr.	66,243,648 59	20,699,689 59	20,642,757 80

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES		RÈGLEMENT DES CREDITS					Observations. 14
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier pour solde de l'exercice		CREDITS COMPLÉMENTAIRES à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise	CREDITS TRANSFÉRÉS à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité	CREDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884	CREDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice	
sur ordonnances en circulation 7	sur ordonnances d'ouverture de crédit 8							9	10	11	12	13
56,830 20	»	»	»	6,395,921 78	26,958,742 67	27,021,847 40	
»	»	»	»	»	98,958 »	912 »	
»	»	»	»	»	146,986 59	52,052 97	
»	»	»	»	»	»	583,068 60	
»	»	»	»	»	127,714 85	283,511 64	
»	»	»	»	»	400,000 »	»	
»	»	»	»	102,574 47	747,467 51	136,158 02	
»	»	»	»	»	75,000 »	»	
»	»	»	»	83,440 »	216,560 »	»	
»	»	»	»	62 92	»	1,017 81	
»	»	»	»	»	120,000 »	»	
»	»	»	»	»	200,600 »	»	
»	»	»	»	14,794 83	85,758 98	49,446 19	
1 50	»	»	»	»	10,341 51	1,673 73	
»	»	»	»	186,000 »	344,000 »	»	
100 »	»	»	»	»	»	115,006 66	
»	»	»	»	»	»	1,000,000 »	
»	»	»	»	»	150,000 »	»	
»	»	»	»	»	»	53,851 20	
»	»	»	»	39,400 »	436 89	163 11	
56,931 51	»	»	»	6,881,094 »	29,661,965 »	29,699,689 30	

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers DE L'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	66,245,648 59	29,699,689 59	29,642,757 80
		MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité (suite).</i>			
		Loi du 24 mai 1882 (suite) :			
		§ 22. Travaux d'endiguement du Zwyn.	1,000 »	810 44	810 44
		§ 23. Voies et travaux. — Consolidation des voies. — Signaux et appareils de sécurité.	9,466,461 88	5,555,078 58	5,006,552 52
		§ 24. Matériel de traction et de transport; pièces de rechange	10,888,981 85	10,198,510 88	10,196,957 »
50 à 85		§ 25. Approvisionnement de matériaux pour la réfection des voies	529,197 10	529,197 10	529,197 10
		<i>Dépenses sur les crédits alloués par des lois votées dans le cours de l'exercice.</i>			
		Loi du 1 ^{er} août 1885 :			
		15 ^e Établissement de lignes et de bureaux télégraphi- ques et éventuellement de lignes téléphoniques. . .	500,000 »	169,027 95	169,027 95
		16 ^e Remboursement de la part mise à la charge de l'État des cautionnements des agents des lignes des Flandres	65,000 »	61 210 70	60,151 88
			87,292,289 22	45,905,545 04	45,405,254 49
		MINISTÈRE DE LA GUERRE.			
		<i>Dépenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		Exercice 1880.			
	VI.	Établissements et matériel de l'artillerie.	2,759 20	2,629 07	2,629 07
		Exercice 1881.			
	VI.	Établissements et matériel de l'artillerie.	885 »	885 »	885 »
		Exercice 1882.			
286 à 295	IV.	Solde des troupes	20,782 67	14,470 17	14,470 17
	VI.	Établissements et matériel de l'artillerie	759 »	759 »	759 »
	VII.	Matériel du génie	6,725 10	6,483 10	6,483 10
	VIII.	Pain, viande, fourrages et autres allocations	2,751 95	2,696 91	2,696 91
		A REPORTER. fr.	54,620 92	27,905 25	27,905 25

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations. 14.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		CRÉDITS COMPLEMENTAIRES à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquidation a été admise.	CRÉDITS TRANSFÉRÉS à l'exercice 1883, en vertu de l'article 59 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 5 de la loi du Budget de 1881.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnances à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation. 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.						9.		10.	11.	12.	13.
56,951 59	•	•	•	6,881,994 •	29,661,965 •	29,609,689 59		
•	•	•	•	•	189 56	819 44		
328,746 26	•	•	•	650,767 94	3,300,615 56	5,353,078 58		
1,562 85	•	•	•	571,001 16	119,460 81	10,198,519 88		
•	•	•	•	•	•	529,197 10		
•	•	•	•	126,875 52	4,098 55	169,027 05		
1,067 82	•	•	•	•	1,780 50	61,219 70		
588,508 55	•	•	•	8,210,656 62	55,088,109 56	43,995,543 04		
•	•	•	•	•	110 15	2,629 07		
•	•	•	•	•	•	885 •		
•	•	•	562 70	•	5,949 80	14,470 17		
•	•	•	•	•	•	759 •		
•	•	•	•	•	240 •	6,485 10		
•	•	•	•	•	55 04	2,696 01		
•	•	•	562 70	•	6,354 07	27,905 25		

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des lois de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par des lois spéciales.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	54,620 02	27,905 25	27,905 25
		MINISTÈRE DE LA GUERRE (suite).			
		<i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
	I.	Administration centrale	502,000 "	501,995 12	501,991 12
	II.	États-majors	1,540,300 "	1,555,904 94	1,555,904 94
	III.	Service de santé des hôpitaux.	1,221,600 "	1,219,991 53	1,219,991 48
	IV.	Solde des troupes	25,562,100 "	25,509,225 16	25,508,909 51
280	V.	Académie militaire	271,000 "	270,405 46	270,559 21
à	VI.	Établissements et matériel de l'artillerie	1,115,555 "	1,115,506 27	1,115,506 27
205	VII.	Matériel du génie	1,495,000 "	1,494,948 10	1,491,074 25
	VIII.	Pain, viande, fourrages et autres allocations	15,801,400 "	15,778,923 21	15,778,907 87
	IX.	Traitements divers et honoraires	138,000 "	157,400 05	157,544 82
	X.	Pensions et secours.	156,000 "	154,515 29	154,181 45
	XI.	Dépenses imprévues.	46,945 "	43,905 71	58,936 50
			45,484,520 02	45,588,798 18	45,578,990 47
		Services spéciaux.			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité.</i>			
	"	Travaux de défense à Anvers et à Termonde. (Loi du 2 septembre 1870.)	57,988 59	50,000 "	50,000 "
	"	Ouvrages de défense des forts du Bas-Escant. (Loi du 2 juillet 1877, 3 ^e .)	27,175 45	2,415 45	2,415 45
50		Loi du 18 avril 1878 :			
à	"	Art. 1 ^{er} . Construction de deux forts permanents en avant de Liège et de Waelhem, sur la rive gauche de la Nèthe.	66,959 64	22,947 57	22,947 57
85	"	Art. 2 Complément et amélioration du matériel de l'artillerie	4,237,801 08	491,527 37	491,527 37
	"	Achèvement des forts de Merxem, de Zwyndrecht et de Cruybeke. (Loi du 5 juin 1878, § 20.)	60,172 02	12,306 86	12,306 86
		A REPORTER. fr.	4,440,876 58	550,197 25	559,107 25

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	CRÉDITS TRASMISSES à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi de complémt.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.	
sur ordonnances en circulation.	sur ordonnances d'ouverture de crédits.							9.	10.	11.	12.	13.
			562 70	"	6,554 97	27,005 25	
4 "	"	"	"	"	4 88	501,995 12	
"	"	"	"	"	6,305 06	1,333,994 94	
90 05	"	"	"	"	1,608 47	1,210,991 53	
513 85	"	"	18,577 51	"	34,409 55	25,509,225 16	
64 25	"	"	"	"	506 54	270,405 46	
"	"	"	"	"	48 73	1,115,506 27	
5,875 94	"	"	50 "	"	1 81	1,404,048 10	
15 54	"	"	15 "	"	22,461 70	15,778,923 21	
145 23	"	"	"	"	509 95	137,400 05	
551 84	"	"	"	"	1,486 71	154,513 20	
4,069 21	"	"	"	"	5,059 20	45,905 71	
9,807 71	"	"	18,805 01	"	76,917 73	45,588,798 18	
			Budget primitif. (Loi du 28 mars 1883.) fr. 44,764,900 "				
			Crédits supplémentaires. (Loi du 31 mai 1884.) 685,000 "				
			Transferts. (Art. 50 de la loi du 15 mai 1846.) 54,620 92				
			TOTAL. fr. 45,484,520 92				
"	"	"	"	"	27,988 59	30,000 "	
"	"	"	"	24,760 "	"	2,415 45	
"	"	"	"	23,047 82	20,944 25	22,047 57	
"	"	"	"	24,261 77	3,721,811 94	491,527 37	
"	"	"	"	"	47,865 16	12,306 86	
"	"	"	"	72,060 50	5,818,609 74	559,107 25	

TABLEAU A.

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des et 15 de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers DE L'ÉTAT	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		REPORT. fr.	4,440,876 58	559,107 25	559,107 25
		MINISTÈRE DE LA GUERRE (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité (suite)</i>			
		Construction d'un nouveau dispositif militaire en remplacement des fronts intérieurs de la citadelle du Nord, à Anvers. (Loi du 50 juin 1881).	5,850,000 »	181,413 50	181,413 50
		Loi du 3 avril 1882 :			
50		ART 1 ^{er} . Amélioration des casernes et de leur mobilier ; construction et ameublement de nouvelles casernes ; travaux de reconstruction et d'amélioration à exécuter aux hôpitaux militaires	1,559,990 77	1,559,990 77	1,559,990 77
85		ART. 2. Construction du fort de Rupelmonde	2,730,700 67	250,266 02	250,266 02
		<i>Dépenses sur les crédits alloués par des lois votées dans le cours de l'exercice.</i>			
		Amélioration du casernement. (Loi du 1 ^{er} août 1883, § 17.)	1,000,000 »	560,853 54	559,459 84
			15,579,568 02	2,871,721 08	2,870,527 38
		CORPS DE LA GENDARMERIE			
		<i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
204-295	Unique.	Gendarmerie.	3,518,200 »	5,416,479 59	5,416,479 59
		MINISTÈRE DES FINANCES.			
		<i>Dépenses arriérées transférées en vertu de l'article 30 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		Exercice 1882.			
		I. Administration centrale	120 »	120 »	120 »
		<i>Dépenses propres à l'exercice</i>			
		I. Administration centrale	1,338,061 31	1,511,030 55	1,511,030 55
206		II. — de la Trésorerie et de la Dette publique dans les provinces.	218,000 »	217,992 05	217,992 05
à		III. — des Contributions directes, Douanes et Accises	11,555,452 »	11,244,500 14	11,242,791 54
501		IV. — de l'Enregistrement et des Domaines.	2,697,159 23	2,572,402 74	2,554,067 48
		V. Pensions et secours	42,000 »	41,164 23	41,164 23
		VI. Dépenses imprévues.	8,000 »	5,127 65	5,127 65
			15,858,792 54	15,590,155 56	15,551,202 50

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.		
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1883.	CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.			
sur ordonnances en circulation.	sur ordonnances d'ouverture de crédit.							7.	8.	9.	10.	11.	12.	13.	14.
				72,060 50	5,818,609 74	559,107 25			
					5,668,586 50	181,417 50			
						1,530,990 77			
				287,662 05	2,221,771 70	230,266 02			
1,505 70				459,146 46		560,853 54			
1,505 70				798,879 00	9,708,967 94	2,871,721 08			
					101,720 61	3,416,470 30			
Budget primitif. (Loi du 24 mars 1883)fr.							3,518,200 00		
						120 00			
					27,021 76	1,511,059 55			
					7 95	217,992 05			
1,517 60					311,142 86	11,244,309 14			
37,435 26		3,909 66			128,666 15	2,572,402 74			
					855 77	41,164 25			
					4,872 35	3,127 65			
58,952 80		3,909 66			472,540 84	15,500,155 56			

Budget primitif. (Loi du 8 juin 1885)fr. 15,810,030 00
 Crédits supplémentaires. (Loi du 31 mai 1884) 42,642 54
 Transfert, (Art. 30 de la loi du 15 mai 1840.) 120 00

TOTAL.fr. 15,852,792 54

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement ou compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par DES LOIS SPÉCIALES	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers DE L'ÉTAT.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		MINISTÈRE DES FINANCES (suite).			
		Services spéciaux.			
		<i>Dépenses sur les crédits restés disponibles à la clôture de l'exercice 1882 et transférés conformément à l'article 31 de la loi sur la comptabilité.</i>			
		» Appropriation des terrains à bâtir de l'École vétérinaire, à Cureghem. (Loi du 1 ^{er} juin 1874, art. 2, A.).	13,737 94	»	»
		» Frais de confection et d'émission des titres à 4 p. % ainsi que de ceux qui peuvent éventuellement être créés en exécution de la loi du 9 juillet 1875. (Loi du 27 mai 1876, art. 4.).	28,361 50	15,311 21	15,311 21
		» Frais de confection et d'émission des titres à 4 p. % pour l'exécution des lignes concédées. (Loi du 26 juin 1877.)	74,017 »	6,500 »	6,500 »
		» Frais de confection de titres à 4 p. % (Loi du 31 mai 1878.)	14,613 92	2,302 50	2,302 50
		» Conversion de la dette à 4 1/2 p. % en un fonds nouveau à 4 p. %; frais de confection de nouveaux titres. (Loi du 23 juillet 1879.)	50,150 »	10,321 75	10,321 75
		» Appropriation et installation du nouvel Hôtel des Monnaies. — Participation à l'Exposition nationale. (Loi du 15 mars 1880.)	4,487 23	623 90	623 90
50 à 85		» Mise en valeur de terrains domaniaux. — Augmentation des crédits spéciaux alloués par les lois des 1 ^{er} juin 1874, 2 juillet 1875 et 15 avril 1876. (Loi du 28 juin 1881, art. 1 ^{er} .)	591,912 72	82,156 34	82,156 34
		» Frais de confection et d'émission de titres de la Dette publique. (Loi du 24 mai 1882, art. 2.).	200,000 »	»	»
		<i>Dépenses sur les crédits alloués par des lois votées dans le cours de l'exercice.</i>			
		Titres de la Dette publique, à 4 p. %, remis pendant l'exercice 1883 :			
		» A. A la Société anonyme de construction de chemins de fer (convention-loi des 31 janvier/15 mars 1875) pour travaux faits en exécution de la convention du 31 janvier 1875. (Loi du 27 mai 1876.)	14,457,800 »	2,045,800 »	2,045,800 »
		» B. A la Société anonyme de construction de chemins de fer (convention-loi des 23 avril/3 juin 1870) pour travaux faits en exécution de la convention-loi des 1 ^{er} /26 juin 1877	15,454,300 »	6,349,800 »	6,349,800 »
		A REPORTER fr.	50,060,360 81	8,510,815 70	8,510,815 70

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 50 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS NON CONSOMMÉS par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits déduits égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.						9.		10.	11.	12.	13.
»	»	»	»	»	13,757 04	»		
»	»	»	»	»	13,050 20	15,311 21		
»	»	»	»	»	67,517 »	6,500 »		
»	»	»	»	»	12,511 42	2,502 50		
»	»	»	»	»	30,808 25	10,321 75		
»	»	»	»	»	5,865 53	626 90		
»	»	»	»	»	500,756 58	82,156 54		
»	»	»	»	»	200,000 »	»		
»	»	»	»	500,751 20	11,884,248 80	2,043,800 »		
»	»	»	»	2,876,399 20	6,228,100 80	6,349,800 »		
»	»	»	»	5,386,150 40	18,772,594 21	8,510,813 70		

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAGES des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par des lois spéciales	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'État.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		Report fr.	50,669,560 31	8,510,815 70	8,510,815 70
		MINISTÈRE DES FINANCES (suite).			
		Services spéciaux (suite).			
		<i>Dépenses sur les crédits alloués par des lois votées dans le cours de l'exercice (suite).</i>			
50	•	C. A la Banque de Belgique, pour travaux faits en exécution de la convention-loi des 15 novembre/19 décembre 1876.	498,100 »	448,500 »	448,500 »
à	»	D. A M.-J. Closon, industriel, à Liège, pour solde du prix de construction du chemin de fer de Battice à Aubel. (Convention des 9/10 juin 1878).	65 75		
85	»	E. Au Budget des Voies et Moyens, à titre de recette accidentelle	100 »	100 »	100 »
			31,167,560 31	8,959,215 70	8,959,215 70
		NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.			
		<i>Dépenses propres à l'exercice.</i>			
302	I.	Non-Valeurs	566,000 »	811,656 50	811,656 50
et	II.	Remboursements	1,095,417 05	1,287,427 22	1,284,655 67
303			1,661,417 05	2,099,083 52	2,096,312 17

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.					Observations.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		crédits complémentaires à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise.	crédits transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 30 de la loi de comptabilité.	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.	
sur ordonnances en circulation. 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.							9.	10.	11.	12.	13.
•	•	•	•	3,386,150 40	18,772,604 21	8,510,815 70	
•	•	•	•	•	49,800 •	448,300 •	
•	•	•	•	•	•	100 •	
•	•	•	•	3,386,150 40	18,822,194 21	8,959,215 70	
•	•	263,262 82	•	•	17,626 52	811,636 30	
2,771 55	•	301,714 59	•	•	107,705 30	1,287,427 22	
2,771 55	•	564,977 41	•	•	125,331 82	2,099,063 52	

Budget primitif. (Loi du 20 avril 1883.)fr. 1,933,500 •

Crédit supplémentaire. (Loi du 31 mai 1884.) 3,917 93

TOTALfr. 1,937,417 93

TABLEAU A (suite).

Art. 1 à 4 du projet de loi.

Budget définitif des dépenses

1. PAIERS des états de développement du compte général.	2. Chapitres des Budgets.	3. DÉSIGNATION DES SERVICES.	SITUATION DES		
			4. Crédits accordés par le BUDGET PRIMITIF et par des lois spéciales.	5. DÉPENSES résultant des services faits. — Droits constatés et ordonnés au profit des créanciers de l'État.	6. PAYEMENTS effectués et justifiés dans le cours de l'exercice.
		RÉCAPITULATION.			
		SERVICE ORDINAIRE.			
		Dette publique	97,800,119 47	97,406,804 14	97,440,845 24
		Dotations	4,967,051 "	4,741,650 91	4,741,650 91
		Ministère de la Justice	15,885,865 14	15,547,551 18	15,540,967 28
		— des Affaires Étrangères	2,540,410 "	2,519,415 11	2,302,100 22
		— de l'Intérieur	24,745,881 68	23,040,551 71	25,107,892 72
		— de l'Instruction publique	21,665,269 "	21,559,084 05	21,042,414 88
		— des Travaux publics	92,854,856 97	90,007,405 05	89,984,244 05
		— de la Guerre	45,484,520 92	45,588,798 18	45,578,990 47
		Corps de la Gendarmerie	5,518,200 "	5,416,479 59	5,416,479 59
		Ministère des Finances	15,858,792 54	15,590,155 56	15,551,202 50
		Non-Valeurs et Remboursements	1,659,417 95	2,009,065 52	2,006,291 97
		TOTAUX	526,794,562 65	521,557,655 46	520,495,169 61
		SERVICES SPÉCIAUX.			
		Ministère de la Justice	2,521,972 56	1,075,980 94	1,075,980 94
		— des Affaires Étrangères	7,448 24	7,448 24	7,448 24
		— de l'Intérieur	26,907,266 27	19,757,855 68	19,757,776 18
		— de l'Instruction publique	6,760,015 94	5,521,208 81	5,046,272 44
		— des Travaux publics	87,292,289 22	45,095,545 04	45,405,254 40
		— de la Guerre	15,579,568 02	2,871,721 08	2,870,527 38
		— des Finances	51,167,560 51	8,959,215 70	8,959,215 70
		TOTAUX	167,856,118 56	85,065,072 49	84,000,264 57
		Report des dépenses du service ordinaire	326,794,562 65	521,557,655 46	520,495,169 61
		TOTAUX GÉNÉRAUX	494,650,481 01	406,622,707 95	404,495,453 98
		Crédits complémentaires à accorder par la loi de compte, pour régularisation des dépenses à charge du Budget, suivant la 9 ^{me} colonne	1,865,289 41	"	"
		Report à l'exercice 1885 :			
		de l'excédent de dépense constaté à la clôture de l'exer- cice 1882, conformément au projet de loi du règlement de cet exercice. (État litt. X.)	18,546,555 01	18,546,555 01	18,546,555 01
			514,842,105 45	424,769,040 96	422,859,706 99

de l'exercice 1883 (suite).

DÉPENSES.		RÈGLEMENT DES CRÉDITS.						Observations. 14.
PAYEMENTS restant à effectuer ou à justifier, pour solde de l'exercice		casiers contrainte à accorder pour régulariser des dépenses faites au delà des crédits votés, et dont la liquida- tion a été admise	casiers transférés à l'exercice 1884, en vertu de l'article 20 de la loi de comptabilité	CRÉDITS reportés à l'exercice suivant en vertu de l'article 3 de la loi du Budget de 1884.	CRÉDITS non consommés par les dépenses, à annuler définitivement.	Crédits définitifs égaux aux dépenses liquidées et ordonnées à charge de l'exercice.		
sur ordonnances en circulation. 7.	sur ordonnances d'ouverture de crédit. 8.						9.		10.	11.	12.	13.
25,058 00	.	397,418 58	105,170 55	.	654,563 38	97,466,804 14		
.	.	.	.	.	225,400 00	4,741,650 01	
6,585 00	.	305,757 04	2,685 10	.	859,584 50	15,547,551 18		
17,222 80	.	.	1,966 34	.	28,050 55	2,510,415 11		
590,274 04	52,564 95	10,500 .	200,015 68	.	915,296 29	23,640,551 71		
297,570 05	.	275,680 95	280 98	.	596,684 02	21,539,984 93		
25,159 .	.	108,985 19	601,052 91	.	2,555,560 22	90,007,403 03		
9,807 71	.	.	18,805 01	.	76,917 75	45,588,798 18		
.	.	.	.	.	101,720 01	5,416,479 39	
58,952 80	.	5,009 60	.	.	472,546 84	15,390,155 36		
2,771 55	.	564,977 41	.	.	125,551 82	2,000,003 52		
812,100 90	52,564 95	1,865,280 41	950,574 55	.	6,371,442 05	521,357,635 46		
.	.	.	.	547,982 42	.	1,973,080 94		
.	.	.	.	.	.	7,448 24	
70 50	.	.	.	5,172,055 67	1,096,754 92	19,757,855 68		
475,026 37	.	.	.	575,222 60	665,492 55	5,521,298 81		
588,508 55	.	.	.	8,210,656 62	55,088,109 56	45,993,543 04		
1,593 70	.	.	.	798,879 .	9,708,967 94	2,871,721 08		
.	.	.	.	5,586,150 40	18,822,194 21	8,059,215 70		
1,064,808 12	.	.	.	18,491,526 71	64,279,519 16	85,065,072 49		
812,100 90	52,564 95	1,865,289 41	950,574 55	.	6,371,442 05	521,357,635 46		
1,876,909 02	52,564 95	1,865,289 41	950,574 55	18,491,526 71	70,650,961 21	406,422,707 95		
1,929,273 97				90,075,062 47				
						18,546,333 01		
						424,769,040 96		

TABLEAU B.

Art. 3 du projet de loi.

Budget définitif des recettes

1.	DESIGNATION DES IMPÔTS ET DES PRODUITS.	SITUATION	
		ÉVALUATIONS d'après la loi du BUDGET	MOYEN PROVUS EN FAVEUR DE L'ÉTAT
2.		3.	4.
	RESSOURCES ORDINAIRES.		
	<i>Impôts</i>	Contributions directes, douanes et accises	101,529,740 • 105,268,079 99
		Enregistrement et domaines	55,015,000 • 51,218,215 48
	<i>Péages</i>	Enregistrement et domaines	1,655,000 • 1,625,501 77
		Travaux publics	123,425,400 • 150,424,350 25
		Marine	580,000 • 588,472 40
	<i>Capitaux et revenus</i>	Enregistrement et domaines	2,575,000 • 3,674,711 75
		Travaux publics	140,000 • 151,085 50
		Prisons	95,000 • 102,184 50
		Trésor public	7,717,000 • 8,862,960 09
	<i>Remboursements</i>	Contributions directes	465,000 • 559,558 50
		Enregistrement et domaines	518,000 • 816,945 59
		Prisons	275,500 • 187,142 62
		Trésor public	2,485,320 • 2,091,007 21
44			290,571,760 • 506,447,091 20
à			
47		RESSOURCES EXTRAORDINAIRES ET SPÉCIALES.	
		Produit d'aliénations extraordinaires d'immeubles	50,000 • 155,719 42
		Prix de vente des terrains à bâtir de l'École vétérinaire de l'État, à Cureghem	100,000 • 17,574 08
		Prix de vente des immeubles devenus disponibles par suite de la suppression de places fortes	1,150,240 65 540,582 76
		Intérêts, du 1 ^{er} août 1882 jusqu'au 31 juillet 1885, de la somme de 3,776 000 francs formant le prix de vente des terrains du terre-plein de la citadelle du Nord et d'autres immeubles cédés à la ville d'Anvers. (Convention du 19 janvier 1881.)	• 141,600 •
		Somme due par la Société anonyme du Sud d'Anvers du chef d'intérêts illégalement compensés dans les décomptes avec l'État (1874 à 1879).	310,759 35 340,759 35
		Prix de vente de biens de cures (Immeubles et rentes).	• 192,748 63
		Quotes-parts payées par les États maritimes dans le rachat du péage de l'Escaut, en vertu des traités conclus en exécution de la loi du 13 juin 1865	170,584 • 170,584 •
		Fonds d'amortissement des dettes à 4 p. ^o / _o , attribués au Trésor en vertu de l'article 4 de la loi du 12 juin 1869.	4,540,054 65 4,540,054 65
		Fonds provenant du recouvrement des avances faites aux provinces et aux communes pour construction et ameublement de maisons d'école. (Lois des 4 juin 1878 et 27 août 1880).	412,515 62 412,515 62
		A REPORTER. fr.	6,573,852 27 8,119,416 51

de l'exercice 1883.

DES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			Observations 10
RECouvreMENTS effectués sur les droits constatés	RESTE à recouvrer sur les droits constatés et à renseigner ultérieurement	EXCÉDENT DES ÉVALUATIONS sur les RECouvreMENTS	EXCÉDENT DES RECouvreMENTS sur les ÉVALUATIONS	PRODUITS déduits égaux aux droits perçus en faveur de l'exercice	
5	6.	7.	8	9	
105,096,965 26	171,114 73	"	5,567,225 26	105,096,965 26	
51,125,373 41	94,842 07	1 891,626 50	"	51,125,373 41	
1,616,472 51	6,229 26	58 527 49	"	1,616,472 51	
128,400,433 70	2,025,896 55	24,966 50	"	128,400,433 70	
588,472 40	"	"	8,472 40	588,472 40	
3,195,955 08	478,758 67	"	320 955 08	3,195,955 08	
151,083 56	"	8,916 44	"	151,083 56	
101,723 20	401 50	"	8,723 20	101,723 20	
8,853,861 50	27,098 79	"	1,118,861 50	8,853,861 50	
559,558 50	"	"	94,058 50	559,558 50	
555,496 61	265,446 78	"	255,496 61	555,496 61	
157,168 15	40,974 47	136,151 85	"	157,168 15	
2,765,295 87	227,801 54	"	277,885 87	2,765,295 87	
505 105,767 55	5 544,225 94	2,100 168 67	5,632,176 02	505,105,767 55	
153,719 42	"	"	103,719 42	153,719 42	
17,574 08	"	82,625 92	"	17,574 08	
304,504 82	35,877 94	846,735 83	"	304,504 82	
141,600 "	"	"	141,600 "	141,600 "	
"	349,759 55	349,759 55	"	"	
192,748 65	"	"	192,748 65	192,748 65	
170,584 "	"	"	"	170,584 "	
4,340,934 65	"	"	"	4,340,934 65	
412,313 62	"	"	"	412,313 62	
5,733,770 22	385,637 29	1,278,121 10	438,068 05	5,733,770 22	

TABLEAU B (suite).

Art. 5 du projet de loi.

Budget définitif des recettes

1.	DÉSIGNATION DES IMPÔTS ET DES PRODUITS.	SITUATION	
		ÉVALUATIONS d'après la loi du BUDGET.	DROITS constatés en faveur de l'EXERCICE.
	2.	5.	4.
	REPORT. fr.	6,573,832 27	6,119,416 51
	Somme à valoir sur la quote-part des Pays-Bas dans le prix de rachat des chemins de fer d'Anvers au Moerdyk et de Roosendaël à Breda.	1,086,804 86	1,086,804 86
	Remboursement de traitements avancés à des instituteurs communaux. (Lois des 23 août 1880 et 1 ^{er} août 1881.)	586,026 26	586,026 26
	Solde du produit de l'emprunt au capital nominal de 155 millions de francs, à 3 p. 0/0, autorisé par diverses lois. (Arrêté royal du 29 juin 1882). — Partie recouvrée en 1885.	2,099,252 »	2,099,252 »
	Produit de l'emprunt de 164,796,000 francs, à 4 p. 0/0, autorisé par diverses lois. (Arrêté royal du 27 avril 1885). — Partie recouvrée en 1885.	152,964,454 »	152,964,454 »
44	Solde du produit de l'emprunt de 60 millions de francs, autorisé par la loi du 28 mai 1863, correspondant à une annulation de pareille somme sur le crédit faisant l'objet du § 8 de la loi du 8 juillet 1865.	20,447 85	20,447 85
47	Titres de la Dette publique, à 4 p. 0/0, émis pendant l'exercice 1885 :		
	1 ^o En vertu de l'article 2 de la loi du 27 mai 1876, à valoir sur le prix des lignes de chemins de fer à construire en exécution de la convention du 31 janvier 1875, ci.	2,043,800 »	2,043,800 »
	2 ^o En vertu de l'article 3 de la loi du 26 juin 1877, à valoir sur le prix des lignes à construire par la Société anonyme de construction de chemins de fer énumérées dans la convention du 1 ^{er} juin 1877, ci.	6,549,800 »	6,549,800 »
	3 ^o En vertu de la convention du 9 juin 1878 approuvée par arrêté royal du 10 du même mois, pour la construction du chemin de fer de Battice à Aubel, ci.	100 »	100 »
	4 ^o En vertu de l'article 2 de la loi du 19 décembre 1876, à valoir sur le prix des chemins de fer de Tirlemont à la ligne d'Anvers vers Gladbach et de Tongres à Neerlinter, ci.	448,500 »	448,500 »
	TOTAUX. fr.	155,075,677 22	152,619,261 46
	REPORT DES TOTAUX DES RESSOURCES ORDINAIRES. fr.	200,571,760 »	206,447,991 29
	TOTAUX GÉNÉRAUX. fr.	452,645,457 22	459,067,252 75

de l'exercice 1883 (suite).

DES RECETTES.		RÈGLEMENT DES RECETTES.			Observations.
RECouvreMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés et à verser ultérieurement.	EXCÉDENT DES ÉVALUATIONS sur les recouvrements.	EXCÉDENT DES RECouvreMENTS sur les ÉVALUATIONS.	PRODUITS définis égaux aux droits perçus au PAPEL DE L'EXERCICE.	
5.	6.	7.	8.	9.	10.
5,735,779 22	585,657 29	1,278,121 10	438,068 05	5,735,779 22	
1,086,804 86	»	»	»	1,086,804 86	
226,460 22	560,466 04	560,466 04	»	226,460 22	
2,990,252 »	»	»	»	2,990,252 »	
132,964,434 »	»	»	»	132,964,434 »	
20,447 85	»	»	»	20,447 85	
2,045,800 »	»	»	»	2,045,800 »	
6,349,800 »	»	»	»	6,349,800 »	
100 »	»	»	»	100 »	
448,500 »	»	»	»	448,500 »	
151,875,158 15	746,105 55	1,658,587 14	458,068 05	151,875,158 15	
505,105,767 35	5,344,225 94	2,100,168 67	5,652,176 02	505,105,767 35	
454,976,925 48	4,090,527 27	3,738,755 81	6,070,244 07	454,976,925 48	
		2,351,488 26			

TABLEAU C.

Art. 6 du projet de loi.

RÉSULTAT

DES BUDGETS DÉFINITIFS DE L'EXERCICE 1883.

A. — SERVICES ORDINAIRES.

Les dépenses ordinaires de l'exercice 1883 s'élèvent à . fr. 321,557,633 46
 et les recettes ordinaires à 305,103,767 35

EXCÉDENT DE DÉPENSES (DÉFICIT). . . fr. 18,253,868 11

B. — SERVICES SPÉCIAUX.

Les dépenses pour des services spéciaux montent à . . fr. 85,065,072 49
 et les ressources extraordinaires et spéciales à 151,873,158 13

EXCÉDENT DE RECETTES. . . fr. 66,808,085 64

C. — SERVICES ORDINAIRES ET SERVICES SPÉCIAUX RÉUNIS.

Dépenses.

Services ordinaires. fr. 321,557,633 46
 — spéciaux 85,065,072 49
 406,422,707 95

Recettes.

Services ordinaires. fr. 305,103,767 35
 — spéciaux 151,873,158 13
 454,976,925 48

EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES. . . fr. 48,554,217 53

se répartissant comme il suit :

Services ordinaires (excédent de dépenses). fr. 18,253,868 11
 — spéciaux (excédent de recettes). 66,808,085 64
 Fr. 48,554,217 53

Mais comme l'exercice 1882 présente un excédent de dépenses de fr. 18,546,533 01 c^e qui, d'après le projet de loi de règlement de cet exercice, doit être transporté en dépense extraordinaire à l'exercice suivant, ci. fr. 18,546,533 01

L'exercice 1883 offre finalement un excédent de recettes de fr. 30,207,884 52

TABLEAU D.



DÉPENSES SUR CRÉDITS NON LIMITATIFS.



Comparaison des dépenses effectuées en 1883 avec celles de l'exercice 1882.



TABLEAU D.

DÉPENSES SUR CRÉDITS NON LIMITATIFS. — *Comparaison*

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	DÉPENSES EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES		DIFFÉRENCES A L'EXERCICE 1883	
	1883.	1882.	en plus.	en moins.
Dettes publiques.				
Intérêts des consignations. (Loi du 26 nivôse an XIII) ainsi que des cautionnements assimilés aux consi- gnations.	1,497,418 58	1,525,952 12	171,486 46	•
Ministère de la Justice.				
Frais de justice en matière criminelle, correctionnelle et de police.	1,805,757 64	1,717,941 55	87,816 29	•
Ministère de l'Intérieur.				
Jetons de présence des membres et secrétaires des bu- reaux des élections législatives	10,560 »	60,220 •	•	49,660 •
Ministère de l'Instruction publique.				
Pensions concédées à des professeurs et instituteurs communaux (art. 7 et 8 de la loi du 16 mai 1876).	899,680 95	776,616 51	123,064 62	•
Ministère des Travaux publics.				
Marine. — Remises.	1,508,985 19	1,495,809 47	13,175 72	•
Ministère des Finances.				
Remises des greffiers	75,909 06	76,551 90	•	422 24
Non-Valeurs et Remboursements.				
Non-valeurs sur la contribution personnelle.	518,546 02	296,375 59	22,170 43	•
Non-valeurs sur le droit de patente	295,210 89	121,159 01	172,051 88	•
A REPORTER. . . . fr.	6,416,068 91	5,870,385 75	589,765 40	44,082 24

des dépenses effectuées en 1883 avec celles de l'exercice 1882.

EXPLICATIONS SUR LES DIFFÉRENCES A L'EXERCICE 1885.

L'accroissement du fonds des consignations explique cette augmentation de dépense de fr. 171,486 46 c.

L'accroissement des dépenses pour frais de justice, doit surtout être attribué aux complications que l'on rencontre dans beaucoup d'instructions judiciaires.

En 1882, par suite du renouvellement, par moitié, des Chambres législatives, la dépense s'est élevée à 60,220 francs; en 1883, au contraire, il n'y a eu que quelques élections partielles qui n'ont motivé qu'une dépense de 16,360 francs.

L'augmentation des dépenses faites en 1883, provient de ce que, pendant cette année, les demandes de pensions ont été plus nombreuses que pendant l'année 1882.

Les dépenses à charge de cette allocation se liquidant d'après les produits acquis au Trésor, ont suivi le mouvement ascensionnel des recettes. En 1883, celles-ci ont été plus élevées qu'en 1882 de fr. 35,367 30 c.

Différence minime, en rapport avec la diminution des droits de greffe

Cette augmentation doit être attribuée à la progression ascendante de l'impôt et à la gêne résultant de la crise commerciale et industrielle qui continue à sévir.

Cette différence en plus dérive des causes ci-après :

D'une part, les dépenses de 1883 comprennent des restitutions à concurrence d'une somme de fr. 181,537 03 c' représentant les impositions contestées judiciairement et établies d'office à charge d'une société anonyme pour les années 1879 à 1882 et portée en recette extraordinaire, ensuite de l'arrêt de la Cour de cassation du 6 juillet 1883.

D'autre part, en 1882, par suite de la remise tardive des bilans de cinq sociétés anonymes, le montant du droit de patente, soit fr. 24,255 45 c', n'ayant pu être perçu avant la clôture de l'exercice, a été porté dans les états des demandes en décharge.

En définitive, la comparaison des dépenses des exercices 1883 et 1882 doit être établie ainsi qu'il suit :

Exercice 1883. — Fr. 293,210 80 — fr. 181,537 03 =	fr. 111,673 86
Exercice 1882. — Fr. 121,150 01 — fr. 24,255 45 =	96,925 58
	14,748 28
Soit en plus pour l'exercice 1883.	

Cette augmentation a pour cause principale la stagnation des affaires.

TABLEAU D (suite). DÉPENSES SUR CRÉDITS NON LIMITATIFS. — *Comparaison*

DÉSIGNATION DES DÉPENSES.	DÉPENSES		DIFFÉRENCES	
	EFFECTUÉS SUR LES EXERCICES		A L'EXERCICE 1885	
	1883	1882.	en plus	en moins.
REPORT. fr.	6,416,068 91	5,870,385 75	589,765 40	44,082 24
Non-Valeurs et Remboursements (suite).				
Frais de poursuites irrécouvrables pour les impôts mentionnés aux quatre articles précédents	7,505 91	7,455 10	50 75	"
Contributions directes, douanes et accises. — Restitutions de droits perçus abusivement et de fonds reconnus appartenir à des tiers.	511,545 61	240,400 87	271,144 74	"
Trésorerie et autres administrations de recettes non dénommées au présent Budget. — Remboursements divers	5,855 52	34,748 87	"	28,913 55
Déficit des divers comptes de l'État.	20,333 66	22,026 16	"	2,592 50
TOTAUX. fr.	6,901,280 41	6,175,916 81	860,960 89	75,588 29
Différence en plus à l'exercice 1885. . . . fr.			785,572 60	

des dépenses effectuées en 1883 avec celles de l'exercice 1882.

EXPLICATIONS SUR LES DIFFÉRENCES A L'EXERCICE 1883.

Différence peu sensible et sans cause connue.

Cette augmentation est due en majeure partie aux restitutions de droits effectuées par application de l'article 4 de la loi du 30 mai 1883 et de l'article 18 de la loi du 31 juillet 1883.

La diminution de dépense se justifie par cette considération que, en 1882, le Département de la Guerre a autorisé le remboursement des fonds appartenant à des substituants qui ont bénéficié de la loi d'amnistie du 16 août 1880. En 1883, les remboursements de cette nature ne se sont élevés qu'à fr. 197 50 c'.

Les déficits ne peuvent que se constater.

(64)

ANNEXE

AU PROJET DE LOI PORTANT RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET

DE L'EXERCICE 1883.

DÉVELOPPEMENTS SPÉCIAUX

SUR

LES RECETTES DE L'EXERCICE CLOS DE 1883.

(Article 26 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État.)

NOTE PRÉLIMINAIRE.

Le compte définitif du Budget de l'exercice 1883, qui a été publié à l'appui du compte général de l'Administration des Finances de l'année 1884, expose, d'une part, par branche de revenus et par nature de perception, les droits constatés à charge des redevables de l'État, les recouvrements effectués sur ces droits et les recouvrements restant à faire; d'autre part, par Ministère, par article et par service spécial, les droits constatés au profit des créanciers de l'État, les paiements effectués et les paiements restant à faire pour solder les dépenses. Il établit, de plus, la comparaison entre les évaluations de recette, les droits constatés à charge des redevables de l'État et les recouvrements effectués sur ces droits, ainsi que la comparaison entre les crédits ouverts, les droits constatés au profit des créanciers de l'État et les paiements effectués sur ordonnances des Ministres.

Outre ces renseignements, qui sont fournis en exécution de l'article 43 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, l'article 26 de la même loi exige que le projet de loi à soumettre à la Législature, pour le règlement de chaque exercice, soit accompagné, en ce qui concerne les recettes, de développements destinés à former une partie spéciale du compte de l'Administration des Finances, et faisant connaître, pour chaque branche de service, les valeurs, matières ou quantités qui ont été soumises à l'application des tarifs, et qui ont déterminé le montant des droits perçus par le Trésor public.

Les tableaux publiés à la suite de la présente note ont pour but de satisfaire à cette dernière disposition; ils présentent les renseignements ci-après.

SAVOIR :

Développement des rôles mis en recouvrement sur :

- La contribution foncière;
- La contribution personnelle;
- Le droit de patente;
- Les redevances sur les mines.

Développement des recouvrements sur :

Les droits de douane;

Les droits d'accise;

Les droits d'enregistrement (fixes et proportionnels);

Les droits de greffe (fixes et proportionnels);

Les droits d'hypothèque;

Les droits de succession;

Les droits de timbre (débit, extraordinaire et visa).

Chacun de ces tableaux est précédé de notes explicatives sur la législation et la perception des impôts qu'ils ont pour objet.

NOTE EXPLICATIVE

*sur le développement des rôles de la contribution foncière
de l'exercice 1883.*

(Lois : 3 frimaire an VII; 19 ventôse an IX; 28 mars 1828; 25 mars 1847; 7 juin 1867;
5 juillet 1871; 24 décembre 1879.)

La contribution foncière est assise sur le revenu net des immeubles, calculé d'après un nombre d'années déterminé, suivant les principes inscrits dans les lois du 3 frimaire an VII, du 19 ventôse an IX, du 28 mars 1828, du 25 mars 1847, du 7 juin 1867, du 5 juillet 1871 et du 24 décembre 1879.

Le montant de la contribution foncière au profit de l'État est fixé à 7 p. $\frac{1}{100}$ du revenu net imposable, tel qu'il est arrêté au 31 décembre de l'année précédente.

Exemptions.

Les rues, les places publiques servant aux foires et marchés, les grandes routes, les chemins publics vicinaux, les chemins de fer, les rivières et les canaux de navigation ne sont point imposables à la contribution foncière.

Les maisons qui ont été inhabitées, les fabriques et usines qui ont été inactives pendant toute une année sont déchargées, pour cette année, de la contribution foncière établie sur les bâtiments. Les réclamations tendantes à obtenir la remise de l'impôt doivent être présentées, sous peine de déchéance, avant le 1^{er} avril qui suit immédiatement l'année de l'inhabitation ou de l'inactivité. (Loi du 30 juillet 1881.)

Les maisons ou autres bâtiments construits ou reconstruits ne sont imposables qu'à partir du 1^{er} janvier de la seconde année qui suit l'occupation de la construction foncière. La même règle est applicable, quant à l'augmentation éventuelle de la contribution foncière, aux maisons et bâtiments partiellement renouvelés ou agrandis au moyen de constructions nouvelles.

Sont exemptes de la contribution foncière sur les propriétés bâties, les habitations construites par des sociétés anonymes constituées pour la construction, l'achat, la vente ou la location d'habitations destinées aux classes ouvrières :

a. Pendant huit ans, lorsqu'elles sont construites entièrement à neuf, sur des terrains où, pendant au moins trois années avant cette construction, il n'existait aucun bâtiment, ou lorsque ces habitations ont été élevées à la place d'autres entièrement détruites par incendie, inondations, etc.

b. Pendant cinq ans, lorsqu'elles sont construites à la place d'autres entièrement démolies dans les trois années qui précèdent immédiatement la reconstruction.

Sont également exempts de la contribution foncière sur les propriétés bâties, pendant quinze ans, les maisons et bâtiments nouvellement construits sur des terres vaines et vagues appartenant aux communes.

Les réclamations doivent être présentées dans les trois mois, à dater de la délivrance de l'avertissement-extrait du rôle.

Les fermiers ou locataires sont tenus de payer, à l'acquit des propriétaires ou usufruitiers, la contribution foncière pour les immeubles qu'ils ont pris à ferme ou à loyer.

Les receveurs des contributions directes doivent établir, sur la demande des propriétaires, la division des cotes foncières entre les fermiers ou locataires, moyennant une rétribution de quinze centimes pour chaque article du rôle de sous-répartition.

TABLEAU LITT. A.

DÉVELOPPEMENT

des rôles de la contribution foncière de l'exercice 1883.

PROVINCES.	REVENU IMPOSABLE DE 1883.			CONTRIBUTION foncière ou profit de l'État.
	PROPRIÉTÉS non bâties.	PROPRIÉTÉS bâties.	TOTAL.	
Anvers	11,921,843 95	19,495,538 »	31,417,381 95	2,190,211 16
Brabant	31,408,632 21	41,067,593 »	72,476,227 21	5,073,326 60
Flandre occidentale	25,256,520 27	12,547,804 »	37,804,330 27	2,046,295 51
Flandre orientale	27,764,384 36	16,892,297 »	44,656,681 36	5,123,959 11
Hainaut	37,488,411 76	22,909,961 »	60,488,372 76	4,234,173 30
Liège	19,795,371 48	18,763,218 »	38,558,589 48	2,690,093 74
Limbourg	10,494,815 21	2,522,868 »	13,017,683 21	911,233 52
Luxembourg	7,489,034 23	2,152,483 »	9,641,517 23	674,898 63
Namur	15,829,363 93	6,083,484 »	21,912,847 93	1,533,891 08
TOTAUX fr.	187,448,383 40	142,325,248 »	329,773,631 40	25,098,083 05

NOTE EXPLICATIVE*sur le développement des rôles de la contribution personnelle
de l'exercice 1883.*

(Lois des 28 juin 1822, 29 décembre 1831, 30 décembre 1832, 12 mars 1837, 26 août 1878 et
26 juillet 1879.)

Les bases de la contribution personnelle sont au nombre de cinq, savoir :

- 1^{re} base La valeur locative des habitations ;
- 2^e — Les portes et fenêtres ;
- 3^e — La valeur du mobilier ;
- 4^e — Les domestiques ;
- 5^e — Les chevaux.

L'impôt est établi comme il suit :

1^{re} base. 5 p. % de la valeur locative attribuée à l'habitation occupée par le contribuable ;

2^e base. Impôt gradué depuis fr. 1. », jusqu'à fr. 2.28, par porte ou fenêtre en raison du chiffre de la population agglomérée de la commune ;

3^e base. 1 p. % de la valeur du mobilier ;

4^e base. L'impôt varie depuis fr. 6.36 jusqu'à fr. 14.84 par domestique.

Cette échelle est réglée en raison de l'espèce et du nombre des domestiques tenus par le contribuable ;

5^e base. La taxe varie depuis fr. 10.60 jusqu'à fr. 42.40, selon l'usage qui est fait des chevaux et la profession exercée par les détenteurs.

Les marchands de chevaux, reconnus comme tels et dûment patentés, qui tiennent communément au-dessous de 10 chevaux, doivent une somme contributive de fr. 42.40 sans plus. Ceux qui tiennent ordinairement au delà de 10 chevaux sont passibles d'une somme contributive de fr. 84.80 sans plus.

Le principal de la contribution personnelle est augmenté de 15 centimes additionnels au profit du Trésor public.

Sont exempts de la contribution personnelle du chef des trois premières bases :

1° Les habitations d'une valeur locative inférieure à fr. 42.40, et celles qui sont louées à la semaine au-dessous de fr. $1.27 \frac{20}{100}$;

2° Les bâtiments servant de fabriques ou d'usines, pour autant qu'ils ne soient pas employés à l'emmagasinage des objets fabriqués, les écuries et granges à l'usage de l'agriculture, etc. ;

3° Les maisons non meublées et qui sont restées inhabitées depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre, et celles qui ne sont occupées qu'après l'expiration du premier trimestre.

Des exemptions partielles sont, en outre, accordées dans les communes dont la population des maisons agglomérées est de 10,000 âmes et au-dessus.

Les contribuables soumis à l'impôt personnel ont la faculté de se référer, pour la même habitation, à leur cotisation de l'année précédente, en ce qui concerne les trois premières bases, à moins qu'il n'ait été fait à cette habitation des changements notables. Il leur est également facultatif de demander l'intervention des experts nommés à cette fin, pour faire estimer, recenser et dénombrer leurs objets imposables d'après les trois premières bases de la contribution personnelle.

Il est institué dans chaque commune une commission, composée de deux membres de l'administration communale et de deux fonctionnaires de l'administration des contributions, chargée de nommer les experts et contre-experts nécessaires pour les évaluations, recensements et dénombrements requis.

Les déclarations des contribuables sont examinées par un membre de l'administration communale, conjointement avec le contrôleur, et en présence du receveur. Dans le cas où les deux premiers jugeraient une déclaration inexacte, ils doivent faire expertiser les objets déclarés.

Les réclamations doivent être présentées dans les trois mois, à dater de la délivrance de l'avertissement-extrait du rôle.

TABLEAU LITT. B.



DÉVELOPPEMENT

des rôles de la contribution personnelle de l'exercice 1883.



BASES DE L'IMPOT.	QUOTITÉ du droit pour l'année.	BASES DES COTISATIONS			MONTANT de la CONTRIBUTION en principal.
		pour l'année.	pour six mois.	TOTAL.	
Valeur locative.	5 p. %	105,135,511 *	"	105,135,511 *	5,156,775 55
	2.28	587,158 *	"	587,158 *	1,558,720 24
	1.80	104,254 *	"	104,254 *	295,621 20
Portes et fenêtres	1.50	314,006 *	"	314,606 *	408,587 80
	1.10	304,208 *	"	304,208 *	554,628 80
	1. "	5,251,596 *	"	5,251,596 *	5,251,596 *
Mobilier	1 p. %	215,591,599 *	"	215,591,599 *	2,155,915 99
Rachat.	8 p. %	387,878 *	"	387,878 *	51,050 24
	12 p. %	479,975 *	"	479,975 *	57,596 76
Domestiques.	14.84	26,557 *	558 "	26,605 *	395,045 84
	8.48	45,700 *	871 "	44,571 *	574,269 04
	6.56	15,195 *	990 "	14,185 *	87,068 40
	84.80	7 *	"	7 *	395 60
	42.40	5,166 *	104 "	5,360 *	225,151 20
Chevaux	51.80	69 *	2 "	71 *	2,226 *
	15. "	14,981 *	418 "	15,500 *	297,850 *
	14.84	85 *	17 "	100 *	1,357 86
	10.60	5,611 *	120 "	5,740 *	60,160 50
TOTAL.					14,570,192 82
Droits supplémentaires, jeu des fractions					4,449 52
TOTAL.					14,585,642 54
Dédutions opérées en vertu de l'article 40 de la loi.					15,507 85
Reste en principal					14,570,554 51
Centimes additionnels au profit du Trésor					2,154,915 39
TOTAL.					16,525,249 90
Amendes.					487 26
Frais d'expertise.					58,255 60
TOTAL de la contribution au profit de l'État.					16,565,992 76

NOMBRE OU VALEUR DES OBJETS IMPOSABLES, PAR PROVINCE.

Auvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
18,248,528	55,738,905	10,175,501	13,527,387	12,991,676	9,252,224	1,585,521	1,017,704	2,798,604
251,712	209,878	"	125,363	"	"	"	"	"
"	"	48,092	"	"	116,142	"	"	"
59,050	52,271	86,504	"	83,689	27,725	"	"	25,387
35,505	69,819	44,902	85,140	54,919	11,904	21,271	"	748
287,680	635,592	451,195	481,782	772,418	274,181	86,092	86,265	176,485
35,646,759	75,195,219	19,016,378	23,188,080	22,989,607	20,795,281	3,656,457	3,579,405	9,325,326
109,604	16,012	79,345	78,298	"	104,621	"	"	"
129,954	14,592	99,706	165,185	"	70,756	"	"	"
4,156	9,555	1,935	3,077	2,502	3,557	684	269	1,200
5,909	12,217	4,740	6,002	5,672	5,051	1,569	796	1,906
2,269	2,858	1,475	2,009	1,502	2,557	819	548	500
1	5	"	5	"	"	"	"	"
670	1,765	568	581	687	595	201	75	420
3	66	"	"	2	"	"	"	"
1,120	2,472	2,589	2,762	3,150	1,489	512	582	1,145
12	45	12	5	5	4	"	1	16
1,047	2,324	581	712	161	568	62	126	159

NOTE EXPLICATIVE

sur le développement des rôles du droit de patente de l'exercice 1883.

(Lois des 21 mai 1819, 6 avril 1823, 18 juin et 19 novembre 1842, 22 janvier 1849, 28 décembre 1858, 5 juillet 1871, 24 mars 1873, 18 mars 1874 et 30 juillet 1881. (Conventions internationales.)

Les personnes qui exercent habituellement une profession, une industrie ou un commerce sont assujetties à la patente, sauf les exceptions déterminées par la loi.

Il existe deux tarifs distincts pour l'application du droit de patente :

1° Le tarif *A*, établi par la loi du 21 mai 1819, s'applique aux professions, commerces et industries, sans avoir égard à la population. Il est le même pour toutes les communes. Ce tarif a été modifié une première fois, et d'une manière générale, par la loi du 6 avril 1823, puis une seconde fois par la loi du 22 janvier 1849.

(Le tarif *A*, tel que l'a décrété la loi de 1819, n'est plus applicable aujourd'hui qu'aux marchands ambulants, rémouleurs, drouineurs et fondeurs étrangers.)

2° Le tarif *B* s'applique aux professions autres que celles qui sont imposées d'après le tarif *A*. Il comprend six degrés différents, suivant le rang assigné à chaque localité d'après sa population.

Le tarif *A* est divisé en dix-sept classes; chacune des six séries du tarif *B* comprend quatorze classes.

Le taux le plus élevé du droit de patente, en principal pour l'année, est de 425 francs; le moins élevé est de fr. 1.06, à l'exception des marchands ambulants étrangers, dont la patente peut s'élever jusqu'à fr. 1,144 80 c^s, droit double de la première classe du tarif *A* de 1819, des sociétés anonymes, des sociétés en commandite par actions et des assureurs, qui payent 2 p. % des bénéfices annuels, et des entrepreneurs de spectacles, qui sont assujettis à un droit spécial.

Il est perçu, en sus du principal, 20 centimes additionnels au profit de l'État.

La cotisation au droit de patente est arrêtée dans chaque localité par le collège des répartiteurs, de concert avec le contrôleur et le receveur des contributions.

Les héritiers d'un contribuable décédé, qui ne continuent pas les affaires du défunt, peuvent obtenir un dégrèvement du droit de patente, en adressant, à cet effet, une demande au contrôleur, dans les trois mois du décès.

Les contribuables portés aux tableaux n^{os} 1, 2, 3, 4, 5 et 13, qui cèdent leur commerce ou industrie, peuvent obtenir la transcription de leur patente au nom des cessionnaires, en s'adressant, à cet effet, aux contrôleurs et aux répartiteurs.

Les réclamations doivent être présentées dans le délai de trois mois à dater de la délivrance de l'avertissement-extrait du rôle.

DÉVELOPPEMENT

des rôles du droit de patente de l'exercice 1883.

TABLEAU LITT. C.

N° 1.

TARIF A, ÉTABLI PAR LA LOI DU 21 MAI 1819.

Marchands ambulants, rémouleurs, drouineurs et fondeurs étrangers au royaume.

(Loi du 18 juin 1842 et tableau n° 8 de la loi du 21 mai 1819.)

Le droit est dû pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle l'exercice de la profession a commencé.

(Art. 6, § 2, et art. 12, § 2, de la loi du 21 mai 1819.)

CLASSES.	QUOTITÉ du droit.	NOMBRE de cotisations pour l'année.	MONTANT du droit en principal.	NOMBRE DE COTISATIONS, PAR PROVINCE.									
				Anvers.	Brabant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hainaut.	Liège.	Limb.	Luxemb.	Namur.	
1	572 40	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	457 60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3	402 80	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
4	507 40	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
5	255 20	1	255 20	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
6	175 90	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
7	151 41	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
8	97 52	15	1,267 76	4	1	5	5	1	"	"	"	"	1
9	72 08	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
10	55 "	209	15,817 "	52	19	15	42	64	12	24	52	41	
11	58 16	51	1,297 44	"	1	7	4	12	5	1	3	3	
12	27 56	547	9,565 52	108	21	55	55	55	18	42	15	2	
13	18 02	517	5,712 54	116	9	5	17	145	25	"	2	2	
14	11 66	1,535	16,125 78	82	88	122	117	417	217	41	102	164	
15	7 95	4,055	52,257 25	772	211	1,120	1,217	445	108	52	68	25	
16	4 24	7,715	52,711 00	752	752	806	840	2,178	987	551	425	657	
17	2 05	2,827	7,491 55	455	262	579	544	315	274	95	155	94	
TOTAUX.		16,991	122,487 24	2,519	1,574	2,716	2,946	5,658	1,642	589	778	989	

TABLEAU LITT. C.

N° 2.

TARIF A, ÉTABLI PAR LA LOI DU 22 JANVIER 1849.

Ce tarif est applicable :

- 1° Aux fabricants, manufacturiers, maîtres-ouvriers, etc., dont le droit, calculé sur le nombre de leurs ouvriers, est le même pour toutes les communes (Tableau n° 1);
- 2° Aux distillateurs, brassiers et fabricants de vinaigre (Tableau n° 2);
- 3° Aux moulins, à l'exclusion des moulins à farine, à gruau et de ceux qui servent à broyer, à moudre l'orge, l'avoine et le blé sarrasin (Tableau n° 4);
- 4° Aux fabriques et usines dont la cotisation n'est point subordonnée au nombre d'ouvriers qu'elles emploient (Tableau n° 5);
- 5° Aux marchands détaillants ou boutiquiers (Tableau n° 6);
- 6° Aux administrateurs, intendants, régisseurs, surveillants, agents d'affaires, commis de bureau, etc. (Tableau n° 11).

(Art. 6, § 2, de la loi du 21 mai 1819.)

CLASSES.	QUOTITÉ du droit pour l'ANNÉE.	NOMBRE DE COTISATIONS					MONTANT du droit en principal.	NOMBRE DE COTISATIONS, PAR PROVINCE.									
		pour l'année.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Bra- bant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hai- naut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.	
1	401	122	"	"	"	122	48,022	7	51	5	19	11	21	3	1	4	
2	554	53	"	"	"	53	17,702	0	17	3	5	5	12	2	"	"	
3	278	103	1	"	"	104	28,842	8	41	5	11	14	18	2	"	5	
4	225	112	1	"	"	113	25,145	17	42	7	11	10	25	1	"	2	
5	167	258	"	"	"	258	43,086	23	72	8	35	53	55	8	"	4	
6	122	338	1	1	"	340	41,388	40	77	13	61	63	66	5	4	13	
7	80	558	4	3	"	565	50,062	57	142	40	96	116	88	5	2	19	
8	67	748	"	4	4	756	50,317	82	150	59	131	160	118	15	10	24	
9	40	1,563	4	2	7	1,376	67,008	145	287	119	226	271	233	12	20	63	
10	56	2,706	15	12	11	2,744	98,136	550	450	253	425	502	375	24	58	147	
11	27	3,891	38	38	19	3,986	106,467	562	710	418	629	910	650	52	71	204	
12	20	6,370	44	82	33	6,529	120,045	623	1,251	777	948	1,530	1,013	103	99	405	
13	13	9,571	80	100	40	9,791	125,983	907	1,888	1,118	1,617	1,766	1,328	240	320	607	
14	9	13,829	196	166	86	14,277	126,724	1,428	2,712	1,655	2,078	2,428	2,469	341	321	847	
15	5	17,536	250	231	101	17,918	93,618	1,714	3,827	2,311	1,955	3,351	2,880	492	348	1,040	
16	2	20,855	388	454	245	27,942	75,718	4,177	6,846	2,898	3,174	4,744	3,596	884	441	1,182	
17	1	75,073	1,480	1,727	1,002	80,182	132,922	9,235	9,505	11,307	13,244	18,337	7,310	2,310	2,404	4,242	
TOTALS.		160,186	2,502	2,820	1,548	167,056	1,261,148	54	10,562	27,857	21,084	26,663	34,271	20,235	4,695	4,079	8,808

TABLEAU LITT. C.

N° 3.

TARIF B, ÉTABLI PAR LA LOI DU 22 JANVIER 1849.

Sont imposés d'après ce tarif :

- 1° Les artisans, maîtres-ouvriers, etc., pour lesquels le droit est établi d'après le nombre d'ouvriers (Tableau n° 12);
 2° Les aubergistes, baigneurs et maîtres de billards (Tableau n° 13);
 3° Les négociants, armateurs, courtiers, médecins, boulangers, cabaretiers, etc. (Tableau n° 14).

Le droit déterminé par le tarif B varie à raison du rang attribué à la commune où le contribuable est patenté.

(Art. 6, §§ 2 et 5, de la loi du 21 mai 1819.)

CLASSES.	quotité du droit pour l'année.	NOMBRE DE COTISATIONS					MONTANT du droit en principal.	NOMBRE DE COTISATIONS, PAR PROVINCE.							
		pour l'ANNÉE.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Bra-bant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hai-naut.	Liège.	Lim-bourg.	Luxem-bourg.	Namur.

Communes du 1^{er} rang.

1	425	54	»	»	»	54	14,582	10	15	»	4	»	7	»	»	»
2	325	102	1	»	»	103	35,188	25	43	»	1	»	17	»	»	»
5	245	151	»	»	»	151	36,905	»	110	25	1	»	17	»	»	»
4	185	180	»	»	1	181	55,546	25	70	40	»	16	»	46	»	»
5	138	363	2	2	2	369	50,508	»	160	128	»	24	»	57	»	»
6	100	802	9	8	10	829	81,525	»	535	174	»	57	»	83	»	»
7	75	566	4	3	2	575	41,683	»	150	198	»	69	»	158	»	»
8	51	1,119	6	3	2	1,130	57,400	50	331	363	»	180	»	256	»	»
9	38	2,357	20	21	23	2,421	90,753	50	875	753	»	369	»	424	»	»
10	27	3,120	27	47	23	3,226	85,819	50	1,007	1,054	»	465	»	700	»	»
11	20	7,222	145	209	113	7,689	149,270	»	3,509	1,748	»	1,125	»	1,307	»	»
12	10 60	12,770	314	525	219	13,828	141,221	15	4,285	2,781	»	4,270	»	2,492	»	»
13	5 30	7,887	143	247	88	8,305	43,139	52	3,065	2,154	»	900	»	2,246	»	»
14	5 40	2,629	44	87	13	2,773	9,209	75	704	1,226	»	397	»	446	»	»
TOTALS.		30,311	715	1,152	490	41,674	868,441	42	14,834	10,706	»	7,858	»	8,256	»	»

TABLEAU LITT. C.
N° 3 (suite).

CLASSES.	QUOTITÉ du droit pour l'année.	NOMBRE DE COTISATIONS					MONTANT du droit en principal.	NOMBRE DE COTISATIONS, PAR PROVINCE.								
		pour l'ANNÉE.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Bra- bant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hai- naut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur
1	370	5	»	»	»	5	1,850	»	5	»	»	»	»	»	»	»
2	285	10	»	»	»	10	2,850	»	8	2	»	»	»	»	»	»
3	214	15	»	»	»	15	3,210	»	8	2	»	»	5	»	»	»
4	160	65	»	»	»	65	10,400	2	51	10	»	4	18	»	»	»
5	118	90	»	1	»	91	10,670	5	43	10	»	7	26	»	»	»
6	87	155	»	1	»	156	11,788 50	5	62	50	»	15	24	»	»	»
7	65	179	»	»	1	180	11,651 25	9	106	22	»	17	26	»	»	»
8	45	465	1	2	»	468	21,003 75	29	250	72	»	46	71	»	»	»
9	55	809	4	10	»	823	26,061	46	476	101	»	82	118	»	»	»
10	22	1,514	8	16	0	1,544	53,049	142	864	184	»	127	227	»	»	»
11	16	2,821	33	54	26	2,934	46,068	228	1,667	355	»	322	362	»	»	»
12	9 54	3,826	170	168	87	7,251	67,343 96	1,560	3,458	746	»	760	727	»	»	»
13	4 88	4,837	140	158	75	5,210	24,503 98	668	2,622	709	»	415	796	»	»	»
14	5 18	1,603	52	51	12	1,698	5,264 27	146	785	527	»	110	127	»	»	»
TOTALS.		19,374	388	461	207	20,450	277,312 71	2,845	10,385	2,770	»	1,903	2,527	»	»	»

Communes du 2^me rang.

1	280	5	»	»	»	5	840	»	»	2	»	1	»	»	»	»
2	214	6	»	»	»	6	1,284	»	»	1	1	3	»	»	»	1
3	162	19	»	»	»	19	3,078	»	»	9	5	3	»	»	»	2
4	122	50	»	»	»	50	6,100	1	9	20	6	10	»	»	»	4
5	91	88	»	»	»	88	8,008	5	27	21	10	18	»	»	»	7
6	67	137	»	»	»	137	9,179	15	37	29	26	12	7	»	»	11
7	51	196	1	»	»	197	10,034 25	5	58	44	35	30	3	»	»	22
8	38	402	2	3	1	408	15,399 50	13	101	75	73	66	21	»	»	59
9	27	616	2	7	7	632	16,814 25	57	167	91	90	128	10	»	»	100
10	20	1,088	9	21	6	1,124	22,155	55	272	160	181	227	52	»	»	177
11	12	2,147	42	55	27	2,249	26,421	285	477	257	284	497	183	»	»	266
12	8 48	6,454	204	189	86	6,933	37,011 04	613	1,055	707	1,510	1,613	758	»	»	677
13	3 82	2,460	52	55	40	2,607	9,688 97	244	428	389	664	289	388	»	»	205
14	2 55	884	48	20	9	961	2,377 04	64	130	502	214	113	52	»	»	86
TOTALS.		14,550	360	328	176	15,414	188,370 05	1,337	2,761	2,107	3,108	3,010	1,474	»	»	1,617

TABLEAU LITT. C.
N° 3 (suite).

CLASSES.	quotité du droit pour l'année.	NOMBRE DE COTISATIONS					MONTANT du droit en principal.	NOMBRE DE COTISATIONS, PAR PROVINCE.									
		pour l'année.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Bra- bant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hai- naut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.	
1	104	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	140	14	"	"	"	14	2,086	2	"	12	"	"	"	"	"	"	"
3	114	14	1	2	"	17	1,795 50	"	1	0	"	7	"	"	"	"	"
4	87	29	"	"	"	29	2,523	5	1	16	"	7	"	"	"	"	"
5	67	52	1	2	"	55	3,601 25	6	2	50	1	16	"	"	"	"	"
6	51	114	1	1	1	117	5,890 50	13	7	67	5	25	"	"	"	"	"
7	58	124	2	3	"	129	4,826	25	13	55	7	52	"	"	"	"	"
8	27	225	1	2	3	220	6,088 50	50	14	80	12	73	"	"	"	"	"
9	20	450	3	5	5	443	8,720	82	45	159	40	117	"	"	"	"	"
10	15	670	1	1	1	673	8,729 50	156	50	242	60	195	"	"	"	"	"
11	9	1,572	14	32	22	1,640	14,456	369	141	602	151	377	"	"	"	"	"
12	5 30	4,955	99	123	31	5,228	27,047 80	1,051	553	1,529	794	1,321	"	"	"	"	"
13	2 70	1,657	27	37	18	1,719	4,837 49	510	159	456	291	345	"	"	"	"	"
14	1 70	563	10	9	7	589	980 39	157	47	226	72	87	"	"	"	"	"
TOTALS.		10,597	160	217	108	10,882	91,581 93	2,406	992	3,481	1,435	2,590	"	"	"	"	"

Communes du 4^me rang.

1	142	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	111	5	"	"	"	5	535	"	1	1	"	1	1	1	"	"	"
3	89	11	"	"	"	11	979	"	2	2	2	"	5	2	"	"	"
4	67	41	"	"	"	41	2,747	"	8	10	5	5	8	5	"	"	"
5	51	66	"	"	"	66	3,366	2	14	6	6	14	15	9	"	"	"
6	58	128	"	"	1	129	4,875 50	6	16	20	17	34	29	7	"	"	"
7	27	215	1	4	"	220	5,879 25	8	44	46	27	38	25	32	"	"	"
8	20	420	1	1	2	424	8,435	13	85	55	59	105	66	45	"	"	"
9	13	747	2	7	1	757	9,779 25	19	105	86	150	216	87	114	"	"	"
10	9	1,016	6	4	7	1,033	9,218 25	58	167	137	184	233	144	110	"	"	"
11	7	3,051	33	33	27	3,144	21,605	243	586	573	548	1,025	308	259	"	"	"
12	4 24	12,599	296	271	109	13,335	55,114 70	357	1,727	1,212	2,328	5,660	1,020	831	"	"	"
13	2 12	5,767	61	105	44	5,977	8,217 65	205	617	273	785	924	821	554	"	"	"
14	1 38	1,035	21	19	4	1,079	1,464 40	51	224	111	219	260	84	121	"	"	"
TOTALS.		23,101	421	444	255	24,221	132,322	1,162	3,394	2,332	4,310	8,524	2,011	1,888	"	"	"

Communes du 5^me rang.

1	142	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2	111	5	"	"	"	5	535	"	1	1	"	1	1	1	"	"	"
3	89	11	"	"	"	11	979	"	2	2	2	"	5	2	"	"	"
4	67	41	"	"	"	41	2,747	"	8	10	5	5	8	5	"	"	"
5	51	66	"	"	"	66	3,366	2	14	6	6	14	15	9	"	"	"
6	58	128	"	"	1	129	4,875 50	6	16	20	17	34	29	7	"	"	"
7	27	215	1	4	"	220	5,879 25	8	44	46	27	38	25	32	"	"	"
8	20	420	1	1	2	424	8,435	13	85	55	59	105	66	45	"	"	"
9	13	747	2	7	1	757	9,779 25	19	105	86	150	216	87	114	"	"	"
10	9	1,016	6	4	7	1,033	9,218 25	58	167	137	184	233	144	110	"	"	"
11	7	3,051	33	33	27	3,144	21,605	243	586	573	548	1,025	308	259	"	"	"
12	4 24	12,599	296	271	109	13,335	55,114 70	357	1,727	1,212	2,328	5,660	1,020	831	"	"	"
13	2 12	5,767	61	105	44	5,977	8,217 65	205	617	273	785	924	821	554	"	"	"
14	1 38	1,035	21	19	4	1,079	1,464 40	51	224	111	219	260	84	121	"	"	"
TOTALS.		23,101	421	444	255	24,221	132,322	1,162	3,394	2,332	4,310	8,524	2,011	1,888	"	"	"

TABLEAU LITT. C.

N° 5 (suite).

CLASSE.	quotité du droit pour l'année.	NOMBRE DE COTISATIONS					MONTANT de droit en principal.	NOMBRE DE COTISATIONS, PAR PROVINCE.							
		pour l'ANNÉE.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Bra- bant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hai- naut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.

Communes du 6^m rang.

1	111	9	•	•	•	91	999	•	1	1	•	1	4	•	1	1	
2	89	42	•	•	•	42	3,758	•	5	10	1	2	15	1	8	2	
3	67	69	•	1	•	70	4,650 50	1	4	6	5	19	17	2	9	7	
4	51	261	•	2	•	263	15,562	•	4	20	8	19	43	17	25	55	
5	40	337	1	1	•	339	15,550	•	13	43	57	25	87	44	21	28	41
6	29	811	5	10	5	820	23,794 50	30	94	81	88	215	155	24	76	82	
7	20	1,157	6	4	6	1,153	22,900	•	40	105	119	156	209	184	56	88	122
8	14	2,464	17	15	11	2,507	54,818	•	100	276	227	358	615	377	157	146	264
9	10	4,610	28	51	30	4,719	46,640	•	205	475	500	645	1,521	625	204	199	489
10	8	6,046	34	54	32	6,166	48,452	•	360	650	952	968	1,416	778	505	294	485
11	6	25,705	532	321	259	20,817	157,075 50	2,480	2,688	4,080	5,952	5,915	3,108	1,198	1,187	1,992	
12	5 40	124,101	2,596	2,416	1,586	130,409	435,848 50	9,564	17,495	14,973	18,658	30,922	12,461	5,016	5,616	12,696	
13	1 70	39,251	1,006	1,050	567	41,885	69,142 61	3,096	5,780	4,653	5,559	6,078	7,720	1,045	4,132	2,942	
14	1 06	9,461	188	169	97	9,915	10,291 07	806	1,058	1,196	2,012	1,785	999	596	815	852	
TOTALS.		214,504	4,215	4,103	2,301	225,001	885,648 58	10,727	28,670	26,875	52,444	53,801	26,506	9,500	10,622	20,008	

TABLEAU LITT. C.
N° 4.

PROFESSIONS, MÉTIERS, etc., SOUMIS A UN DROIT SPÉCIAL.

Moulins à farine, à gruau, et ceux qui servent à broyer, à monder ou à moudre l'orge, l'avoine et le blé sarrasin.

(Tableau n° 3 de la loi du 21 mai 1810, et art. 6 de la loi du 6 avril 1825.)

QUANTITÉ du droit pour l'ANNÉE.	MONTANT DE LA VALEUR locative ou des produits évalués					MONTANT du droit en principal.	DÉTAIL DE LA VALEUR LOCATIVE OU DES PRODUITS évalués par province.								
	pour l'année.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Bra- bant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hai- naut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.

Moulins à farine, à gruau, et moulins servant à moudre, à broyer ou à monder l'orge ou l'avoine, mus autrement qu'à bras ou à la main.

(Tableau n° 3, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, et art. 6 de la loi du 6 avril 1825.)

2 p. % de la valeur locative.	2,711,214 87	5,967	15,150	10,925	2,741,314 87	34,302 33	211,667 30	409,328	465,434	445,399 37	449,169	293,344	140,426	172,115	221,796
-------------------------------------	--------------	-------	--------	--------	--------------	-----------	------------	---------	---------	------------	---------	---------	---------	---------	---------

Les mêmes moulins mus à bras ou à la main.

(Tableau n° 3, § 4, et 2^{me} alinéa de l'art. 6 de la loi du 6 avril 1825.)

2 p. % des bénéfices évalués.	6,950	"	"	"	6,950	138 00	786	106	106	5,952	"	"	"	"	"
-------------------------------------	-------	---	---	---	-------	--------	-----	-----	-----	-------	---	---	---	---	---

Moulins servant à broyer ou à moudre le blé sarrasin, mus autrement qu'à bras ou à la main.

(Tableau n° 3, § 1^{er}, 2^{me} alinéa, et art. 6 de la loi du 6 avril 1825.)

4 p. % de la valeur locative.	28,095 50	"	"	"	28,095 50	1,123 74	3,101	2,513	"	2,140 50	"	"	1,240	"	"
-------------------------------------	-----------	---	---	---	-----------	----------	-------	-------	---	----------	---	---	-------	---	---

Les mêmes moulins mus à bras ou à la main.

(Tableau n° 3, § 4, et 2^{me} alinéa de l'article 6 de la loi du 6 avril 1825.)

4 p. % des bénéfices évalués.	2,250 50	"	"	75	2,325 50	91 52	954 50	"	150	1,232	"	"	"	"	"
A REPORTER. . . .						55,856 25									

TABLEAU LITT. C.

N° 4 (suite).

CLASSES.	QUOTITÉ du droit pour L'ANNÉE.	NOMBRE DE MOULINS					MONTANT du droit en principal.	NOMBRE DE MOULINS, PAR PROVINCE.							
		pour l'année.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Bra- bant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hai- naut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.

Moulins autres que ceux qui sont désignés au cadre précédent, mus à bras ou à la main.

(Tableau n° 4, § 4, de la loi du 21 mai 1819.)

8	22 23	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
9	16 53	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
10	12 "	5	"	"	"	5	56 "	1	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"
11	0 "	14	"	"	"	14	126 "	1	3	5	4	1	2	"	"	"	"	"
12	6 67	150	1	1	1	155	1,010 50	4	17	4	20	87	6	"	"	1	14	"
15	4 33	16	"	"	"	16	60 28	1	2	1	4	2	6	"	"	"	"	"
14	5 "	43	"	5	2	48	135 "	5	15	1	5	4	18	"	"	"	"	2
15	1 77	24	"	"	"	24	42 48	2	8	2	0	2	1	"	"	"	"	"
TOTALS.		250	1	4	3	258	1,419 20	14	46	11	41	96	33	"	"	1	16	"
							REPORT	55,856 25										
							TOTAL	57,275 51										

TABLEAU LITT. C.
N° 4 (suite).

Sociétés anonymes, assureurs belges et étrangers, sociétés en commandite par actions, cuves pour la teinture en bleu, presses pour les étoffes, cylindres ou rouleaux d'imprimeurs de toiles de coton.

QUANTITÉ du droit pour l'ANNÉE.	MONTANT DES BÉNÉFICES annuels, ou, selon le cas, nombre de cuves, presses, etc.					MONTANT du droit en principal.	DÉTAIL DES BÉNÉFICES ANNUELS, OU, SELON LE CAS, nombre de cuves, presses, etc., par province.								
	pour l'année.	pour 9 mois.	pour 6 mois.	pour 3 mois.	TOTAL.		Anvers.	Brabant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hainaut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.

Sociétés anonymes (A). Assureurs belges et étrangers (B). Sociétés en commandite par actions (C).

(Tableau n° 9 de la loi du 21 mai 1819, art. 5 de la loi du 22 janvier 1849, art. 12 de la loi du 5 juillet 1871, art. 2 et 3 de la loi du 24 mars 1875 et art. 1^{er} de la loi du 18 mars 1874.)

		REPORT.	37,375 34													
2 p. % des bénéfices annuels.	A.	61,66 1,805 31	1,267,216 12	10,995,741 98	33,784,074 83	1,024,791 56	1,101,322 37	5,883,485 15	7,330,795 49	88,795 13	268,470 42	1,121,537 47				
	B.	2,049,834 05	40,896 39	311,020 55	354,909 35	»	»	»	1,403,610 93	»	220 »	»				
	C.	6,125,813 11	102,310 23	1,491,614 16	2,101,803 62	49,071 »	378 158 05	938,865 94	»	26,153 62	»	133,936 93				

Outre le droit calculé sur le nombre d'ouvriers, tarif A, les teinturiers, les presseurs de draps ou étoffes, les imprimeurs de toiles de coton, les tanneurs, les corroyeurs, etc., sont soumis à un droit distinct à raison des cuves pour la teinture en bleu, des presses pour les étoffes, des cylindres et des fosses qu'ils emploient respectivement.

(Tableau n° 1, 1^{re} section, n° 5, 6, 7, 16 à 20 de la loi du 21 mai 1819, et art. 5 de la loi du 6 avril 1823.)

Cuves pour la teinture en bleu.

5f.51.20 par cuve.	1,065	19	14	4	1,700	9,280 05	72	434	130	893	72	47	33	17	2
-----------------------	-------	----	----	---	-------	----------	----	-----	-----	-----	----	----	----	----	---

Presses pour les étoffes.

8f.48 par presse.	85	»	»	»	85	720 80	8	10	1	52	1	35	»	»	»
----------------------	----	---	---	---	----	--------	---	----	---	----	---	----	---	---	---

Cylindres ou rouleaux d'imprimeurs de toiles de coton.

16f.96 par cylindre ou rouleau.	10	»	»	»	10	169 60	»	8	»	2	»	»	»	»	»
À REPORTER. . . .fr.						1,448,177 92									

TABLEAU LYTT. C.
N° 5.

Entrepreneurs, directeurs, régisseurs de spectacles, jeux et amusements, quand les représentations ont lieu dans des locaux spécialement destinés à cet usage et connus sous la dénomination de salles de spectacle.

(Tableau n° 15, § 1^{er}, combiné avec l'article 11 de la loi du 6 avril 1825.)

QUOTITÉ du DROIT.	PRODUIT BRUT				MONTANT du droit en principal.	PROVINCES.	DÉTAIL, PAR PROVINCE, du produit brut des représentations.			
	des représentations d'œuvres dramatiques, etc.			CONCERTS, redoutes, etc.			Sans abonnement.	Abonnement courant.	Maximum d'une représentati ^{on} .	Concerts, etc.
	Sans abonnement.	Abonnement courant.	Maximum produit brut d'une représentati ^{on} .							
0 ^f 85.34 p. %	702,208 13	"	"	"	0,507 01	Anvers . . .	45,927 83	279,278 88	"	16,620 12
						Brabant . . .	416,757 50	110,071 60	"	20,162 50
0 ^f 55.56 p. %	"	1,064,958 75	"	"	11,420 84	Flandre occid.	27,106 80	00,830 "	"	5,776 "
						Flandre orient.	110,681 "	202,625 "	"	5,820 "
Maximum pro- duit d'une repré- sentation.	"	"	5,871 20	"	52 26	Hainaut . . .	50,574 "	104,700 "	"	8,552 "
						Liège . . .	150,565 "	230,635 "	"	52,385 "
0 ^f 85.34 p. %	"	"	"	116,295 62	969 20	Limbourg . .	"	"	"	"
						Luxembourg .	"	"	"	"
						Namur . . .	12,618 "	46,706 25	5,871 20	"
TOTAUX.	702,208 13	1,064,958 75	5,871 20	116,295 62	18,920 91		702,208 13	1,064,958 75	5,871 20	116,295 62
	TOTAL. . 1,983,313 68						TOTAL. . 1,983,313 68			

TABLEAU LITT. C.
N° 5 (suite).

Concerts, redoutes, bals parés et masqués, spectacles d'amateurs, etc., donnés dans des salles de spectacle qui n'appartiennent pas à la catégorie de celles qui sont désignées au cadre précédent. Le taux du droit varie à raison du rang attribué aux communes.

(Tableau n° 15, § 2, litt. A, combiné avec l'article 11 de la loi du 6 avril 1825.)

QUOTITÉ du DROIT.	NOMBRE de SOUSCRIPTIONS, ou SÉANCES.	MONTANT du DROIT en PRINCIPAL.	NOMBRE DE SOUSCRIPTIONS OU SÉANCES, PAR PROVINCE.								
			Anvers.	Brabant.	Flandre occident.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxem- bourg.	Namur.

Divertissements par souscription. — § 2, litt. A du tableau n° 15.

1^{er} rang.

REPORT. . . .		18,029 91										
0.55.00	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.31.80	848	269 66	"	"	"	848	"	"	"	"	"	"
0.21.20	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.14.15	592	85 65	"	"	"	592	"	"	"	"	"	"
0.08.85	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

2^{es} et 3^{es} rangs.

0.47.70	110	52 47	"	110	"	"	"	"	"	"	"	"
0.28.27	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.19.45	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.12.37	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.07.07	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"

4^{es}, 5^{es} et 6^{es} rangs.

0.37.10	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.22.97	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.14.15	84	11 87	"	"	"	84	"	"	"	"	"	"
0.10.60	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.06.30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
A REPORTER. . .		19,347 56										

TABLEAU LITT. C.

N° 5 (suite).

QUANTITÉ du droit.	NOMBRE de vingtaines de places, etc.	MONTANT de droit en principal.	NOMBRE DE VINGTAINES DE PLACES, ETC., PAR PROVINCE.								
			Anvers.	Brabant.	Flandre occid.	Flandre orient.	Hainaut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.

Spectacles dramatiques, d'équitation, de récréation, de physique, etc., offrant aux spectateurs des places pour s'asseoir. — § 3, litt. A, du tableau n° 15.

1^{er} rang.

REPORT. . .	28,827 26											
3.53.56	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2.12.02	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1.41.54	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.88.34	350	509 19	"	"	"	"	"	350	"	"	"	"
0.53.00	1,355	718 15	370	"	"	805	"	180	"	"	"	"
0.35.54	1,696	590 37	479	"	"	252	"	965	"	"	"	"
0.21.20	547	115 96	435	"	"	64	"	48	"	"	"	"

2^{me} et 3^{me} rangs.

3.18.03	4	12 72	"	4	"	"	"	"	"	"	"	"
1.94.55	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1.23.68	22	27 22	"	12	10	"	"	"	"	"	"	"
0.79.51	50	39 76	"	20	50	"	"	"	"	"	"	"
0.44.17	299	151 67	"	40	59	50	50	80	"	"	"	60
0.26.50	725	102 12	102	120	60	9	185	249	"	"	"	"
0.17.67	793	140 12	84	242	146	42	79	"	"	"	"	200

4^{me}, 5^{me} et 6^{me} rangs.

2.47.35	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1.50.18	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.97.17	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.61.84	31	19 17	8	"	"	25	"	"	"	"	"	"
0.35.54	1,266	447 40	10	45	85	72	854	15	111	54	42	42
0.21.20	1,471	311 85	90	92	275	230	445	115	127	57	42	42
0.14.13	1,711	241 75	52	225	576	351	315	48	280	43	43	43

A REPORTER . . 32,133 71

TABLEAU LITT. C.
N° 5 (suite).

QUANTITÉ de droit.	NOMBRE de spectacles ou récréations, etc.	MONTANT de droit en principal.	NOMBRE DE SPECTACLES OU RÉCRÉATIONS, PAR PROVINCE.							
			Anvers.	Brabant.	Flandre occident.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Lim- bourg.	Luxem- bourg.	Namur.

Mêmes spectacles ou récréations donnés dans un local où les spectateurs ne sont pas assis.
— § 5, litt. B, du tableau n° 15.

1^{er} rang.

REPORT.		32,133,71										
8.83.40	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
5.30.04	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3.55.30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
2.20.85	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1.32.51	374	495 58	240	134	"	"	"	"	"	"	"	"
0.88.34	514	454 06	360	154	"	"	"	"	"	"	"	"
0.55.00	1,303	690 59	537	227	"	244	"	295	"	"	"	"

2^{me} et 3^{me} rangs.

7.95.06	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
4.77.04	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3.18.03	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1.94.35	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
1.23.68	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.79.51	42	33 39	"	42	"	"	"	"	"	"	"	"
0.47.70	605	288 56	50	257	153	0	72	35	"	"	52	"

4^{me}, 5^{me} et 6^{me} rangs.

6.18.30	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
3.71.03	2	7 42	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"
2.47.35	37	91 48	1	9	"	5	15	"	"	"	7	"
1.59.01	383	608 99	13	199	"	4	164	"	"	"	3	"
0.88.34	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
0.61.84	60	57 10	"	"	60	"	"	"	"	"	"	"
0.55.34	843	207 90	47	233	144	"	215	6	141	16	21	"

TOTAL. . . 35,138 78.

RÉCAPITULATION.

Tableau n° 1.	fr.	122,487 24
— n° 2.		1,261,148 54
— n° 3.	1 ^{er} rang	868,441 42
	2 ^{me} —	277,312 71
	3 ^{me} —	188,370 05
	4 ^{me} —	91,561 93
	5 ^{me} —	152,322 »
	6 ^{me} —	883,648 58
— n° 4.		1,474,016 45
— n° 5.		55,138 78
— n° 6.		114,020 55
Droits supplémentaires.	{ Tarif A de 1819	1,410 56
	{ Tarifs A et B de 1849	37,897 66
TOTAL.		fr. 5,487,576 47
A ajouter le montant des erreurs constatées dans les rôles et les différences provenant du jeu des fractions		3 01
TOTAL égal aux rôles.		5,487,579 48
Centimes additionnels au profit du Trésor.		1,097,484 37
TOTAL du droit au profit du Trésor.		fr. 6,585,063 85

NOTE EXPLICATIVE

sur le développement des rôles des redevances des mines de l'exercice 1883.

(Lois des 21 avril 1810 et 30 décembre 1861, décret du 6 mai 1811
et loi du 27 décembre 1822.)

L'impôt sur les mines se divise en redevance fixe et en redevance proportionnelle. La première est basée sur l'étendue ou superficie de l'exploitation à raison de 10 francs par kilomètre carré. La seconde est fixée à 2 $\frac{1}{2}$ p. % du produit net des mines; les concessionnaires ou exploitants ont la faculté de se libérer de ce chef par abonnement.

Le comité d'évaluation pour la redevance proportionnelle est composé : 1° du Gouverneur de la province; 2° de deux membres du conseil provincial; 3° de deux propriétaires de mines; 4° de l'ingénieur ou commissaire des mines; 5° du directeur des contributions directes. (Arrêté royal du 13 mai 1823.)

Les réclamations doivent être présentées dans le délai de trois mois, à dater de la délivrance de l'avertissement-extrait du rôle.

TABLEAU LITT. D.

DÉVELOPPEMENT

des rôles des redevances sur les mines de l'exercice 1883.

NATURE DES REDEVANCES.	QUOTITÉS et bases des droits.	QUANTITÉS soumises aux droits.	DROIT en principal.	ÉTENDUE OU PRODUIT DES EXPLOITATIONS, PAR PROVINCE (1).				
				Hainaut.	Liège.	Luxem- bourg.	Namur.	
Redevance {	fixe	10 ^f . = par kilomètre carré.	2,042 ^h . 47	20,424 72	980 ^h . 39	522 ^h . 35	131 ^h . 47	408 ^h . 26
	proportionnelle	2½ p. o/ du produit net des exploitations.	11,037,688 ^f	275,042 19	8,125,120 ^f	2,802,050 ^f	80,000 ^f	21,518 ^f
TOTAL. . .			206,366 91					
25 centimes additionnels au profit de l'État				74,091 06				
TOTAL des redevances au profit de l'État . . .				570,457 97				

(1) Il n'existe pas de redevances sur les mines dans les cinq autres provinces.

NOTE EXPLICATIVE

concernant le développement des recouvrements sur les droits de douane de l'exercice 1883.

(Loi du tarif du 26 août 1822.)

Le Département des Finances publie chaque année, dans le *Tableau général du commerce de la Belgique avec les pays étrangers*, le développement des perceptions effectuées par espèce de marchandises et par *taux* des droits appliqués.

En présence de cette publication, qui contient tous les renseignements exigés par l'article 26 de la loi du 13 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, en ce qui concerne les produits dont il s'agit, et que l'on s'abstient de reproduire ici pour ne point faire double emploi, on se borne à résumer, dans le tableau qui suit, la valeur des marchandises soumises aux droits et le montant des recouvrements effectués par province.

TABLEAU LITT. E.

RÉSUMÉ

de la valeur des marchandises étrangères mises en consommation et passées en transit, ainsi que des marchandises belges exportées pendant l'année 1883, et des droits de douane qui ont été perçus du chef de ces divers mouvements.

	VALEURS.	DROITS PERÇUS.		Observations.
		PROVINCES.	MONTANT.	
<i>Importations</i> (mise en consommation).	1,552,151,310	Anvers	10,964,578	
		Brabant	9,058,879	
		Flandre occidentale . .	864,150	
		Flandre orientale . .	2,105,861	
		Hainaut	1,149,700	
		Liège	2,378,472	
		Limbourg	550,040	
		Luxembourg	410,443	
		Namur	721,971	
		TOTAL	a) 28,210,184	a) Voir pour le détail des marchandises soumises aux droits, les états de développement du commerce des importations, pages 5 à 51 du Tableau du commerce de 1883. b) L'exportation est libre de tous droits. c) Le transit est libre de tous droits.
<i>Exportations</i> (marchandises belges) . .	1,343,125,885	. . . . .	b) "
<i>Transit</i>	1,262,552,810	. . . . .	c) "

ANNEXE AU TABLEAU LITT. E.

État comparatif des droits de douane perçus en 1882 et en 1883.

NATURE DES DROITS.	RECETTES EFFECTUÉES		DIFFÉRENCES à l'exercice 1883.		EXPLICATIONS SUR LES DIFFÉRENCES A L'EXERCICE 1883.
	en 1882.	en 1883.	En plus.	En moins.	
Droit d'entrée.	28,272,246	28,210,184	•	53,062	<p>La diminution porte principalement :</p> <p>Sur les tabacs de toute espèce fr. 38,642 — bois de construction. 300,187 — tissus de soie 60,745 — conserves alimentaires à l'eau-de-vie et au sucre. 64,290 — mercerie et quincaillerie 122,334 — tulles, dentelles et blondes. 48,278 — tissus de laine (y compris les châles) 146,614 — habillements 98,127 — bois ouvrés. 78,961 — métaux : fer ouvré 63,640</p> <p>Par contre, quelques articles ont augmenté, entre autres : les liquides alcooliques : Eaux-de-vie et liqueurs, 242,352 francs; les sucres raffinés, 207,407 francs; le café, 118,209 francs; les tissus de coton, 113,933 francs; les métaux, fonte brute, 98,910 francs.</p> <p>Voir, pour plus de détails, la note analytique qui précède le Tableau du commerce de 1883, pp. IX à XXXIII.</p>

NOTE EXPLICATIVE

concernant le développement des recouvrements sur les droits d'accise de l'exercice 1883.

Un droit d'accise est établi sur les matières suivantes :

Vins. — Eaux-de-vie indigènes. — Bières. — Vinaigres. — Sucres étrangers. — Sucre de betterave indigène. — Glucoses. — Sirop d'inuline. — Tabac indigène.

Ce droit est réglé par diverses lois dont on va présenter une analyse.

VINS ÉTRANGERS (1).

(Loi du 12 mai 1819, traité de commerce du 31 octobre 1881, loi du 15 mai 1882 et arrêté royal du 13 mai 1882.)

Le droit d'accise sur les vins étrangers est fixé à 23 francs par hectolitre.

Il est accordé crédit aux négociants en gros, sous caution, pour le payement de l'accise, lorsque la quantité importée s'élève à 9 hectolitres de vins ordinaires et à 4 hectolitres de vins fins.

Le crédit varie de trois mois à dix-huit mois, suivant l'importance des prises en charge.

Le compte de crédit peut s'apurer par transcription au compte d'un autre négociant. Les termes de crédit ne peuvent jamais être apurés par exportation à l'étranger.

Il est permis d'entreposer les vins en quantité, au *minimum*, de 9 hectolitres de vins ordinaires et de 4 hectolitres de vins fins.

Les enlèvements ne sont pas autorisés pour des quantités inférieures à 9 hectolitres de vins ordinaires et à 2 hectolitres de vins fins.

Les vins en entrepôt peuvent être exportés pour l'étranger, sous la condition que les quantités exportées chaque fois ne soient pas inférieures à 4 hectolitres de vins ordinaires et à 1 hectolitre de vins fins.

Certaines exemptions de droits sont accordées lorsqu'il s'agit de vins déclarés sur lie à l'entrée, ou de vins en cercles clarifiés en entrepôt.

Une réduction de 1 p. % au *maximum*, par trois mois, est accordée pour le coulage et le déchet sur les vins en entrepôt.

(1) La loi du 18 juin 1883 soumet au droit d'accise, dont sont passibles les vins importés, le vin fabriqué dans le pays au moyen de fruits secs, et autorise le Gouvernement à régler la perception de ce droit.

EAUX-DE-VIE INDIGÈNES.

(Lois du 27 juin 1842 modifiée, du 20 décembre 1868, art. 5, du 13 mai 1870, du 15 août 1873, arrêté royal du 17 août 1874, lois des 19 décembre 1874, 29 juillet 1881 et 30 juillet 1883.)

Le droit d'accise sur les eaux-de-vie indigènes est basé sur la capacité de tous les vaisseaux employés pour la trempe, la macération et la fermentation des matières premières propres à la distillation.

Sont exempts de droits, sous les conditions déterminées par la loi :

1° Les alambics et les colonnes distillatoires servant soit à la distillation, soit à la rectification ;

2° Les condensateurs dont la capacité ne dépasse pas 3 hectolitres, et dans lesquels les matières ne peuvent pas séjourner.

Le droit d'accise est fixé à 5 fr. par jour de travail et par hectolitre de la capacité brute des vaisseaux non exemptés (*).

Le droit est porté : 1° à 7 francs lorsque, indépendamment de malt d'orge, il est fait usage de grains ou graines autres que le seigle, l'orge ordinaire ou l'avoine, n'ayant subi avant la mise en macération aucune préparation, la mouture exceptée ; 2° à fr. 7.50 lorsqu'il est fait usage de farines blutées ; 3° à fr. 8.50 lorsqu'il est fait usage de fruits secs, mélasses, sirops ou sucres, ou bien de jus de betterave avec une ou plusieurs substances féculentes ou saccharines. — Le droit normal de 5 francs ainsi que les droits mentionnés aux nos 1 et 2 ci-dessus sont respectivement portés à fr. 5.50, à fr. 7.50 et à 8 francs, s'il est fait usage de macérateurs pour le travail des matières.

En vertu de la loi du 28 juillet 1879, *Moniteur* n° 210, il est perçu 6 p. % de l'accise à titre de centimes additionnels (**).

Le droit est exigible à raison d'un seul renouvellement des matières par vingt-quatre heures.

Le distillateur qui travaille plus rapidement est tenu d'acquitter un droit supplémentaire et proportionnel.

Il n'est dû aucun impôt pour les jours de dimanche et de fête légale, lorsque le distillateur déclare n'opérer aucun travail pendant ces jours.

Une déduction de 15 p. % est accordée aux distillateurs agricoles qui n'emploient que deux appareils, servant uniquement l'un à la bouillie, l'autre à la rectification des flegmes, et qui remplissent certaines autres conditions énoncées à l'article 5 de la loi de 1842 modifiée (**).

(*) Par la loi du 30 juillet 1885, *Moniteur* n° 112, exécutoire à partir du 1^{er} août 1885, le droit d'accise est fixé à fr. 7 50 c^t par hectolitre de contenance de vaisseaux imposables.

Ce droit est porté : 1° à fr. 10 50 c^t, lorsque la totalité des matières féculentes dépasse 20 hectolitres par 24 heures de travail ou lorsqu'il est fait usage de macérateurs ; 2° à 12 francs, lorsque, indépendamment de malt d'orge, il est fait usage de grains ou graines autres que le seigle, l'orge ordinaire ou l'avoine, n'ayant subi avant la mise en macération aucune préparation, la mouture exceptée ; 3° à fr. 12 75 c^t, lorsqu'il est fait usage de farines blutées ; 4° à fr. 13 50 c^t, lorsqu'il est fait usage de fruits secs, mélasses, sirops ou sucres, ou bien de jus de betterave avec une ou plusieurs substances féculentes ou saccharines.

(**) La loi du 30 juillet 1883 supprime les 6 p. % additionnels.

(***) L'article 4 de la loi du 30 juillet 1883 apporte des changements aux conditions énoncées à l'article 5 de la loi de 1842 modifiée.

La distillation des fruits à pépins et à noyaux, sans mélange d'autres matières produisant de l'alcool, est frappée d'un droit d'accise de fr. 2.50 par hectolitre de capacité brute des vaisseaux employés à la macération et à la fermentation (1).

Les distillateurs-rectificateurs, c'est-à-dire ceux qui n'opèrent pas sur des matières premières et dont les travaux consistent uniquement à rectifier des flegmes ou de l'alcool, sont exempts de tout droit.

Avant de procéder aux travaux, les distillateurs font une déclaration au receveur des accises de la localité, pour une série non interrompue de cinq jours au moins et de trente jours au plus.

Si, pour un cas fortuit ou de force majeure, le distillateur doit interrompre ses travaux, il obtient décharge du droit à raison du nombre de jours pendant lesquels tous les travaux de la distillerie ont été interrompus, sous la condition expresse de faire sur-le-champ, au receveur des accises, la déclaration écrite de l'interruption.

Le Ministre des Finances peut, en cas d'interruption partielle des travaux, accorder la remise des droits pour les vaisseaux momentanément hors d'usage, pendant les jours restant à courir suivant la déclaration.

Les distillateurs obtiennent crédit pour les droits, sous caution. Les droits dus pour les déclarations expirant dans un mois sont exigibles en trois termes, et par tiers, de trois mois en trois mois.

Le compte ouvert au distillateur est crédité :

- a. Par paiement des termes à leur échéance;
- b. Par transcription des droits, avec livraison des eaux-de-vie, au compte d'un négociant en gros;
- c. Par exportation à l'étranger;
- d. Par dépôt des eaux-de-vie en entrepôt public;
- e. Par décharge pour interruption de travaux.

Les modes d'apurement indiqués sous les litt. *b*, *c* et *d* ne sont pas applicables aux distillateurs de fruits à pépins et à noyaux, ni aux distillateurs agricoles.

La décharge par transcription de droits, exportation ou dépôt en entrepôt, est fixée à 50 francs par hectolitre d'eau-de-vie marquant 50 degrés de l'alcomètre Gay-Lussac, à la température de 15 degrés du thermomètre centigrade (2).

Elle n'est pas accordée pour les quantités inférieures à 5 hectolitres en cas d'exportation, et à 10 hectolitres en cas de transcription de droits ou de dépôt en entrepôt.

(1) Ce droit est porté à fr. 3 75 c^t par la loi du 30 juillet 1883.

(2) La loi du 30 juillet 1883 porte cette décharge à 75 francs à partir du 1^{er} août de la même année.

BIÈRES ET VINAIGRES.

(Lois des 2 août 1822, 7 février 1844, 18 juillet 1860, traité du 1^{er} mai 1861 et loi du 27 mai 1861, traité du 23 juillet 1875 et lois des 16 août 1875 et 26 décembre 1879.)

Le droit d'accise sur la fabrication des bières est fixé à 4 francs par hectolitre de contenance des cuves-matières ou autres vaisseaux dans lesquels on prépare la mouture ou la farine servant au brassin.

Il est dû un droit supplémentaire lorsque l'on emploie de la farine ou mouture dans les chaudières.

Le paiement de l'accise a lieu en une fois, dans les vingt premiers jours du mois qui suit celui de la déclaration, si le droit dû n'excède pas 424 francs.

Quand les sommes résultant des déclarations faites pendant un mois s'élèvent au delà de 424 francs, les paiements sont divisés en deux ou trois termes, exigibles le 20 des 1^{er} et 2^{me} mois, des 2^{me} et 3^{me} mois, des 3^{me}, 4^{me} et 5^{me} mois, après les déclarations, suivant l'importance du débit.

VINAIGRIERS.

Les vinaigriers sont divisés en trois classes :

Dans la 1^{re} classe sont compris les vinaigriers fabriquant leur vinaigre avec de la bière. Ils jouissent d'une réduction de droit de 40 centimes par hectolitre de bière introduite dans la vinaigrerie avec transcription de l'accise.

La transcription n'est admise que pour les quantités de 78 hectolitres au moins. Il est accordé crédit pour le paiement des droits.

Les vinaigriers de 2^{me} classe sont ceux qui fabriquent leurs vinaigres avec des liquides préparés au moyen d'une macération et fermentation de mouture. (Il n'existe pas de vinaigriers de 2^{me} classe en Belgique.)

Sont compris dans la 3^{me} classe, les fabricants de vinaigres artificiels obtenus au moyen de substances autres que celles qui sont employées par les vinaigriers de 1^{re} et de 2^{me} classe.

Le droit pour quatre mois de travail est de 4 francs par hectolitre de contenance des cuves jumelles; une réduction de 18 p. % sur les droits dus peut être accordée aux vinaigriers de 3^{me} classe.

Sont exempts de tout impôt les vinaigriers de 3^{me} classe qui n'emploient comme éléments principaux de fabrication que des matières déjà soumises à l'accise.

Le droit sur les bières transcrites au compte d'un vinaigrier de 1^{re} classe est exigible en trois termes, à partir du jour de la transcription, échéant dans les vingt premiers jours des 10^{me}, 11^{me} et 12^{me} mois après celui de la déclaration faite par le brasseur.

Les termes de crédit et les époques de paiement déterminés pour les bras-

seurs en proportion de l'accise due, sont applicables aux vinaigriers de 2^{me} classe, avec cette différence que les dates de paiement prennent seulement cours le soixantième jour après celui qui est fixé pour le commencement des termes de crédit des brasseurs.

En ce qui concerne les vinaigriers de 3^{me} classe, les termes de paiement sont exigibles au vingtième jour du 6^{me} mois après celui de la déclaration, ou de l'époque à laquelle on a continué la fabrication d'après les bases de cette déclaration.

Il est permis, avant l'échéance des termes de crédit, de déposer les vinaigres en entrepôt public, en quantité de 40 hectolitres au moins. La décharge accordée aux vinaigriers est de fr. 2.50 par hectolitre.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX BRASSEURS ET VINAIGRIERS.

Quand l'accise d'un ou de plusieurs mois excède 4,240 francs pour une brasserie ou une vinaigrerie de 2^{me} ou de 3^{me} classe, dont la contenance des cuves-matières, cuves de macération ou cuves jumelles est inférieure à 70 hectolitres, on doit fournir une caution suffisante pour garantir les droits dus.

Si la contenance de ces vaisseaux est de 70 hectolitres et au-dessus, les droits sont cautionnés dès que le crédit dépasse la somme de 8,480 francs.

L'apurement des comptes ouverts avec les brasseurs et vinaigriers a lieu :

- 1° Par le paiement des termes échus;
- 2° Par la livraison des bières et vinaigres avec transcription de l'impôt;
- 3° Par l'exportation avec décharge des droits.

Le taux de la décharge accordée à l'exportation est fixé à fr. 2.50 par hectolitre.

SUCRES.

(Lois des 4 avril 1843, 2 janvier 1847, 18 juin 1849, 12 avril 1852, 26 mai 1856, 18 juillet 1860 et 27 mai 1861, convention internationale du 8 novembre 1864, loi du 27 avril 1865, arrêtés royaux des 6 août 1866 et 26 mars 1867, lois des 3 juillet 1875, 24 mai 1876 et 24 décembre 1877, art. 6.)

Sucres étrangers.

Les sucres bruts étrangers sont frappés, à l'importation, d'un droit d'accise fixé comme il suit :

Sucres bruts étrangers.	{	Au-dessous du n° 7. fr. 54 26 Du n° 7 au n° 10 exclusivement. . . 40 91 Du n° 10 au n° 15 exclusivement . . 45 » Du n° 15 au n° 18 inclusivement . . 48 07	} les 100 kilogrammes.
-------------------------	---	---	------------------------

Le sucre brut de canne peut être emmagasiné en quantité de 500 kilogrammes au moins :

- a. Sous termes de crédit pour l'accise;
- b. Par dépôt dans les entrepôts.

Toute quantité inférieure est soumise au paiement du droit au comptant

Sucres de betterave indigènes.

L'impôt a pour base le volume et la densité des jus de betterave.

Le fabricant de sucre de betterave doit remettre au receveur du ressort, quinze jours au moins avant le commencement des travaux, une déclaration indiquant, entre autres, la quantité de betteraves qu'il se propose de mettre en fabrication pendant la durée de la campagne.

Aucune déclaration n'est admise si elle ne comporte point l'emploi de 200,000 kilogrammes de betteraves au moins. par période de trente jours de travail.

Préalablement à tout travail, le fabricant est tenu de fournir un cautionnement dont le *minimum* ne peut être inférieur au montant de l'impôt calculé à raison de 6 kilogrammes de sucre brut par 100 kilogrammes de la quantité de betteraves qu'il a déclaré vouloir mettre mensuellement en fabrication.

Les charges en sucre brut sont calculées, pour chaque défécation, à raison de 1,500 grammes par 100 litres de jus et par degré du densimètre au-dessus de 100 degrés (densité de l'eau) reconnu avant la défécation, à la température de 15 degrés centigrades.

Le volume du jus servant à la prise en charge est représenté par les neuf dixièmes de la capacité de toutes les chaudières à déféquer. Celles-ci ne peuvent être remplies au delà de la limite des neuf dixièmes de leur capacité, laquelle est constatée par empotement, chaque année, avant la reprise des travaux de défécation.

Le droit d'accise sur le sucre brut de betterave a été fixé à 45 francs les 100 kilogrammes par la loi du 27 avril 1863⁽¹⁾.

Le fabricant est tenu, le 15 de chaque mois au plus tard, de déclarer le sucre brut inscrit à son compte pendant le mois précédent, savoir :

1° En consommation :

- a. Au comptant;
- b. Sur le compte de crédit à termes ouvert à un raffineur ou à un négociant, ou à son propre compte, s'il se déclare négociant ou raffineur.

(Dans ce dernier cas, on n'a pas à rechercher s'il produit des sucres à l'état brut ou à l'état raffiné.)

(1) L'arrêté royal du 26 mars 1867, exécutoire à partir du 1^{er} mai 1867, a maintenu ce droit au même taux.

2° Sur l'entrepôt fictif concédé au fabricant, ou sur un autre entrepôt fictif, ou sur un entrepôt public (régime d'entrepôt fictif), ou en exemption de l'accise en destination d'une distillerie.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX SUCRES ÉTRANGERS ET INDIGÈNES.

Termes de crédit pour le paiement de l'accise.

Les termes de crédit, qui doivent toujours être garantis par une caution, sont fixés d'après le montant de l'accise et divisés, en ce qui concerne les négociants en sucre brut, en deux termes, de trois mois en trois mois, selon que l'accise atteint ou reste au-dessous de la somme de 1,000 francs. Lorsqu'elle dépasse cette somme, les échéances ont lieu en trois termes, de trois mois chacun.

Les raffineurs jouissent d'un crédit de six mois pour les droits résultant des quantités de sucre brut de canne ou de betterave inscrites à leur compte, si elles restent au-dessous de 500,000 kilogrammes.

Pour les quantités supérieures, ce crédit est réduit à quatre mois.

Mode de prise en charge.

Les comptes sont débités des quantités provenant d'importation directe, de sortie d'entrepôts fictifs ou des fabriques de sucre de betterave.

Les quantités formant prise en charge ne peuvent être inférieures à 500 kilogrammes.

Apurement des comptes.

L'apurement des comptes ouverts a lieu :

- a. Par paiement des termes échus ;
- b. Par exportation des sucres raffinés et des sucres bruts de betterave indigènes, avec décharge de l'accise, mais seulement en ce qui concerne les raffineurs et fabricants-raffineurs ;
- c. Par dépôt des sucres raffinés et des sucres bruts de betterave indigènes dans les entrepôts publics.

Le montant de la décharge accordée à l'exportation et au dépôt en entrepôt public varie d'après l'espèce des sucres.

Le *minimum* de la recette trimestrielle a été fixé à 1,500,000 francs, par la loi du 27 mai 1861.

Lorsque la moyenne de la consommation de trois années consécutives, du 1^{er} juillet d'une année au 30 juin de l'année suivante, est supérieure à 16,860,000 kilogrammes de sucre, le *minimum* de la recette est augmenté de 30,000 francs par quantité de 500,000 kilogrammes formant l'excédent (1).

(1) Le *minimum* de la recette trimestrielle à percevoir sur les sucres, à partir du 1^{er} juillet 1882, a été fixé à 1,900,000 francs (arrêté royal du 10 août 1882). Il reste fixé à 1,900,000 francs par arrêté royal du 17 août 1885.

Si le *minimum* n'est pas atteint à la fin d'un trimestre, la somme composant le déficit est répartie au marc le franc des termes ou fractions de termes de crédits ouverts aux comptes des raffineurs et des fabricants-raffineurs, et non échus au dernier jour du trimestre.

Lorsque le déficit constaté dans les recettes à la fin d'un trimestre n'est pas couvert par la répartition, le *minimum* de recette du trimestre suivant est augmenté de la somme qui manque, et ainsi de suite, de trimestre en trimestre, jusqu'à ce que l'intégralité du déficit soit recouvrée.

Dans le cas prévu par le précédent alinéa, il est fait, au profit du Trésor, sur le montant des décharges à accorder à l'exportation ou au dépôt en entrepôt des sucres bruts de betterave indigènes et des sucres raffinés, des retenues calculées ensemble à 80 centimes par 100,000 francs de déficit constaté, sans tenir compte des manquants ayant donné lieu à des retenues.

Si, pendant deux trimestres consécutifs, la recette du Trésor dépasse le *minimum* légal, la quotité des retenues est réduite dans la même proportion.

FABRICATION DE GLUCOSES DE POMMES DE TERRE ET DE GRAINS.

(Lois des 26 mai 1836, 27 avril 1865, 3 juillet 1873 et 24 mai 1876; arrêté royal du 26 mai 1876; loi du 24 décembre 1877, art. 6 et arrêté royal du 25 mai 1880.)

Le droit d'accise sur la fabrication des glucoses de fécule de pommes de terre et de grains est fixé comme il suit, savoir :

Glucoses granulées fr.	12	>	}	par hectolitre de capacité imposable de la cuve
Autres glucoses.	4	>			de saccharification.

La capacité de la cuve de saccharification, constatée par empotement à pleins bords, est réduite de 5 p. % pour établir la capacité imposable.

Le fabricant est tenu de comprendre dans sa déclaration l'indication de l'espèce de glucose qu'il entend fabriquer, ainsi que la quantité de fécule sèche ou de fécule verte qui sera employée.

Chaque fois que le fabricant de glucoses veut se servir d'une cuve de saccharification, il est tenu de le déclarer au receveur du ressort au plus tard l'avant-veille du jour du travail.

Le travail dans la cuve de saccharification doit commencer entre huit heures du matin et midi.

Les travaux de délayement, de saccharification et de saturation ne peuvent durer plus de cinq heures.

Le fabricant obtient crédit sous caution, et, dans ce cas, l'accise due pour les déclarations faites dans le cours d'un mois est seulement exigible par tiers, échéant de trois en trois mois, à partir du dernier jour du mois pendant lequel expire la déclaration.

SIROP D'INULINE.

(Loi du 26 mai 1856 et arrêté royal du 16 octobre 1861.)

Le sirop d'inuline est extrait de la racine de chicorée séchée. Il est soumis à un droit d'accise de fr. 1.68 par hectolitre de capacité brute des cuves à macérer. Ce droit est dû pour chaque renouvellement des matières dans ces cuves.

La prise en charge *minimum* est calculée à raison de cinq renouvellements de matière par deux jours de travail déclaré. Le fabricant qui opère plus rapidement est tenu d'acquitter un droit supplémentaire proportionnel.

La déclaration de travail donne ouverture au droit; néanmoins, le fabricant obtient crédit sous caution, et, dans ce cas, l'accise due pour les déclarations faites dans le cours d'un mois est seulement exigible par tiers, échéant de trois en trois mois, à partir du dernier jour du mois pendant lequel expire la déclaration.

TABAC INDIGÈNE.

(Loi du 28 juillet 1879; arrêté ministériel du 10 avril 1880.)

Le droit d'accise sur le tabac indigène est fixé à un franc cinquante centimes par are planté de tabac.

L'impôt est dû par celui qui, comme propriétaire, emphytéote, usufruitier ou locataire, a la disposition du terrain sur lequel le tabac est planté.

Tout redevable est tenu de faire, avant le 1^{er} juillet, une déclaration de culture indiquant la situation et la superficie de ses plantations de tabac.

Pour le calcul des droits sur la superficie totale plantée, les fractions d'are sont négligées, mais toute parcelle de moins d'un are est comptée pour un are.

Il est accordé exemption de l'impôt pour le tabac planté sur une parcelle de moins d'un are, régulièrement déclarée, lorsque celui qui a la disposition du terrain n'a aucune autre parcelle à déclarer et que la plantation de tabac est attenante à son habitation ou à un champ qu'il cultive.

L'impôt est exigible au moment de la remise de la déclaration. Toutefois, si le redevable fournit caution ou justifie de sa solvabilité à la satisfaction du receveur, l'impôt peut être payé en deux termes égaux échéant l'un le 15 décembre et l'autre le 15 avril suivant.

Décharge ou restitution partielle ou totale de l'impôt peut être accordée lorsque, par suite de grêle, d'inondation ou d'autres événements calamiteux ne rentrant pas dans les variations climatériques ordinaires, la récolte a été détruite en partie ou en totalité.

Il en est de même lorsque le redevable détruit lui-même sa plantation et renonce à sa culture.

TABLEAU LITT. F.

DÉVELOPPEMENT

des recouvrements sur les droits d'accise de l'exercice 1885.

TABEAU LITT. F.

Développement des recouvrements sur les

BRANCHE de REVENU.	TITRE de PERCEPTION.	BASE des droits.	QUANTITÉ des droits.	QUANTITÉS, CAPACITÉS et superficies possibles des droits et provenant		DES DROITS crés pendant l'année qui donne sa dénomination à l'exercice	MONTANT				
				1 ^{re} d'importation directe ou de sortie d'entrepôt (marchandises étrangères); 2 ^{de} de la fabrication indigène, 3 ^{de} de la déclara- tion de culture le tabac	1 ^{re} de transcrip- tion; 2 ^{de} de sortie d'en- trepôt public (marchandises indigènes).		DES DROITS crés	DES DROITS CRÉÉS AVANT L'EXERCICE.			TERMES échéant après le 31 décembre de l'année précédente
								SOMMES réalisées sur les exercices clos	TERMES ÉCHUS avant l'exercice mis à la charge des receveurs.	à recouvrer sur les débiteurs	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.	
Vins. — Droit	L. du 7 mai 1861, du 14 août 1865 et A. R. du 16 août 1865.	Hect.	Fr. c. 22 50	Hect lit 4 45	Hect. lit.	(¹) Fr. c. 99 87					
	L. du 13 mai 1882.	Id.	25 "	190,941 12	"	4,591,676 02				685,747 79	
	TOTAL					4,591,775 69					
Eaux-de-vie indigènes.	Fabriquées avec des fruits secs, mélasses, sirops ou sucres . . .	L. du 27 juin 1842 et du 30 juillet 1885	Hectolitres de capacité des cuves.	15 50	184,500 20	"	(³) 2,489,508 18				
	Fabriquées avec des fa- rines blutées.	Id.	Id.	12 75	450 "	"	5,757 50				
	Fabriquées avec des fa- rines blutées de grains autres que de seigle, etc.	Id.	Id.	12 "	940,991 56	"	2,891,896 52				
	Fabriquées avec des fa- rines non blutées de malt d'orge, etc., avec emploi de macéra- teurs.	Id.	Id.	10 50	753,956 64	"	7,706,544 65				
	Id. (distill. agricoles) .	Id.	Id.	8 92 ⁵⁰	1,884 75	"	16,821 57				
	Fabriquées avec des fruits secs, mélasses, sirops ou sucres . . .	L. du 27 juin 1842 et du 29 juillet 1881.	Id.	8 50	509,904 35	"	2,654,186 94				
	Fabriquées avec des fa- rines non blutées de grains autres que le seigle ou avec des fa- rines venant de malt d'orge (nouveau ré- gime).	Id. et du 50 juillet 1885.	Id.	7 50	88,552 19	"	665,991 40			108,505 72	12,880,892 94
	Id. (distill. agricoles) .	Id.	Id.	6 37 ⁵⁰	107,710 24	"	686,658 92				
	Fabriquées avec des fa- rines non blutées de malt d'orge et emploi de macérateurs. . .	L. du 27 juin 1842 et du 28 juillet 1879.	Id.	5 50	2,197,172 59	"	12,084,449 08				
	Fabriquées avec des fa- rines non blutées de malt d'orge. (Droit normal)	Id.	Id.	5 "	3,922 35	"	19,811 75				
	Id. (distill. agricoles avec emploi de macéra- teurs)	Id.	Id.	4 67 ⁵⁰	86,206 85	"	405,016 94				
	Id. (distill. agricoles sans emploi de macéra- teurs)	Id.	Id.	4 25	208,125 10	"	884,550 56				
	Fabriquées avec des fruits à pépins ou à noyaux	L. du 27 juin 1842 et du 30 juillet 1885.	Id.	5 75	96 44	"	561 65				
	Transcriptions. — Dé- clarations en consom- mation d'eaux-de-vie déposées en entrepôt.	A. R. du 17 août 1874 et L. du 50 juillet 1885.	Hectolitre d'eau-de-vie à 80 °/a.	50 "	"	(1 ^{re} 6,505 65 2 ^{de} 5,571 97)	583,881 "				
	Droits fraudés			75 "	"	1 ^{re} 480 08	56,006 "				27 86
TOTAL						31,107,050 10					

droits d'accise de l'exercice 1883.

Total des colonnes 7 à 11. 12.	MONTANT						Total des colonnes 13 à 18, égal à celui de la 12 ^e . 19.	RECETTES renseignées dans les comptes de gestion: A. De la 1 ^{re} année de recouvrement; B. De la 2 ^e année de recouvrement; C. Total. 20.	Observations. 21.
	DES DROITS APURÉS pendant l'exercice,		des droits non apurés pendant l'exercice, reportés à l'exercice suivant.			portés en reprise l'année. 18.			
	par paiement. 13.	par décharge. 14.	TERRES échéant après le 31 décembre. 15.	TERRES ÉCHOES au 31 décembre, mis à la charge des receveurs. 16.	à recouvrer sur les débiteurs. 17.				
5,077,523 48 ⁽¹⁾	4,545,888 72	.	551,262 33	534 93	.	.	5,077,505 28 ⁽²⁾	A. 4,545,888 72	(1) Les différences entre les sommes renseignées dans la 7 ^e colonne et celles qui sont le produit de l'application du taux des droits aux quantités inscrites dans les 5 ^e et 6 ^e colonnes, proviennent du jeu des fractions, lesquelles ne sont pas expliquées par une note spéciale. En ce qui concerne les vins, la différence en plus de fr. 30 30 provient de diverses erreurs de perception.
44,186,338 76	26,731,621 49 ⁽³⁾	4,014,091 97	13,222,110 58	.	108,505 72	.	44,186,338 76	A. 28,240,210 90 B. 34,176 56 C. 28,274,387 46	(2) La différence de fr. 18 20 existant entre les colonnes 18 et 19, provient d'une erreur de perception et de la vente de marchandises abandonnées, dont le prix n'a pu couvrir les droits dus. (3) Le montant des droits créés pour les eaux-de-vie indigènes (colonne 7) est renseigné abstraction faite de 6 centimes additionnels perçus en vertu de la loi du 28 juillet 1879.

TABLEAU LIT. F (suite).

BRANCHE de REVENU.	TITRE de PERCEPTION.	BASE des droits.	QUANTITÉ des droits.	QUANTITÉS, CAPACITÉS et superficies passibles des droits et provenant		MONTANT				
				1° d'importation directe ou de sortie d'entrepôt (marchandises étrangères); 2° de fabrication indigène; 3° de la déclara- tion de culture de tabac.	1° de transcrip- tion; 2° de sortie d'en- trepôt public (marchandises indigènes).	DES DROITS créés pendant l'année qui donne sa dénomination à l'exercice.	DES DROITS CRÉÉS AVANT L'EXERCICE.			TERMES débutant après le 31 décembre de l'année précédente.
							SOMMES réalisées sur les exercices clos.	TERMES ÉCHUS avant l'exercice	à recouvrer sur les débiteurs	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	10.	11.
BIÈRES.	L. du 2 août 1822 et du 18 juillet 1860.	Hectolitre de capacité des cuves.	Fr. c.	Hect. lit.	Hect. h.	Fr. c.				
			4 "	5,407,282.78	"	15,800,014 71				
						254 81				1,543,981 43
TOTAL						15,800,269 52				
VINAIGRES. — Transcription.	L. du 2 août 1822 et du 18 juill. 1860.	Hect.	3 60	"	1° 5,284.89	10,025 60				12,787 20
SUCRES ÉTRANGERS	L. 27 avril 1865 et A. R. 26 mars 1867.	100 kil.	48 07	Kil. h.	Kil. h.	294,458 26				
			Id.	45 "	13,026,483. "	"	5,860,993 30			
			Id.	40 91	2,892,748. 6	"	1,185,445 87			
			Id.	34 26	656,110. 1	"	224,783 33			
			Id.	54 70	"	2° 11,370. "	6 219 39			1,840,831 91
bruts			51 13	"	2° 2,182. "	1,115 63				
raffinés dans le pays. Candis . . .	A. R. 26 mars 1867.	Id.								
En pains . . .	Id.	Id.								
TOTAL						7,571,013 80				
SUCRES DE BETTERAVE INDI- GÈNES — Bruts	L. du 27 avril 1865.	100 kil.	45 "	95,400,254. "	2° 39,475. "	42,974,868 04				8,500,067 10
GLUCOSES. — Droit de fabri- cation	L. du 24 mai 1876.	Hectolitre de capacité.	4 "	Hect. lit. 25,710. 18	"	262,840 72				64,273 87
TABAC. — Droit de culture .	L. du 28 juill. 1879.	Are.	1 30	Hectares ares. 1,220. 60	"	(4) 183,063 50				"

Total des colonnes 7 à 11. 12.	MONTANT						Total des colonnes 13 à 18, égal à celui de la 12 ^e . 19.	RECETTES renseignées dans les comptes de gestion : A. De la 1 ^{re} année de recouvrement; B. De la 2 ^e année de recouvrement; C. Total. 20.	Observations. 21.
	DES DROITS APURÉS pendant l'exercice,		des droits non apurés pendant l'exercice, reportés à l'exercice suivant.			portés en reprise indéfinie. 18.			
	par paiement. 13.	par décharge. 14.	TERMES échéant après le 31 décembre. 15.	TERMES ÉCHUS au 31 décembre, mis à la charge des receveurs. 16.						recouvrer sur les débiteurs. 17.
13,413,250 95	13,792,457 14	31,875 04	1,581,731 02	.	8,489 03	.	15,414,552 83	A. 13,792,314 84 B. 354 06 C. 13,792,848 00	(1) La différence de fr. 1,301 85 c ^o existant entre les colonnes 12 et 19 provient de droits fraudés et d'une fausse perception. (2) La différence de fr. 391 76 c ^o existant entre les colonnes 13 et 20 C provient de droits fraudés. (3) La différence de fr. 138 15 c ^o existant entre les colonnes 13 et 20 C provient des droits perçus sur un manquant à l'exportation. (4) L'excédent de 5 francs pro- vient d'une erreur de perception.
31,812 80	13,006 80	.	18,806	"	.	.	31,812 80	13,006 80	
9,420,845 71	5,862,518 81	3,018,322 18	1,640,004 72	"	.	.	9,420,845 71	A. 3,881,706 82 B. 811 99 C. 5,862,518 81	
51,485,935 14	1,187,584 23	44,421,878 49	5,800,724 72	.	84,747 70	.	51,485,935 14	A. 1,183,366 74 B. 4,079 34 C. 1,187,446 08	
327,114 59	250,426 30	.	67,688 29	"	.	.	327,114 59	250,426 30	
185,063 50	180,156 50	2,907	.	"	.	.	185,063 50	A. 147,585 44 B. 32,571 06 C. 180,156 50	

ANNEXE AU TABLEAU LITT. F.

*Développements, par province, 1° des quantités ou capacités
(marchandises étrangères), et de la fabrication*

		Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.
VINS.					
1° Quantités à	fr. 22 50 c ^e l'hectolitre. (hect.).	"	1.93	0.50	"
	25 " id. (id.).	56,642.23	62,058.04	14,693.80	13,071.40
2° Recettes effectuées fr.		841,158.64	1,409,650.81	379,735.26	315,490.09

EAUX-DE-VIE INDIGÈNES.

		à fr. 12.50 l'hect. (hect.).	"	"	"		
1° Fabrication	avec céréales	— 12 " — (id.).	59,859.64	52,522.06	13,555.32	11,431.34	
		— 10.50 — (id.).	381,859.96	78,048.78	12,228.40	25,886.63	
		— 8.02 50— (id.).	"	"	"	294.75	
		— 7.50 — (id.).	"	61,506.09	700. "	15,066.40	
		— 6.37 50— (id.).	1,674.01	16,717.14	10,597.74	55,151.96	
		— 5 50 — (id.).	856,217.99	510,981.52	117,742.56	148,775.62	
		— 5 " — (id.).	809.64	0.28	"	912.48	
		— 4 67 50— (id.).	4,860. "	8,517.55	4,941.28	50,592.54	
		— 4.25 — (id.).	668.51	51,326.10	16,826.67	124,585.80	
		— 13.50 — (id.).	"	46,256. "	13,980. "	"	
		avec fruits secs, mélasses, sirops, etc., ou fruits à pépins et à noyaux.	— 8.50 — (id.).	"	73,224. "	45,169.28	"
			— 3.75 — (id.).	"	"	"	"
		Sorties d'entrepôts	— 50 " — (id.).	"	605.55	7,602.78	"
— 75 " — (id.).	"		"	380.68	"		
2° Recettes effectuées fr.		8,120,181.60	5,501,496.18	1,650,024.18	2,396,547.94		

BIÈRES.

1° Quantités d'hectolitres de capacité des cuves-matières déclarées, à 4 francs (hect.).	378,992.15	1,032,642.47	457,356.92	586,028.02
2° Recettes effectuées. fr.	1,506,276.16	4,131,525.75	1,811,311.50	2,512,061.66

VINAIGRES

1° Quantités de bières déclarées pour être converties en vinaigre, à fr. 5 60 c ^e l'hectolitre. (hect.).	990.57	"	"	4,285.32
2° Recettes effectuées. fr.	4,460.88	"	"	8,537.22

passibles de droits et provenant d'importations ou de sorties d'entrepôt indigène; 2° des recettes effectuées sur l'exercice 1883.

Hainaut.	Liège	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.	TOTAL.	Observations.
2.20	"	"	"	"	4.43	
27,425.16	22,080.23	575.35	2,358.84	11,155.88	100,041.12	
681,172.45	584,800.19	11,931.54	54,270.53	209,667.05	4,545,888.72	

"	"	450. "	"	"	450. "	
"	12,100. "	91,455. "	"	"	240,991.36	
71,489.55	79,062. "	79,262.26	"	7,219.26	735,956.64	
1,500. "	"	"	"	"	1,884.75	
"	6,505.50	6,606.20	"	"	88,552.19	
5,122.79	5,852. "	14,460.82	"	153.78	107,710.24	
159,314.36	184,544. "	302,100.55	"	77,405.90	2,197,172.59	
28.55	"	2,171.40	"	"	3,922.35	
11,560.80	10,581.10	15,555.60	"	"	86,206.85	
1,609.69	12,707.25	18,078.51	"	1,472.48	208,125.10	
121,515.20	2,844. "	"	"	"	184,595.20	
187,355.07	6,156. "	"	"	"	309,904.35	
"	"	"	96.44	"	96.44	
489.69	1,807.02	"	1,012.58	100. "	11,677.62	
"	100. "	"	"	"	480.08	
5,904,528.04	2,164,838.98	4,057,998.16	57,075.87	641,715.61	28,274,387.46	

614,866.12	127,758.32	82,559.52	45,548.56	141,740.82	3,467,252.78
2,442,574.57	500,601.59	529,295.08	179,576.87	569,858.32	13,792,848.90

"	"	"	"	"	5,284.89
"	"	"	"	"	15,006.80

ANNEXE AU TABLEAU LITT. F (suite).

		Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.
SUCRES ÉTRANGERS.					
1 ^o Quantités	à fr. 48 07 les 100 kil (kil.).	567,427.1	82,730.4	72,475.5	80,116.°
	— 45 " — (id.).	10,527,735.°	1,141,031.7	22,568.°	1,435,051.4
	— 40 91 — (id.).	1,476,516.6	572,672.8	"	745,032.4
	— 34 26 — (id.).	266,009.8	65,128.5	7,475.°	506,504.°
	— 34 70 — (id.).	11,370.°	"	"	"
	— 31 15 — (id.).	2,182.°	"	"	"
2 ^o Recettes effectuées. fr.	2,486,842 04	522,293 70	44,407 48	626,047 42	

SUCRES DE BETTERAVE INDIGÈNES.

1 ^o Quantités à 45 francs les 100 kil. (kil.).	14,981,024.°	10,625,138.°	4,676,960.°	8,624,952.°
2 ^o Recettes effectuées. fr.	515,810 32	150,934 52	150,732 28	13,234 40

GLUCOSES.

1 ^o Quantités à 4 francs par hectolitre de capacité . . . (hec.).	6,973.°	25,996.71	"	52,079.81
2 ^o Recettes effectuées. fr.	27,892 °	100,163 09	"	128,728 57

TABAC.

1 ^o Superficie à fr. 1 50 par are de culture (hectares).	0.06	24.63	599.95	114.50
2 ^o Recettes effectuées. fr.	0 °	3.694 50	89,877 °	16,921 50

Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.	Total.	Observations.
2,000. »	12,441. »	»	»	»	617,190. »	
35,197.9	65,979. »	»	»	»	13,026,483. »	
279,195.8	20,431. »	»	»	»	2,892,748.6	
4,466.8	6,526. »	»	»	»	656,110.1	
»	»	»	»	»	11,370. »	
»	»	»	»	»	2,182. »	
136,663 12	45,565 05	»	»	»	3,862,518 81	

59,007,962. »	10,734,985. »	2,380,483. »	»	4,398,203. »	95,499,707. »
250,091 11	225,027 54	46,563 55	»	37,243 56	1,187,446 08

660.06	»	»	»	»	65,710.18
2,642 04	»	»	»	»	250,426 30

475.07	0.06	»	0.88	7.44	1,220.39
68,397 30	9 »	»	152 »	1,116 »	180,156 30

NOTE EXPLICATIVE

sur le développement des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre de l'exercice 1885.

ENREGISTREMENT.

(Lois des 22 frimaire an VII, 27 ventôse an IX, 31 mai 1824, 30 décembre 1832, 4 juin 1855, 5 juillet 1860, 1^{er} juillet 1869, 28 mars 1870, 24 mars 1873, 10 juillet 1877, 28 juillet 1879 et 7 août 1884.)

L'enregistrement est une formalité qui consiste dans la relation d'un acte ou d'une mutation sur un registre à ce destiné.

Les droits d'enregistrement sont fixes ou proportionnels, suivant la nature des actes et des mutations qui y sont assujettis.

Les droits fixes s'appliquent aux actes, soit civils, soit judiciaires ou extrajudiciaires, qui ne contiennent ni obligation, ni libération, ni condamnation, ni collocation ou liquidation de sommes et valeurs, ni transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles ou immeubles.

Les droits proportionnels sont établis pour les obligations, libérations, condamnations, collocations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toute transmission, entre vifs, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles.

Les taux et quotités des droits d'enregistrement, fixés par les articles 68 et 69 de la loi du 22 frimaire an VII, ont été successivement modifiés par les lois du 27 ventôse an IX, du 31 mai 1824, du 30 décembre 1832, sur le système monétaire, du 4 juin 1855, du 5 juillet 1860, du 1^{er} juillet 1869, du 28 mars 1870, du 24 mars 1873, du 10 juillet 1877 et du 28 juillet 1879. Ils ont été augmentés de 30 p. % additionnels par les lois budgétaires.

Lorsque, dans un acte quelconque, soit civil, soit judiciaire ou extrajudiciaire, il y a plusieurs dispositions indépendantes ou ne dérivant pas nécessairement les unes des autres, il est dû pour chacune d'elles, selon son espèce, un droit particulier.

Les bases des droits proportionnels sont indiquées aux articles 14 et 15 de la loi du 22 frimaire an VII, aux articles 16 et suivants de la loi du 31 mai 1824, aux articles 1 et 3 de la loi du 1^{er} juillet 1869, à l'article 6 de la loi du 24 mars 1873 et à l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1879.

Quand le prix énoncé dans un acte translatif de propriété ou d'usufruit de biens immeubles, à titre onéreux, paraît inférieur à la valeur vénale à l'époque de l'aliénation, par comparaison avec les fonds voisins de même nature, l'administration peut requérir une expertise, pourvu qu'elle en fasse la demande dans les deux années après le jour de l'enregistrement de l'acte.

Tout droit d'enregistrement perçu régulièrement ne peut être restitué, quels que soient les événements ultérieurs, sauf les cas prévus par la loi.

Les actes enregistrables en débet ou gratis sont indiqués à l'article 70 de la loi du 22 frimaire an VII, modifiée par des lois postérieures.

La naturalisation ordinaire était assujettie à un droit fixe de 500 francs (sans additionnels) et la grande naturalisation à un droit fixe d'enregistrement de 1,000 francs (sans additionnels), dans les cas prévus par les §§ 2 et 3 de l'article 2, et par l'article 16 de la loi du 27 septembre 1855. La loi du 7 août 1881 a réduit le taux :

La naturalisation ordinaire est maintenant assujettie à un droit de 250 francs (sans additionnels); la grande naturalisation est assujettie à un droit de 500 francs (sans additionnels).

Le droit d'enregistrement de la grande naturalisation est réduit à 250 francs, lorsque celui qui en est tenu a précédemment acquitté le droit établi sur la naturalisation ordinaire.

GREFFE.

(Lois des 21 ventôse an VII et 22 prairial an VII, décret du 12 juillet 1808, lois des 5 juillet 1860 et 28 juillet 1879.)

Les droits de greffe sont des impôts établis sur les actes et procès-verbaux faits aux greffes des tribunaux civils et de commerce, et sur les expéditions des actes et jugements de ces tribunaux.

Il y a trois sortes de droits de greffe : les droits de mise au rôle, les droits de rédaction et de transcription, et les droits d'expédition.

Le droit de mise au rôle ne peut être exigé qu'une seule fois; en cas de radiation, la cause est replacée gratuitement à la fin du rôle, et il y est fait mention du premier placement.

Les taux et quotités des droits de greffe, ainsi que les actes, procès-verbaux, et jugements qui y sont soumis, sont indiqués aux articles 3 et suivants de la loi du 21 ventôse an VII, aux articles 1 et 2 de la loi du 22 prairial an VII, et à l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 1808. Ils ont été modifiés par la loi monétaire du 30 décembre 1852, par les lois des 5 juillet 1860 et 28 juillet 1879, article 1^{er}. Les lois budgétaires les ont augmentés de 50 p. % additionnels.

HYPOTHÈQUES.

(Lois des 21 ventôse an VII, 5 janvier 1824, 50 mars 1841, 18 décembre 1851, 1^{er} juillet 1869, 24 mars 1875, 28 juillet 1879 et 21 août 1879.)

Les droits d'hypothèque se divisent en droit d'inscription et en droit de transcription.

Le premier est perçu à l'occasion de l'inscription des bordereaux de créances hypothécaires; il a pour base le capital de la créance inscrite.

Le second est payé lors de la transcription des actes emportant mutation entre vifs de biens immeubles, ou contenant acquisition, par licitation ou

autrement, de parts ou portions indivises de biens immeubles par un copropriétaire, et lors de la transcription des partages dans lesquels il y a retour ou plus-value frappant sur des immeubles.

Quand il y a lieu à inscription d'une même créance ou à la transcription d'un acte dans plusieurs bureaux, le droit est acquitté en totalité au premier bureau ; il n'est payé, pour chacune des autres inscriptions ou transcriptions, que le simple salaire du conservateur et le droit de timbre du registre.

Les inscriptions des hypothèques maritimes rentrent dans les termes de la législation en vigueur et donnent par suite lieu au droit d'inscription.

Plusieurs actes sont inscrits en débet et transcrits gratis : ils sont indiqués à l'article 23 de la loi du 21 ventôse an VII, à l'article 5 de la loi du 3 janvier 1824, à l'article 3 de la loi du 18 décembre 1851, etc.

Les droits d'hypothèque ont été augmentés de 25 p. % additionnels par les lois budgétaires.

SUCCESSIONS.

(Lois des 27 décembre 1817, 17 décembre 1851 et 28 juillet 1879.)

L'impôt établi sur les successions se distingue en :

- 1^o Droits de succession proprement dits ;
- 2^o Droits de mutation par décès ;
- 3^o Droits de mutation sur les successions en ligne directe ;
- 4^o Droits dus par les époux survivants ayant des enfants de leur commun mariage.

Les droits de succession sont perçus sur la valeur, déterminée conformément à l'article 11 de la loi du 29 décembre 1817 et à l'article 13 de la loi du 17 décembre 1851, de tous biens meubles et immeubles, sis en Belgique et à l'étranger, délaissés par tout habitant du royaume, quel que soit le lieu de son décès. L'habitant du royaume est celui qui y a établi son domicile ou le siège de sa fortune.

On déduit de la valeur, fixée comme il est dit, le montant des dettes constatées à charge du défunt par les actes qui en existent ou autres preuves légales. Le mode d'évaluation de ces dettes est réglé par l'article 12 de la loi de 1817, et par les articles 11, 12, 13 et 14 de celle de 1851.

La liquidation des droits est faite au pied de la déclaration que les héritiers et les légataires universels doivent déposer au bureau dans le ressort duquel le défunt avait son dernier domicile, dans les six, huit, douze ou vingt-quatre mois de la date du décès, selon que celui-ci a eu lieu dans le royaume, dans toute autre partie de l'Europe, en Amérique, en Afrique ou en Asie. Pendant six semaines, à partir du jour du dépôt de la déclaration, les parties sont admises à la rectifier en plus ou en moins, par des déclarations supplémentaires, sans qu'il puisse être exigé aucune amende.

Le taux de l'impôt varie d'après le degré de parenté entre le défunt et ses héritiers ou légataires, dans les limites tracées par l'article 17 de la loi de 1817 et par les articles 9 et 10 de celle de 1851.

Les droits sont exigibles dans les trois mois à compter du jour de l'expir-

ration des six semaines accordées pour la rectification de la déclaration. Toutefois quand l'usufruit de tout ou partie d'une succession est recueilli ou acquis par un héritier ou légataire, et la nue propriété par un autre, celui-ci peut, en fournissant caution, surseoir au paiement des droits jusqu'à la réunion de l'usufruit à la nue propriété.

Le Trésor public a, pour le recouvrement des droits, un privilège et une hypothèque légale définis par l'article 3 de la loi du 27 décembre 1817. En outre, tout étranger, héritier dans une succession mobilière, est obligé de fournir caution pour le paiement des droits de succession, frais et pénalités dont il pourrait être tenu envers l'État.

Toute succession dont l'actif net ne dépasse pas la somme de fr. 634.92 c., est exempte de droits.

Les articles 18, 19, 20 et 22 de la loi du 17 décembre 1851 donnent à l'administration les moyens de réprimer la fraude.

Les droits de mutation par décès constituent un impôt établi sur la valeur, déterminée conformément à l'article 11 de la loi de 1817, sans déduction de dettes, des biens immeubles sis en Belgique, recueillis ou acquis en propriété ou en usufruit par le décès de quelqu'un qui n'y est pas réputé habitant.

La déclaration est faite dans les délais indiqués ci-dessus, au bureau dans le ressort duquel les immeubles sont situés, et elle peut aussi être rectifiée, sans pénalité, dans les six semaines de la date du dépôt.

Le taux des droits diffère, suivant que les héritiers ou légataires appartiennent à la ligne directe ou collatérale du défunt, ou qu'ils lui sont étrangers.

Toutes les règles ci-dessus rappelées, relatives au paiement des droits, de même qu'à l'hypothèque légale de l'État et aux moyens de répression de la fraude, en tant qu'elles ont rapport aux immeubles, sont applicables aux droits de mutation par décès. Toutefois le débiteur ne peut jouir du sursis de paiement, et les droits sont exigibles, quel que soit le solde imposable.

Il est perçu à titre de *droits de mutation* un impôt à charge des héritiers, donataires ou légataires qui succèdent en ligne ascendante ou descendante à un habitant du royaume, et à charge de l'époux survivant, dans les cas prévus par les nos 2 et 3 de l'article 24 de la loi du 27 décembre 1817.

Cet impôt est exclusivement basé sur la valeur des immeubles situés dans le royaume et des rentes et créances hypothéquées sur les immeubles sis en Belgique, déduction faite des dettes hypothécaires grevant les biens soumis à l'impôt.

L'article 3 de la loi du 17 décembre 1851 indique un mode particulier d'évaluation des immeubles échus en ligne directe; l'évaluation des rentes est réglée par l'article 13; quant aux créances, elles sont estimées conformément à l'article 11 de la loi du 27 décembre 1817.

L'admission du passif, le paiement des droits, l'existence de l'hypothèque légale et les moyens de réprimer la fraude, sont soumis aux mêmes règles que les droits de succession, en tant qu'elles trouvent leur application.

La part de chaque héritier ou légataire et de l'époux survivant ne s'élevant pas, après déduction des dettes, à la somme de 1,000 francs, est exempte de l'impôt.

Ces quatre espèces de droits de succession ont été augmentées de 30 p. % par les Budgets annuels.

TIMBRE.

(Lois des 9 vendémiaire an VII, 15 brumaire an VII, 6 prairial an VII, 31 mai 1824, 21 mars 1830, 23 mai 1848, 20 juillet 1848, 29 décembre 1848, 14 août 1857, 20 juin 1867, 14 août 1873, 2 juillet 1875 et 28 juillet 1879)

L'impôt du timbre est établi sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires, et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi.

Il y a trois catégories de droits de timbre : le droit de timbre fixe, le droit de timbre proportionnel et le droit de timbre de dimension.

Les passeports, les permis de port d'armes de chasse, les permis de chasse au lévrier et les warrants, sont soumis au timbre fixe.

Le timbre proportionnel s'applique :

Aux effets négociables ou de commerce, billets et obligations non négociables, et aux mandats à terme ou de place en place ;

Aux bons de caisse, billets au porteur, obligations ou actions, et à tous autres effets à terme illimité ou payables après cinq ans de leur émission ;

Aux effets, récépissés, obligations, certificats ou actions résultant d'emprunts ouverts en Belgique au profit d'étrangers ;

Aux coupures.

Sont assujettis au timbre de dimension, tous actes et écritures non indiqués ci-dessus, ainsi que des journaux étrangers (*) et les affiches.

Il a de plus été créé, pour la facilité du commerce, un timbre nommé *adhésif*.

Les taux et qualités des droits de timbre sont fixés par les articles 1, 2, 3, 4, 5 de la loi du 21 mars 1839, par l'article 2 de la loi du 26 mai 1848, par les articles 1 et 2 de la loi du 20 juillet 1848, par l'article 1^{er} de la loi du 28 décembre 1848, par la loi du 29 décembre 1848, par l'article 8 de la loi du 14 août 1857, par l'article 3 de la loi du 20 juin 1867 et par l'article 3 de la loi du 28 juillet 1879. Ils sont affranchis de centimes additionnels.

L'impôt du timbre est perçu : 1^o par le débit, aux bureaux de distribution, des papiers timbrés à l'atelier général à Bruxelles ;

2^o Préalablement au timbrage à l'extraordinaire, au chef-lieu de chaque province ;

3^o A l'occasion du visa pour valoir timbre de certaines pièces déterminées, soit qu'elles aient pu être écrites sur papier libre sans contravention à la loi, soit qu'il y ait lieu de leur appliquer une pénalité ;

4^o Lors de l'inscription des créances ou de la transcription des mutations immobilières aux bureaux des hypothèques.

L'article 16 de la loi du 15 brumaire an VII, l'article 9 de celle du 23 mai 1824 et la loi du 23 mai 1848, etc., indiquent les actes et pièces qui sont exempts des droits et de la formalité du timbre.

(*) Les journaux étrangers ne sont assujettis au timbre qu'au cas où les journaux belges sont soumis à cet impôt à l'étranger (loi du 23 mai 1848). Ce droit a été totalement supprimé par la loi du 8 juin 1883.

ASSURANCES. — DROITS DE TIMBRE.

La loi du 26 août 1885 a frappé d'un droit de timbre spécial certaines assurances énumérées à l'article 2.

Les droits de timbre sont acquittés annuellement, en deux paiements, par les sociétés d'assurance et par les assureurs particuliers.

Les exemptions sont spécifiées à l'article 4. L'article 5 s'occupe de divers contrats d'assurance passés à l'étranger, qui sont affranchis du droit annuel, mais demeurent soumis au timbre par application de l'article 13 de la loi du 13 brumaire an VII, avant qu'il puisse en être fait usage dans le royaume.

L'article 12 de la loi rend les dispositions qui précèdent applicables à toute société d'assurances ou à tout assureur étranger opérant en Belgique.

Les articles 8, 9, 10, 11 et 12 donnent à l'administration les moyens de réprimer la fraude et comminent les pénalités.

(124)

DÉVELOPPEMENTS

des quantités et valeurs qui ont été soumises à l'application des tarifs en matière d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre pendant l'exercice 1883.

PREMIÈRE PARTIE.

Droits perçus d'après les taux existant antérieurement à la loi du 28 juillet 1879.

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie.

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.	TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.
<i>Actes civils.</i>			
Lois des 27 ventôse an IX, art. 3 et 15, et 5 juillet 1860, art. 5	» 30	»	»
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc	2 20	1	2 20
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, et juillet 1860, art. 5	4 40	»	»
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14, et 5 juillet 1860, art. 5	6 60	36	237 60
Lois des 22 frimaire an VII art. 68, § 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	11 »	»	»
Loi du 24 mai 1854, art. 21 sur les brevets d'invention	15 »	»	»
Lois des 8 janvier 1817, art. 106, sur la milice, et 5 juillet 1860, art. 5	14 »	»	»
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, et 5 juillet 1860, art. 5.	35 »	»	»
Droits partiels anciens.	»	»	» 02
TOTAL.			239 82
<i>Actes sous seing privé.</i>			
Lois des 27 ventôse an XI, art. 3 et 15, et 5 juillet 1860, art. 5.	» 50	6	3 »
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc.	2 20	2	4 40
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, et 5 juillet 1860, art. 5.	4 40	»	»
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14, et 5 juillet 1860, art. 5.	6 60	1	6 60
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	11 »	»	»
Loi du 24 mai 1854, art. 21, sur les brevets d'invention	15 »	»	»
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, et 5 juillet 1860, art. 5.	35 »	»	»
Droits partiels anciens.	»	»	»
TOTAL.			14 »

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie (suite).

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.	TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.
<i>Actes judiciaires.</i>			
Lois des 27 ventôse an IX, art. 5 et 15, et 5 juillet 1860, art. 5	• 50	•	•
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc.	2 20	4	8 80
Lois des 28 avril 1854, art. 610, sur les faillites, et 5 juillet 1860, art. 5	4	•	•
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, et 5 juillet 1860, art. 5.	4 40	4	17 00
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14 et 5 juillet 1860, art. 5	6 00	1	6 60
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	11 •	•	•
Loi du 24 mai 1854, art. 21, sur les brevets d'invention.	15 •	•	•
Lois des 8 janvier 1817, art. 196, sur la milice, et 5 juillet 1860, art. 5.	14 •	•	•
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 5, et 5 juillet 1860, art. 5.	22 •	•	•
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, et 5 juillet 1860, art. 5	33 •	1	33 •
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 7, et 5 juillet 1860, art. 5	55 •	•	•
Loi du 18 mai 1873, art. 11, sur les sociétés	50 •	•	•
	5,000 •	•	•
Droits partiels anciens.	•	•	•
TOTAL.		•	66 •
<i>Actes d'huissiers.</i>			
Lois des 27 ventôse an IX, art. 3 et 15, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	5	1 50
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, et 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc.	2 20	8	17 60
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, et 5 juillet 1860, art. 5	11 •	•	•
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 5, et 5 juillet 1860, art. 5.	22 •	•	•
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, et 5 juillet 1860, art. 5.	33 •	•	•
Droits partiels anciens.	•	•	•
TOTAL.		•	19 10

ment (fixes).

NOMBRE DE DROITS PERÇUS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	2	"	"	2	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	4	"	"	"	"	"	"	"
"	1	"	"	1	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	1	"	"	"	"	"	1	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	3	"	"	"	"
"	4	"	1	2	"	"	1	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie (suite).

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.	TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.	
<i>Résumé.</i>				
Lois des 27 ventôse an IX, art 3 et 15, et 5 juillet 1860, art. 5	» 50	9	4 50	
Lois des 22 frimaire an VII, art 68, § 1, 5 juillet 1860, art 5, etc	2 20	15	33 »	
Lois des 28 avril 1851, art. 610, sur les faillites, et 5 juillet 1860, art 5.	4 »	»	»	
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, et 5 juillet 1860, art 5.	4 40	4	17 60	
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14, et 5 juillet 1860, art. 5	6 60	38	250 80	
Lois des 22 frimaire an VII, art 68, § 4, et 5 juillet 1860, art 5.	11 »	»	»	
Loi du 24 mai 1854, art 21, sur les brevets d'invention	13 »	»	»	
Lois des 8 janvier 1817, art. 196, sur la milice, et 5 juillet 1860, art 5.	14 »	»	»	
Lois des 22 frimaire an VII, art 68, § 5, et 5 juillet 1860, art. 5.	22 »	»	»	
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, et 5 juillet 1860, art. 5.	35 »	1	35 »	
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 7, et 5 juillet 1860, art 5.	55 »	»	»	
Droits partiels anciens	»	»	» 02	
TOTAL	»	»	538 92	
 <i>Droits gradués. — Protêts et déclarations de refus de paiement.</i> <i>— Actes sous seing privé.</i>				
Loi du 10 juillet 1877, art. 15 .	}	Effets de moins de 500 francs	» 50	»
		— de 500 à 2,000 francs exclusivement	1 »	»
		— de 2,000 à 10,000 francs —	2 »	»
		— de 10,000 francs et plus	3 »	»
TOTAL	»	»	»	

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie (suite).

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.		TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.
<i>Actes d'huissiers.</i>				
Loi du 10 juillet 1877, art. 15 .	Effets de moins de 500 francs	» 50	»	»
	— de 500 à 2,000 francs exclusivement	1 »	»	»
	— de 2,000 à 10,000 francs —	2 »	»	»
	— de 10,000 francs et plus	5 »	»	»
TOTAL			»	»
<i>Résumé.</i>				
Loi du 10 juillet 1877, art. 15 .	Effets de moins de 500 francs	» 50	»	»
	— de 500 à 2,000 francs exclusivement	1 »	»	»
	— de 2,000 à 10,000 francs —	2 »	»	»
	— de 10,000 francs et plus	5 »	»	»
TOTAL			»	»
<i>Lettres de noblesse.</i>				
Loi du 31 mai 1824, art. 12		275 60	»	»
<i>Permis de changer de nom de famille.</i>				
Loi du 31 mai 1824, art. 12		137 80	»	»
<i>Naturalisations.</i>				
Ordinaires .	Loi du 15 février 1844, art. 1 ^{er}	500 »	»	»
Grandes . .		1,000 »	»	»
TOTAL			»	»

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie.

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Actes civils.</i>					
Baux	de pâturage et de nourriture d'animaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 15	"	"
	id. id.	Id.	" 50	"	"
	de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 50	"	"
	id. de personnes	Id.	" 60	"	"
	à cheptel et reconnaissance de bestiaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 2 ^o , 5 juillet 1860, art. 5.	" 50	"	"
	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, et 5 juillet 1860, art. 5.	" 25	654,160 "	1,655 40
	id.	Id.	1 "	720 "	7 20
	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	" 50	"	"
Ventes	de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 14 juin 1851, art. 5, et 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	"	"
	de marchandises	Loi du 5 juillet 1860, art. 1	2 60	"	"
	de marchandises neuves	Loi du 20 mai 1846, art. 11	6 50	"	"
	cessions, etc. de biens meubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o , et 7 ^o .	2 60	"	"
	d'immeubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o ,	5 20	72,280 "	5,768 56
	Retours ou plus-values de partages d'immeubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 5 ^o .	5 20	12,260 "	657 52
	Échanges de biens immeubles	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 4	" 60	"	"
	Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4 et 22 frimaire an VII, art. 69, § 7.	5 20	"	"
Cautionnements	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, et 5 juillet 1860, art. 5.	" 50	"	"
	garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	"	"
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 0, et 5 juillet 1860, art. 5.	" 12 1/2	1,280 "	1 60
	id.	Id.	" 50	720 "	3 60
Donations	mobilières	en ligne directe { par contrat de mariage.	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 5	" 50	"
		autres	Id.	" 60	"
	collatéraux	entre { par contrat de mariage.	Lois des 22 frim. an VII, art. 69, § 6, 2 ^o , 27 vent. an IX, art. 10, et 5 juill. 1860, art. 5.	1 60	"
		ou étrang. { autres	Id.	5 20	700 "	22 40
	immobilières	en ligne directe.	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 5	1 50	"
		entre { par contrat de mariage	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	5 20	"
	collatéraux { autres	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o .	6 50	"	
	ou étrang.	Loi du 24 mars 1875, art. 9	" 25	"	
	Prêts sur biens meubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	"	
	Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Loi du 24 mars 1875, art. 6	" 60	"	
	Ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage	Loi du 24 mars 1875, art. 8	" 70	"	
	Complément du droit sur les ouvertures de crédit	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 3 ^o .	1 50	700 "	9 10
	Obligations, cessions de créances, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o .	2 60	"	
	Constitutions de rentes, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	"	
	Quittances, libérations, remboursements, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 1 ^o .	1 50	"	
	Adjudications et marchés entre particuliers	Id.	" 60	"	
	Autres actes	"	" 60	"	
	Droits partiels anciens	"	2 60	"	
TOTAL.				"	6,075 58

TABLEAU LITT. K.
2^me partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX	VALEURS.	DROITS perçus.		
		DU DROIT par 100 fr.				
<i>Actes sous seing privé.</i>						
Baux	de pâturage et nourriture d'animaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 15	"	"	
	id. id.	Id.	" 30	"	"	
	de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 3 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 50	"	"	
	id. de personnes	Id.	" 60	"	"	
	à cheptel et reconnaissance de bestiaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 2 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 50	"	"	
	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, et 5 juillet 1860, art. 5	" 25	162,200 "	405 50	
Ventes	id.	Id.	1 "	13,540 "	135 40	
	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	" 30	"	"	
	de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 14 juin 1851, art. 5, 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	"	"	
	de marchandises	Loi du 5 juillet 1860, art. 1	2 60	"	"	
	de marchandises neuves	Loi du 20 mai 1846, art. 11	6 50	140 "	9 10	
	cessions, etc., de biens meubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o .	2 60	380 "	9 88	
	d'immeubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o .	5 20	70,220 "	3,063 44	
	Retours ou plus-values de partages d'immeubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 5 ^o .	5 20	200 "	10 40	
	Échanges de biens immeubles	Loi du 1 ^{er} juillet 1860, art. 4	" 60	"	"	
	Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 4, 22 frimaire an VII, art. 69, § 7.	5 20	780 "	40 56	
Cautions	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, et 5 juillet 1860, art. 5	" 30	"	"	
	garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	2,220 "	13 32	
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5.	" 12 ^{1/2}	20,016 "	25 02	
Donations	id.	Id.	" 50	5,720 "	28 80	
	mobilières	en ligne directe { par contrat de mariage.	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 5	" 50	"	"
		autres	Id.	" 60	"	"
	immobilières	entre collatéraux { par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	1 60	"	"
		autres	Id.	3 20	"	"
	en ligne directe	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 5	1 30	"	"	
entre collatéraux { par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5	3 20	"	"		
autres	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o .	6 50	8,760 "	589 40		
Prêts sur biens meubles	Loi du 24 mars 1875, art. 9	" 25	"	"		
Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	"	"		
Ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage	Loi du 24 mars 1875, art. 6	" 60	"	"		
Complément du droit sur les ouvertures de crédit	Loi du 24 mars 1875, art. 8	" 70	"	"		
Obligations, cessions de créances, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 3 ^o .	1 50	"	"		
Constitutions de rentes, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 2 ^o .	2 60	"	"		
Quittances, libérations, remboursements, etc.	Loi des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	" 60	"	"		
Adjudications et marchés entre particuliers	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 1 ^o .	1 30	2,220 "	28 80		
Autres actes.	"	" 60	"	"		
	"	2 60	1,800 "	53 80		
Droits partiels anciens	"	"	"	6 32		
Total				5,279 60		

(proportionnels).

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	0	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
4,380	84,960	33,800	2,880	20,280	13,740	"	1,320	780
500	500	8,040	"	3,060	300	"	360	780
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	140	"	"	"	"	"	"
380	"	"	"	"	"	"	"	"
340	61,940	1,540	4,600	880	1,220	500	1,800	4,200
"	"	"	"	200	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	780
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	3,220	"	"	"	"	"	"
"	"	20,016	"	"	"	"	"	"
"	"	5,720	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	8,760	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	2,220	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	1,800
"	"	"	"	"	"	"	"	"

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Actes judiciaires.</i>					
	de pâturages et de nourriture d'animaux . . .	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 15	"	"
	id. id.	Id.	• 50	"	"
Baux	de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	"	"
	id. de personnes	Id.	• 60	"	"
	à cheptel et reconnaissance de bestiaux . . .	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 2 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	"	"
	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 25	"	"
	id.	Id.	1	"	"
	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	"	"
	de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 15, 14 juin 1851, art. 5, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	"	"
Ventes	de marchandises	Loi du 5 juillet 1860, art. 1.	2 60	"	"
	de marchandises neuves	Loi du 20 mai 1846, art. 11	6 50	"	"
	cessions, etc., de biens meubles.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o	2 60	"	"
	d'immeubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o	5 20	8,600	447 20
	Retours ou plus-values de partages de biens immeubles.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 5 ^o .	5 20	1,000	52
	Échanges de biens immeubles	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 4	• 60	"	"
	Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles. . .	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, et 22 frimaire an VII, art. 69, § 7.	5 20	"	"
Cautionnements	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 15, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	"	"
	garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	"	"
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 12 1/2	"	"
	id.	Id.	• 50	"	"
Donations	mo- bilières	en ligne directe par contrat de mariage.	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 5.	• 50	"
		autres	Id.	• 60	"
	collatéraux ou étrang.	entre par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	1 60	"
		autres	Id.	3 20	"
	immo- bilières	en ligne directe	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 5.	1 30	"
		entre par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	5 20	"
	collatéraux ou étrang. autres	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o .	6 50	"	
	Prêts sur biens meubles	Loi du 24 mars 1875, art. 9	• 25	"	"
	Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	"	"
	Ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage . .	Loi du 24 mars 1875, art. 6	• 60	"	"
	Complément du droit sur les ouvertures de crédit. .	Id. art. 8	• 70	"	"
	Obligations, cessions de créances, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 5 ^o .	1 30	"	"
	Condamnations à des sommes et valeurs.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 9 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	"	"
	Constitutions de rentes, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o .	2 60	"	"
	Quittances, libérations, remboursements, etc. . .	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	"	"
	Adjudications et marchés entre particuliers . . .	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o .	1 30	"	"
	Dommages-intérêts prononcés par les tribunaux . .	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 8 ^o , et 27 ventôse an IX, art. 11.	2 60	"	"
	Autres actes.	"	2 60	"	"
	Publicat. tardives d'actes ou extraits d'actes de société.	Loi du 18 mai 1875 sur les sociétés, art. 11.	1 50 ^{0/100}	"	"
	Droits partiels anciens	"	"	"	"
TOTAL.					490 20

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Actes d'huissiers.</i>				
Baux	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, et 5 juillet 1860, art. 5.	» 25	»
	Id.	Id	1	»
Ventes	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	» 50	»
	de marchandises, etc.	Lois des 51 mai 1824, art. 13, 14 juin 1851, art. 5, et 5 juillet 1860, art. 5.	» 60	»
	de marchandises neuves.	Loi du 20 mai 1846, art. 11	6 50	»
	de marchandises	Loi du 5 juillet 1860, art. 1	2 60	»
	cessions, etc., de biens meubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o .	2 60	»
Cautionnements	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 51 mai 1824, art. 13, et 5 juillet 1860, art. 5.	» 50	»
	garanties et indemnités.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	» 60	»
	de baux à ferme ou à loyer.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, et 5 juillet 1860, art. 5.	» 12 ¹ / ₂	»
	Id.	Id.	» 50	»
Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	» 60	»	»
Obligations, cessions de créances, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 3 ^o .	1 50	»	»
Quittances, libérations, remboursements, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	» 60	»	»
Constitutions de rentes, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o .	2 60	»	»
Autres actes	»	» 60	»	»
Droits partiels anciens.	»	2 60	»	»
	TOTAL.			

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.	
<i>Résumé.</i>						
Baux	de pâturages et de nourriture d'animaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 15	•	•	
	id. id.	Id.	• 50	•	•	
	de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	•	•	
	id. de personnes	Id.	• 60	•	•	
	à cheptel et reconnaissance de bestiaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 2 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	•	•	
	à ferme ou à loyer.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, et 5 juillet 1860, art. 5	• 25	810,500 •	2,040 00	
Ventes	id.	Id.	1 •	14,200 •	142 60	
	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	•	•	
	de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 15, 14 juin 1851, art. 5, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	•	•	
	de marchandises	Loi du 5 juillet 1860, art. 1	2 60	•	•	
	de marchandises neuves.	Loi du 20 mai 1846, art. 11	6 50	140 •	9 10	
	cessions, etc., de biens meubles.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o .	2 60	580 •	9 88	
	d'immeubles	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o .	5 20	157,100 •	8,160 20	
	Retours ou plus-values de partages d'immeubles.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 5 ^o .	5 20	15,460 •	699 92	
	Echanges de biens immeubles	Loi du 1 ^{er} juillet 1860, art. 4	• 60	•	•	
	Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 4, et 22 frimaire an VII, art. 69, § 7.	5 20	780 •	40 56	
Cautonnements	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 15, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 50	•	•	
	garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	2,220 •	15 52	
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, et 5 juillet 1860, art. 5.	• 12 ¹ / ₂	21,206 •	26 62	
	id.	Id.	• 50	6,440 •	52 20	
Donations	mobilières	en ligne directe	par contrat de mariage.	Loi du 1 ^{er} juillet 1860, art. 5	• 50	•
		autres	Id.	• 60	•	•
	immobilières	entre collatéraux ou étrang.	par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	1 60	•
		autres	Id.	5 20	700 •	22 40
		en ligne directe	Loi du 1 ^{er} juillet 1860, art. 5	1 50	•	•
		entre collatéraux ou étrang.	par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5	5 20	•
	autres	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o .	6 50	8,760 •	580 40	
	Prêts sur biens meubles	Loi du 24 mars 1875, art. 9.	• 25	•	•	
	Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	•	•	
	Ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage	Loi du 24 mars 1875, art. 6	• 60	•	•	
	Complément du droit sur les ouvertures de crédit	Loi du 24 mars 1875, art. 8	• 70	•	•	
	Obligations, cessions de créances, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 5 ^o .	1 50	700 •	9 10	
	Condamnations à des sommes et valeurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 9 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	•	•	
	Constitutions de rentes, etc.	Loi du 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o .	2 60	•	•	
	Quittances, libérations, remboursements, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , et 5 juillet 1860, art. 5.	• 60	•	•	
	Adjudications et marchés entre particuliers	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o .	1 50	2,220 •	28 86	
	Dommages-intérêts prononcés par les tribunaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 8 ^o , et 27 ventôse an IX, art. 11.	2 60	•	•	
	Autres actes.	"	• 60	•	•	
	Public. tardives d'actes ou extraits d'actes de sociétés Droits partiels anciens.	Loi du 18 mai 1875 sur les sociétés, art. 11. "	2 60 1 30 ⁰ / ₁₀₀	1,500 • •	55 80 6 32	
TOTAL					11,854 18	

RÉCAPITULATION DES DROITS PERÇUS.

Droits d'enregistrement	{ (fixes) fr.	358 92
	{ (gradués)	»
Lettres de noblesse		»
Permis de changer de nom de famille		»
Naturalisations		»
Droits d'enregistrement (proportionnels)		11,854 18
		<hr/>
	TOTAL . . fr.	12,193 10
		<hr/>

TABEAU LITT. L.



DÉVELOPPEMENT

*des recouvrements sur les droits de greffe (fixes et proportionnels)
de l'exercice 1883.*



TABLEAU LITT. L.

Droit de greffe

NATURE DES ACTES, JUGEMENTS OU ARRÊTS.		TITRES de PERCEPTION.	TAUX DU DROIT.	NOMBRE de droits, de rôles et montant des VALEURS.	DROITS perçus.
Mises au rôle.	Causes sommaires et provisoires.	Lois des 21 vent. an VII, art. 8, et 5 juillet 1860, art. 5.	2 °	"	"
	— de 1 ^{re} instance et appels des juges de paix.		4 °	"	"
	Appels des tribunaux civils et de commerce		7 °	"	"
Rédaction et transcription.	Adjudications.	Décret du 12 juillet 1868, art. 1, 2°.	+ 32 ¹ / ₂ %	"	"
	Bordereaux de collocation		+ 65%	"	"
	Dépôts de collocation	Décret du 12 juillet 1868, art. 1, 1°, et loi du 5 juill. 1860, art. 5.	+ 32 ¹ / ₂ %	"	"
	Dépositions de témoins.		° 70	"	"
	Actes de voyage.		1 70	"	"
	Acceptations de successions		1 70	"	"
	Dépôts d'états de créances		2 °	"	"
Transcriptions de saisies et dépôts d'états d'in- scriptions	Décret du 12 juillet 1868, art. 1, 2°, et loi du 5 juill. 1860, art. 5.	4 °	"	"	
Expédition.	Jugements et arrêts préparatoires.	Lois des 21 vent. an VII, art. 9, et 5 juillet 1860, art. 5.	1 40	"	"
	Jugements provisoires et définitifs en matière commerciale.		1 40	"	"
	Jugements définitifs des tribunaux civils de 1 ^{re} instance.	Lois des 21 vent. an VII, art. 8, et 5 juillet 1860, art. 5. Lois des 21 vent. an VII, art. 7, et 5 juillet 1860, art. 5.	1 70	"	"
	Arrêts définitifs des Cours d'appel.		2 80	"	"
Droits partiels anciens		"	"	"	"
			TOTAL. fr.		"

TABLEAU LITT. M.

Droits

NATURE DES ACTES.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX du droit par 100 ou par 1,000 francs.	VALEURS.	DROITS perçus.
	Loi du 5 janvier 1824, art. 8 .	» 52 (fixe.)	»	»
Inscriptions	Loi du 24 mars 1875, art. 7 .	» 65 ⁰ / ₁₀₀	45,000 »	27 05
	Loi du 24 mars 1875, art. 8 .	» 65 ⁰ / ₁₀₀	»	»
	Lois des 21 ventôse an VII, art. 20, et 3 janv. 1824, art. 1 .	1 25 ⁰ / ₁₀₀	42,400 »	53 »
	Droits minima	Loi du 5 janvier 1824, art. 8 .	»	»
	Échanges d'immeubles . . .	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 7 .	»	»
Transcriptions.	Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles	Loi du 1 ^{er} juillet 1869, art. 7 .	»	»
	Retours ou plus-values de partages d'immeubles	Loi du 18 déc. 1851, art. 1 .	»	»
	Mutations d'immeubles . . .	Loi du 30 mars 1841	»	»
	Ventes de biens domaniaux	» 62 ¹ / ₂ ⁰ / ₁₀₀	»	»
Droits partiels		»	»	» 02
				4
			TOTAL . . . fr.	80 97

TABLEAU LITT. N.

Droits de

NATURE DES TRANSMISSIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Successions. — Propriété.</i>				
Entre époux sans enfants	Loi du 27 décembre 1817, art. 17. . .	5 20	97,154 90	5,052 06
Entre frères et sœurs (<i>ab intestat</i>)	Loi du 17 décembre 1851, art. 9 . . .	6 50	3,426,889 36	222,747 81
Entre frères et sœurs (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Loi du 27 décembre 1817, art. 17. . .	13 "	101,586 74	24,906 28
Entre neveux ou nièces, etc. (<i>ab intestat</i>)	Id.	7 80	2,484,402 78	103,783 42
Entre neveux ou nièces, etc. (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Id.	15 "	240,573 75	31,274 50
Entre autres parents	Id.	13 "	1,928,078 21	250,650 17
Entre personnes non parentes	Id.	15 "	3,042,446 14	512,518 "
Recueillies par des enfants adoptifs ou leurs descendants	Loi du 17 décembre 1851, art. 9 . . .	7 80	40,606 53	3,174 53
Recueillies par des enfants naturels appelés à défaut de parents au degré successible	Loi du 17 décembre 1851, art. 10. . .	13 "	"	"
Accroissements par suite de renonciation	Loi du 17 décembre 1851, art. 15 . . .	13 "	131 08	17 04
Transmissions de brevets d'invention	Loi du 24 mai 1854, art. 21	13 "	"	"
Compléments du droit de 15 p. % . . . . .	. . . . .	3 00	1,247 69	48 66
<i>Successions. — Usufruit.</i>				
Entre époux sans enfants	Loi du 27 décembre 1817, art. 17. . .	2 00	3,337 69	86 78
Entre frères et sœurs (<i>ab intestat</i>).	Loi du 17 décembre 1851, art. 9 . . .	3 25	93,958 78	3,053 66
Entre frères et sœurs (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Loi du 27 décembre 1817, art. 17. . .	6 50	8,947 54	581 50
Entre neveux ou nièces, etc. (<i>ab intestat</i>).	Id.	3 90	"	"
Entre neveux ou nièces, etc. (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Id.	6 50	"	"
Entre autres parents	Id.	6 50	1,372 "	89 18
Entre personnes non parentes	Id.	6 50	1,846 15	120 "
Recueillies par des enfants adoptifs ou leurs descendants	Loi du 17 décembre 1851, art. 9 . . .	3 90	"	"
Recueillies par des enfants naturels appelés à défaut de parents au degré successible	Loi du 17 décembre 1851, art. 10 . . .	6 50	"	"
Accroissements par suite de renonciation	Loi du 17 décembre 1851, art. 15 . . .	6 50	"	"
	A REPORTER. . . fr.			1,248,103 57

TABLEAU LITT. N (suite).

Droits de

NATURE DES TRANSMISSIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Successions. — Rétributions périodiques.</i>				
	REPORT			1,248,103 57
Entre époux sans enfants	Loi du 27 décembre 1817, art. 17 . . .	5 20	"	"
Entre frères et sœurs (<i>ab intestat</i>)	Loi du 17 décembre 1851, art. 9 . . .	6 50	"	"
Entre frères et sœurs (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Loi du 27 décembre 1817, art. 17 . . .	15 "	"	"
Entre neveux ou nièces, etc. (<i>ab intestat</i>).	Id.	7 80	"	"
Entre neveux ou nièces, etc. (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Id.	15 "	"	"
Entre autres parents.	Id.	15 "	"	"
Entre personnes non parentes.	Id.	15 "	"	"
	TOTAL			1,248,103 57
<i>Mutations par décès. — Propriété.</i>				
En ligne directe	Loi du 27 décembre 1817, art. 17 . . .	1 30	55,977 68	727 71
En ligne collatérale ou entre personnes non parentes.	Id.	6 50	22,485 06	1,461 53
Échues à des enfants adoptifs ou à leurs descendants.	Loi du 17 décembre 1851, art. 9 . . .	6 50	"	"
Échues à des enfants naturels appelés à défaut de parents au degré successible	Loi du 17 décembre 1851, art. 10 . . .	6 50	"	"
<i>Mutations par décès. — Usufruit.</i>				
En ligne directe	Loi du 27 décembre 1817, art. 17 . . .	" 65	"	"
En ligne collatérale ou entre personnes non parentes	Id.	3 25	6,094 14	217 56
Échues à des enfants adoptifs ou à leurs descendants.	Loi du 17 décembre 1851, art. 9 . . .	3 25	17,060 "	554 45
Échues à des enfants naturels appelés à défaut de parents au degré successible	Lois des 17 décembre 1851, art. 10. . .	3 25	"	"
	TOTAL			2,961 25
<i>Mutations par successions en ligne directe. — Propriété.</i>				
Recueillies par des ascendants	Loi du 17 décembre 1851, art. 1 et 4 . . .	1 50	21,016 02	284 02
— par des descendants légitimes.	Id.	1 50	6,208,149 21	80,705 94
— par des descendants naturels	Id.	1 50	40,656 16	528 53
<i>Mutations par successions en ligne directe. — Usufruit.</i>				
Recueillies par des ascendants	"	" 65	"	"
— par des descendants légitimes	"	" 65	"	"
— par des descendants naturels	"	" 65	"	"
	TOTAL			81,519 39

TABLEAU LITT. N (suite).

Droits de

NATURE DES TRANSMISSIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Mutations par successions entre époux. — Propriété.</i>				
Entre époux ayant des enfants de leur commun mariage ou des descendants d'eux	Loi du 17 décembre 1851, art. 1 et 4 .	1 50	40,042 50	520 55
<i>Mutations par successions entre époux. — Usufruit.</i>				
Entre époux ayant des enfants de leur commun mariage ou des descendants d'eux	Loi du 17 décembre 1851, art. 1 et 4.	» 65	65,504 59	425 78
Pensions ou rétributions périodiques recueillies entre époux et dues par des enfants d'un précédent mariage ou par des descendants d'eux	Id.	» 65	»	»
TOTAL				946 33
RECAPITULATION DES DROITS PERÇUS.				
Droits de succession fr.				1,248,103 57
Droits de mutation par décès				2,961 25
Id.	sur les succession en ligne directe			81,519 59
Id	id. entre époux			946 33
TOTAL				1,335,530 54

succession.

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
.	10,750	.	.	20,292 30	.	.	.	.
.	20,435 84	20,313 84	8,901 55	14,009 23	2,015 38	510 77	.	.
.

TABLEAU LITT. O.
1^{re} partie.

Droits de

DÉSIGNATION DES TIMBRES.	TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timbres débités.	MONTANT des droits perçus.	
TIMBRES FIXES.	Passeports	à l'intérieur.	Loi du 21 mars 1839, art. 3	2 »	»
			(Délivrés gratis). . .	»	»
	à l'étranger.	Loi du 21 mars 1839, art. 3	8 »	»	»
		(Délivrés gratis). . .	»	»	»
	Permis de port d'armes de chasse. . .	Lois du 29 déc. 1848 (Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1849).	32 »	»	»
			TOTAL . . .	»	
		» 10	»	»	
		» 25	»	»	
		» 50	»	»	
		1 »	»	»	
		1 50	»	»	
		2 »	»	»	
		2 50	»	»	
		3 »	»	»	
		3 50	»	»	
		4 »	»	»	
		4 50	»	»	
		5 »	»	»	
		5 50	»	»	
		6 »	»	»	
TIMBRES PROPORTIONNELS pour effets de commerce	Loi du 20 juillet 1848, art. 1 ^{er}	6 50	»	»	
		7 »	»	»	
		7 50	»	»	
		8 »	»	»	
		8 50	»	»	
		9 »	»	»	
		9 50	»	»	
		10 »	»	»	
		10 50	»	»	
		11 »	»	»	
		11 50	»	»	
		12 »	»	»	
12 50	»	»			
20 »	»	»			
25 »	»	»			
50 »	»	»			
			TOTAL . . .	»	

TABLEAU LITT. O.
1^{re} partie (suite).

Droits de

DÉSIGNATION DES TIMBRES.	TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timbres débités.	MONTANT des droits perçus.
		» 10	»	»
		» 25	»	»
		» 50	»	»
		1 »	»	»
		1 50	»	»
		2 »	»	»
		2 50	»	»
		3 »	»	»
		3 50	»	»
		4 »	»	»
		4 50	»	»
		5 »	»	»
		5 50	»	»
		6 »	»	»
		6 50	»	»
		7 »	»	»
		7 50	»	»
		8 »	»	»
		8 50	»	»
		9 »	»	»
		9 50	»	»
		10 »	»	»
		10 50	»	»
		11 »	»	»
		11 50	»	»
		12 »	»	»
		12 50	»	»
		15 »	»	»
		17 50	»	»
		20 »	»	»
		22 50	»	»
		25 »	»	»
		30 »	»	»
		35 »	»	»
		40 »	»	»
		45 »	»	»
		50 »	»	»
Timbres adhésifs pour effets de commerce créés à l'étranger payables en Belgique:	Lois des 20 juill. 1848, art. 1, et 14 août 1857, art. 8.			
			TOTAL.	»

TABEAU LITT. O.
1^{re} partie (suite).

Droits de

DÉSIGNATION DES TIMBRES.	TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timbres débités.	MONTANT des droits perçus.
TIMBRES ADHÉSIFS pour effets de commerce créés à l'étranger payables à l'étranger	Loi du 14 août 1857, art 8	» 05	1	»
		» 15	»	»
		» 25	»	»
		» 50	»	»
		» 75	»	»
		1 »	»	»
		1 25	»	»
		1 50	»	»
		1 75	»	»
		2 »	»	»
		2 25	»	»
		2 50	»	»
		2 75	»	»
		3 »	»	»
		3 25	»	»
		3 50	»	»
		3 75	»	»
		4 »	»	»
		4 25	»	»
		4 50	»	»
		4 75	»	»
		5 »	»	»
		5 25	»	»
		5 50	»	»
		5 75	»	»
		6 »	»	»
6 25	»	»		
6 50	»	»		
6 75	»	»		
7 »	»	»		
7 50	»	»		
8 »	»	»		
8 75	»	»		
10 »	»	»		
11 25	»	»		
12 50	»	»		
15 »	»	»		
17 50	»	»		
20 »	»	»		
22 50	»	»		
25 »	»	»		
			TOTAL . . .	»
TIMBRES ADHÉSIFS pour affiches	Loi du 18 décembre 1875, art. 2	» 05	»	»
		» 08	»	»
		» 07	»	»
		» 08	»	»
		» 09	»	»
		» 10	»	»
		» 11	»	»
» 12	»	»		
			TOTAL . . .	»
TIMBRES DE DIMENSION. Petit papier Moyen papier Grand papier Grand registre Registre pour les hypothèques	Loi du 21 mar 1859, art. 1	» 25	»	»
		» 45	»	»
		» 90	»	»
		1 20	»	»
		1 60	»	»
2 40	»	»		
2 50	»	»		
			TOTAL . . .	»

TABLEAU LITT. O.
2^{me} partie.

Droits de timbre

DÉSIGNATION DES TIMBRES.	TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timb. appliqués.	MONTANT des droits perçus.		
TIMBRES FIXES. — Warrants	Loi du 18 novembre 1862, art. 22.	* 25	"	"		
		" 10	"	"		
		" 25	"	"		
		" 50	"	"		
		1 "	"	"		
		1 50	"	"		
		2 "	"	"		
		2 50	"	"		
		3 "	"	"		
		3 50	"	"		
		4 "	"	"		
		4 50	"	"		
		5 "	"	"		
		5 50	"	"		
		TIMBRES PROPORTIONNELS pour effets négociables ou de commerce, billets et obligations non négociables, et mandats de place en place.	Loi du 20 juillet 1848, art 1.	6 "	"	"
				6 50	"	"
				7 "	"	"
7 50	"			"		
8 "	"			"		
8 50	"			"		
9 "	"			"		
9 50	"			"		
10 "	"			"		
10 50	"			"		
11 "	"			"		
11 50	"	"				
12 "	"	"				
12 50	"	"				
20 "	"	"				
25 "	"	"				
50 "	"	"				
			A REPORTER. . . fr.	"		

TABLEAU LITT. O.
2^{me} partie (suite).

Droits de timbre

DÉSIGNATION DES TIMBRES.		TITRES de perception.	TAUX de droit.	NOMBRE de timb. appliqués.	MONTANT des droits perçus.
TIMBRES PROPORTIONNELS (suite).	Billets au porteur (50 centimes par mille francs de la moyenne des billets tenus en circulation.)	Loi du 10 sept. 1862.		REPORT. .fr.	»
			» 01	»	»
			» 50	»	»
			1 »	»	»
			2 »	»	»
			3 »	»	»
			4 »	»	»
			5 »	»	»
			6 »	»	»
			7 »	»	»
	8 »	»	»		
	9 »	»	»		
	10 »	»	»		
	Bons de caisse, billets au porteur, obligations ou actions, et tous autres effets à terme illimité ou payables après cinq ans de leur émission.	Lois des 21 mars 1859, art. 1, § 2, 2 ^e et 20 juillet 1848.	1 50	»	»
			5 »	»	»
6 »			»	»	
9 »			»	»	
15 »			»	»	
TIMBRES DE DIMENSION.	Effets, récépissés, obligations, certificats, ou actions résultant d'emprunts ouverts en Belgique au profits d'étrangers.	Loi du 21 mars 1859, art. 1, § 2, 3 ^e		TOTAL. . .	»
			» 25	»	»
			» 45	»	»
			0 90	»	»
			1 20	»	»
			1 60	»	»
			2 40	»	»
			» 05	»	»
			» 06	»	»
			» 07	»	»
	» 08	»	»		
	Petit Papier	Lois des 21 mars 1859, art. 1, § 1, et du 28 déc. 1848, art. 1.	» 09	»	»
			» 10	»	»
			» 11	»	»
			» 12	»	»
» 13			»	»	
Moyen papier.	Loi du 21 mars 1859, art. 4.	» 14	»	»	
		» 15	»	»	
			TOTAL. .fr.	»	
Grand papier.					
Grand registre					
Affiches					

TABLEAU LITT. O.
3^{me} partie.

Droits de

DÉSIGNATION DES TIMBRES.		MONTANT des droits perçus.
TIMBRES PROPORTIONNELS		»
TIMBRES DE DIMENSION	{ autres que des journaux étrangers	»
	{ des journaux étrangers	»
TOTAL		»
RÉCAPITULATION DES PRODUITS.		
DÉBIT	Timbres fixes	»
	— proportionnels pour effet de commerce	»
	— adhésifs pour effets de commerce créés à l'étranger, payables en Belgique	»
	— — — — — payables à l'étranger	»
	— adhésifs pour affiches	»
	— de dimension	»
TIMBRAGE À L'EXTRAORDINAIRE.	Timbres fixes	»
	— proportionnels	»
	— de dimension	»
Visa pour valoir timbre		»
TOTAL		»

(168)

DÉVELOPPEMENTS

des quantités et valeurs qui ont été soumises à l'application des tarifs en matière d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre pendant l'exercice 1885.

DEUXIÈME PARTIE.

Droits perçus d'après les taux établis par la loi du 28 juillet 1879.

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie.

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.	TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.
<i>Actes civils.</i>			
Lois des 27 ventôse an IX, art. 3 et 15, 5 juillet 1860, art. 5, et du 28 juillet 1879, art. 1.	° 60	775	465 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc., et 28 juillet 1879, art. 1	2 40	103,060	247,344 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	4 70	9,373	44,053 10
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	7 °	31,308	210,156 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	12 °	2	24 °
Lois des 24 mai 1854, art. 21, sur les brevets d'invention, et 28 juillet 1879, art. 1	14 °	16	224 °
Lois des 1 ^{er} avril 1879, art. 7, sur les marques de fabrique, et 28 juillet 1879, art. 1	14 °	1	14 °
Lois des 8 janvier 1817, art. 196, sur la milice, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	15 °	699	10,485 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	35 °	448	15,680 °
Droits partiels anciens	°	°	59 88
TOTAL			537,504 98
<i>Actes sous seing privé.</i>			
Lois des 27 ventôse an IX, art. 3 et 15, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	° 60	15,481	9,288 60
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc., et 28 juillet 1879, art. 1	2 40	57,415	137,796 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	4 70	120	564 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	7 °	3,099	21,693 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	12 °	4	48 °
Lois des 24 mai 1854, art. 21, sur les brevets d'invention et 28 juillet 1879, art. 1	14 °	78	1,092 °
Lois des 1 ^{er} avril 1879, art. 7, sur les marques de fabrique, et 28 juillet 1879, art. 1	14 °	12	108 °
Lois des 8 janvier 1817, art. 196, sur la milice, 5 juillet 1860, art. 5 et 28 juillet 1879, art. 1	15 °	7	105 °
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	35 °	213	7,453 °
Droits partiels anciens	°	°	20 97
TOTAL			176,230 57

ment (fixes).

NOMBRE DE DROITS PERÇUS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
105	91	21	30	105	64	75	162	124
9,886	25,950	8,085	11,825	19,269	12,624	2,994	4,922	8,027
859	2,364	1,585	1,700	1,269	910	127	240	321
2,713	6,750	3,344	5,225	6,765	2,524	1,229	1,155	1,629
"	1	"	"	"	"	"	"	1
1	15	"	1	1	"	"	"	"
"	1	"	"	"	"	"	"	"
128	201	118	102	26	72	3	30	19
51	66	41	50	104	65	0	27	35
"	"	"	"	"	"	"	"	"
1,078	7,280	696	640	1,720	2,917	254	234	662
6,290	19,645	4,082	5,451	7,968	7,734	1,591	2,989	3,656
24	22	24	10	6	27	2	5	"
354	752	314	393	404	579	147	190	166
2	"	2	"	"	"	"	"	"
"	75	"	"	3	"	"	"	"
"	10	"	1	"	1	"	"	"
"	7	"	"	"	"	"	"	"
19	114	"	8	51	1	19	1	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie (suite).

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.	TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.
<i>Actes judiciaires.</i>			
Lois des 27 ventôse an IX, art. 3 et 15, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	• 60	2,924	1,754 40
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc., et 28 juillet 1879, art. 1	2 40	29,156	69,974 40
Lois des 28 avril 1851, art. 610, sur les faillites, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	4 20	3	12 60
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	4 70	46,180	217,046 •
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	7 •	10,202	154,414 •
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	12 •	721	8,652 •
Lois des 24 mai 1854, art. 21, sur les brevets d'invention, et 28 juillet 1879, art. 1	14 •	4	56 •
Lois des 8 janvier 1817, art. 106, sur la milice, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	15 •	•	•
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	23 •	1	25 •
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	35 •	672	23,520 •
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 7, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	58 •	10	580 •
Lois des 18 mai 1875, art. 11, sur les sociétés, et 28 juillet 1879, art. 1	68 •	12	816 •
Droits partiels anciens	5,000 •	•	•
	•	•	98 90
TOTAL			456,947 50
<i>Actes d'huissiers.</i>			
Lois des 27 ventôse an IX, art. 3 et 15, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	• 60	35,091	21,054 60
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc., etc., et 28 juillet 1879, art. 1	2 40	198,582	476,116 80
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	12 •	451	5,412 •
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	23 •	1,107	27,551 •
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	35 •	16	560 •
Droits partiels anciens	•	•	101 24
TOTAL			530,775 64

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie (suite).

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.	TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.		
<i>Résumé.</i>					
Lois des 27 ventôse an IX, art. 3 et 15, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	0 60	54,271	32,562 60		
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, 5 juillet 1860, art. 5, etc, et 28 juillet 1879, art. 1	2 40	588,013	931,251 20		
Lois des 28 avril 1851, art. 610, sur les faillites, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	4 20	5	12 60		
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 2, 14 juin 1851, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	4 70	55,675	261,665 10		
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 3, 27 ventôse an IX, art. 12 et 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1,	7 "	55,609	375,265 "		
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	12 "	1,178	14,136 "		
Lois des 24 mai 1854, art. 21, sur les brevets d'invention et 28 juillet 1879, art. 1	14 "	98	1,372 "		
Lois des 1 ^{er} avril 1879, art. 7, sur les marques de fabrique, et 28 juillet 1879, art. 1	14 "	15	182 "		
Lois des 8 janvier 1817, art. 106, sur la milice, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	15 "	700	10,500 "		
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	25 "	1,198	27,554 "		
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 6, 27 ventôse an IX, art. 14, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	35 "	1,549	47,215 "		
Lois des 22 frimaire an VII, art. 68, § 7, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	58 "	10	580 "		
Lois des 18 mai 1873, art. 11, sur les sociétés, et 28 juillet 1879, art. 1	68 "	12	816 "		
Droit partiels anciens	"	"	280 00		
TOTAL			1,703,458 49		
<i>Droits gradués. — Protêts et déclarations de refus de paiement. — Actes sous seing privé.</i>					
Loi du 10 juillet 1877, art. 13	}	Effets de moins de 500 francs	0 50	8,925	4,462 50
		— de 500 à 2,000 francs exclusivement	1 "	796	796 "
		— de 2,000 à 10,000 francs —	2 "	68	136 "
		— de 10,000 francs et plus	3 "	1	3 "
TOTAL				5,397 50	

TABLEAU LITT. K.
1^{re} partie (suite).

Droits d'enregistre

TITRES DE PERCEPTION.		TAUX du DROIT.	NOMBRE de DROITS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.
<i>Actes d'huissiers.</i>				
Loi du 10 juillet 1877, art. 13 .	Effets de moins de 500 francs	» 50	212,342	106,171
	— de 500 à 2,000 francs exclusivement	1 »	54,260	54,260
	— de 2,000 à 10,000 francs —	2 »	6,276	12,552
	— de 10,000 francs et plus	5 »	308	1,194
TOTAL				164,177
<i>Résumé.</i>				
Loi du 10 juillet 1877, art. 13 .	Effets de moins de 500 francs	» 50	221,267	110,655 50
	— de 500 à 2,000 francs exclusivement	1 »	55,056	55,056
	— de 2,000 à 10,000 francs —	2 »	6,344	12,688
	— de 10,000 francs et plus	5 »	599	1,197
TOTAL				159,574 50
<i>Lettres de noblesse.</i>				
Lois des 31 mai 1824, art. 12, et 28 juillet 1879, art. 1.		290 »	5	870 »
<i>Permis de changer de nom de famille.</i>				
Lois des 31 mai 1824, art. 12, et 28 juillet 1879, art. 1.		145 »	6	870 »
<i>Naturalisations.</i>				
Ordinaires	Lois des 15 février 1844, art. 1 ^{er} , et 7 août 1881, art. 1 et 2,	250 »	49	12,250 »
Grandes		500 »	45	21,500 »
Grandes		250 »	18	4,500 »
TOTAL				58,250 »

ment (fixes).

NOMBRE DE DROITS PERÇUS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
17,715	72,566	10,286	12,012	45,528	33,027	2,969	6,147	12,202
2,360	10,682	1,228	1,009	6,411	3,334	266	517	1,795
530	3,294	187	288	1,087	446	56	76	302
161	145	12	16	40	13	.	5	x
19,650	74,268	10,415	12,401	45,755	36,001	3,110	6,260	13,209
2,622	16,917	1,247	1,603	6,454	3,462	274	335	1,852
555	3,317	187	292	1,092	458	57	77	309
161	145	12	16	41	13	.	5	8
"	3	"	"	"	"	.	"	"
"	2	"	5	"	"	.	"	1
3	16	1	3	6	6	3	5	4
11	8	2	2	6	10	"	2	2
7	8	"	"	3	"	"	"	"

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie.

Droits d'engistrement

NATURE DES CONVENTIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Actes civils.</i>				
de pâturage et de nourriture d'animaux . . .	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 20	7,640 »	15 28
id. id.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 35	21,020 »	75 57
de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	» 52 ¹ / ₂	151,409 22	492 08
Baux — de personnes.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	» 65	97,760 »	653 44
à cheptel et reconnaissance de bestiaux . . .	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 1, 2 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 35	89,580 »	313 55
à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 30	38,044,640 »	114,155 92
id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	1 »	12,067,260 »	120,072 60
de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 35	580 »	1 35
de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 14 juin 1851, art. 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	25,054,540 »	153,754 51
Ventes de marchandises	Lois des 5 juillet 1860, art. 1, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	403,780 »	10,002 06
de marchandises neuves.	Lois des 20 mai 1840, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 4.	6 50	44,180 »	2,871 70
cessions, etc., de biens meubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	19,980,740 »	530,479 98
d'immeubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	245,442,640 »	13,580,345 90
Ventes de biens domaniaux	Lois des 15 floréal an X, art. 6, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	483,140 »	13,044 78
Retours ou plus-values de partages d'immeubles . . .	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 7, 5 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	2,898,540 »	159,408 70
Échanges de biens immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	7,202,600 »	46,816 90
Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles. . .	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, et 22 frimaire an VII, art. 60, § 7, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	421,120 »	23,161 60
Cautionnements sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	» 32 ¹ / ₂	2,001,858 40	6,506 04
garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 2, 8 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	4,107,500 »	26,697 45
de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	» 15	5,886,920 »	5,850 58
Id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	» 50	1,557,020 »	6,785 10
RAPPORT fr.				14,620,042 15

(proportionnels).

VALEURS PAR PROVINCE.								
Aovers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
1,680	"	"	260	280	"	"	5,300	120
200	40	40	"	20,200	300	"	"	240
55,680	2,381 54	21,575 58	"	54,556 92	25,600	2,378 40	2,600	26,856 92
1,500	10,980	10,100	2,060	24,560	24,920	440	5,120	9,280
"	"	1,500	40	25,900	51,700	1,000	2,480	6,960
1,582,700	7,553,660	5,771,280	3,088,000	11,720,200	2,527,740	1,357,140	868,060	2,866,880
546,040	2,155,200	1,796,900	1,287,340	5,406,900	1,011,480	450,400	424,500	927,900
"	"	"	"	"	580	"	"	"
2,005,200	5,570,220	2,500,400	2,137,760	5,045,280	1,649,740	1,356,080	1,900,040	3,419,220
80,400	15,140	47,100	22,460	52,880	28,500	6,240	10,760	155,500
200	6,540	4,940	1,420	19,600	10,380	"	"	1,500
1,875,980	4,505,960	2,640,760	2,575,580	2,595,700	1,676,100	1,251,140	1,856,240	1,427,280
55,960,940	58,524,980	25,179,180	29,800,140	57,067,080	29,611,420	5,744,980	6,067,120	16,556,800
81,580	44,420	55,960	85,640	140,260	78,400	7,040	4,480	7,560
184,540	505,740	215,500	609,640	524,080	575,980	85,560	69,060	241,940
582,200	1,791,020	971,820	1,185,800	1,660,520	555,520	250,580	137,740	291,800
11,180	129,040	9,520	55,720	84,980	81,700	7,020	10,500	51,660
32,720	447,760	61,760	741,795 85	105,024 61	76,400	11,000	387,876 92	159,525 08
529,960	968,580	162,060	597,040	1,095,760	557,200	95,540	124,140	399,220
658,460	1,081,080	1,090,680	280,540	181,880	170,420	155,640	95,940	192,280
251,560	575,540	353,840	91,020	81,440	61,520	56,520	57,240	68,740

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX		DROITS perçus.			
		DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.				
	REPORT . . . fr.			14,620,042 15			
Donations	mo- bilières	en ligne directe	par contrat de mariage. Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	52 1/2	5,000,319 99	19,371 04	
			autres	Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1	05	3,748,780 "	24,307 07
		entre collatéraux ou étrang.	par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 2 ^e , 27 ventôse an IX, art. 10, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 70	568,060 "	6,257 02
				autres	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 2 ^e , 27 ventôse an IX, art. 10, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	3 40	1,069,980 "	36,379 32
	immo- bilières	en ligne directe	Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	19,738,120 "	276,333 68	
		entre collatéraux ou étrang.	par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^{er} , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	3 45	274,500 "	9,463 35
			autres	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^{er} , et 28 juillet 1879, art. 1.	6 90	2,755,020 "	190,096 38
	Prêts sur biens meubles.	Lois des 24 mars 1873, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	0 30	10,320 "	30 98		
	Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^e , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	0 65	2,147,200 "	13,057 19		
	Ouvertures de crédits sur hypothèque ou sur gage . . .	Lois des 24 mars 1873, art. 6, et 28 juillet 1879, art. 1.	0 65	44,278,060 "	287,813 24		
Complément du droit sur les ouvertures de crédit . . .	Lois des 24 mars 1873, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.	0 75	1,823,380 "	13,675 33			
		0 80	1,418,860 "	11,350 88			
Obligations, cessions de créances, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 5 ^e , et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	137,060,200 "	1,927,242 80			
Constitutions de rentes, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^e , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	1,567,940 "	42,334 38			
Quittances, libérations, remboursements, etc	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	0 65	56,915,320 "	369,949 58			
Adjudications et marchés entre particuliers	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^{er} et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	357,020 "	4,998 28			
Autres actes		0 65	91,060 "	591 89			
		2 70	42,200 "	1,139 40			
Droits partiels anciens		0		1,611 87			
	TOTAL			17,857,905 83			

TABLEAU LITT. K.
2^e partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Actes sous seing privé.</i>					
Baux	de pâturage et de nourriture d'animaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	20	760	1 52
	id. id.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	55	1,480	5 18
	de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	52½	15,624 62	44 28
	— de personnes	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	14,440	95 86
	à cheptel et reconnaissance de bestiaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 2 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	55	11,060	38 71
	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse, an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	50	5,512,580	9,957 14
	Id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	1	1,398,540	13,985 40
	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	55	56,560	127 26
	de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 14 juin 1851, art. 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	508,880	2,007 72
	Ventes	de marchandises	Lois des 5 juillet 1860, art. 1, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	156,400	4,222 80
	de marchandises neuves	Lois des 20 mai 1846, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 4.	6 50	1,120	72 80
	cessions, etc. de biens meubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	1,251,000	55,261 50
	d'immeubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	4,525,980	257,928 90
	Ventes de biens domaniaux	Lois des 15 floréal an X, art. 6, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	5,600	151 20
	Retours ou plus-values de partages d'immeubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 5 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	45,180	2,484 90
	Échanges de biens immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	104,280	1,262 82
	Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	17,600	988
Cautionnements	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	52½	33,101 54	107 58
	garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	721,500	4,688 45
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	15	107,620	161 45
	Id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	50	39,600	198
A REPORTER.					311,749 25

(proportionnels).

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	"	"	"	"	"	40	720
"	"	240	"	500	"	"	"	940
"	"	7,584 62	"	5,600	2,640	"	"	"
"	4,500	"	"	"	3,960	1,880	4,500	"
"	"	"	"	1,200	"	1,500	6,520	2,040
250,080	679,040	505,920	584,500	700,860	245,620	68,980	67,820	321,760
120,160	369,500	168,520	165,500	257,560	147,880	28,880	48,540	92,400
"	24,180	6,520	3,400	"	2,260	"	"	"
272,140	17,820	"	100	14,900	620	880	1,720	700
5,760	79,620	9,000	900	29,560	18,720	60	6,480	6,500
"	"	"	1,000	"	"	"	"	120
159,520	437,860	84,640	126,800	224,660	84,000	27,520	58,240	48,860
476,820	996,540	945,000	456,940	599,500	206,580	182,520	451,780	250,500
40	"	"	"	3,840	"	"	1,720	"
140	520	7,220	5,100	5,020	"	8,700	15,640	5,040
11,680	22,800	7,720	15,920	7,780	13,080	43,180	60,120	12,000
80	520	40	720	6,500	460	2,660	3,640	3,180
20,000	10,941 54	"	"	2,160	"	"	"	"
50,740	58,120	11,540	64,860	52,580	469,780	2,820	12,000	19,060
22,240	19,760	21,860	8,020	19,640	820	2,080	240	12,980
7,040	6,280	6,560	5,520	12,580	940	640	60	1,980

TABLEAU LITT. K.
2^me partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.		
		REPORT	»	»	511,749 25		
Donations	en ligne directe	par contrat de mariage.	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 32 ¹ / ₂	20,658 46	67 14	
		autres	Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	5,480 »	35 62	
	mobi- lières	entre collatéraux ou étrang.	par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 70	220 »	3 74
			autres	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	3 40	59,500 »	2,016 20
	immobi- lières	entre collatéraux ou étrang.	en ligne directe	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	374,920 »	5,248 88
			par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	3 45	76,500 »	2,639 25
			autres	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	6 00	431,740 »	20,790 06
			Prêts sur biens meubles.	Lois des 24 mars 1873, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	+ 50	2,531,260 »	7,593 78
			Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	21,427,600 »	139,279 40
			Ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage.	Lois des 24 mars 1873, art. 6, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	519,220 »	3,374 05
		Complément du droit sur les ouvertures de crédit	Lois des 24 mars 1873, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 75 » 80	108,720 » 20,000 »	815 40 160 »	
		Obligations, cessions de créances, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 3 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	3,657,300 »	51,202 20	
		Constitutions de rentes, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	24,380 »	658 26	
		Quittances, libérations, remboursements, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	1,285,840 »	8,357 96	
		Adjudications et marchés entre particuliers	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 1 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	130,820 »	1,831 48	
		Autres actes.	»	» 65	2,300 »	14 95	
				» 70	12,480 »	336 96	
		Droits partiels anciens	»	»	1,195 78		
		TOTAL.			566,571 24		

(proportionnels).

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	"	"	"	"	"	"	"
16,000	1,000	"	"	"	"	"	3,658 46	"
"	500	1,680	580	"	"	"	"	2,720
"	"	"	"	"	"	"	220	"
920	15,300	60	18,140	17,640	4,140	140	1,520	1,440
4,180	"	307,680	"	43,240	16,020	"	2,080	820
"	"	54,000	"	"	22,500	"	"	"
15,040	61,880	26,660	62,700	89,680	39,000	43,820	28,240	63,820
345,940	1,673,100	34,800	176,780	224,500	25,080	"	50,400	600
1,175,900	12,054,880	328,420	886,280	2,703,980	2,770,780	193,800	193,560	920,000
21,400	157,900	120	70,000	100,000	144,500	45,300	"	"
4,420	76,600	4,000	10,000	3,000	"	"	10,700	"
"	"	"	"	"	"	"	20,000	"
229,940	1,882,080	142,060	140,100	681,420	233,320	25,060	204,320	119,000
1,960	2,340	"	5,660	760	40	1,220	11,300	1,100
129,760	758,560	60,000	33,960	124,020	73,940	18,600	41,240	43,760
15,640	17,280	16,820	17,000	36,280	20,520	620	1,080	5,540
"	300	840	500	520	140	"	"	"
20	1,460	780	2,100	6,140	1,100	"	"	880
"	"	"	"	"	"	"	"	"

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Actes judiciaires.</i>					
Baux	de pâturage et de nourriture d'animaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 20	520 "	• 04
	Id.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 35	60 "	• 21
	de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 3.	• 32 ¹ / ₂	51,581 54	102 64
	de personnes	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 65	21,440 "	150 36
	à cheptel et reconnaissance de bestiaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 60, § 1, 2 ^o 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 35	320 "	1 12
	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 50	3,234,080 "	9,702 24
	Id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	1 "	2,508,480 "	23,984 80
	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 35	1,000 "	3 50
	de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 14 juin 1851, art. 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 65	1,461,260 "	9,498 19
	Ventes	de marchandises	Lois des 5 juillet 1860, art. 1, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	2,082,800 "	80,535 60
de marchandises neuves		Lois des 20 mai 1846, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 4.	6 50	1,760 "	114 40
cessions, etc., de biens meubles		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	5,791,360 "	102,366 72
	d'immeubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	1,141,800 "	62,700 "
Retours ou plus-values de partages de biens immeubles.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 5 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	47,520 "	2,615 60
Échanges de biens immeubles		Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 65	70,300 "	456 05
Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles.		Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	20 "	1 10
Cautionnements	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1854, art. 13, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 3.	• 32 ¹ / ₂	8,920 "	28 99
	garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	• 65	452,660 "	2,942 20
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 3.	• 15	3,040 "	5 91
	Id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	• 50	3,600 "	18 "
A REPORTER. fr.					295,315 26

(proportionnels).

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	"	"	40 "	"	"	20 "	200 "
"	"	"	60 "	"	"	"	"	"
"	27,840 "	"	461 54 "	1,240 "	1,080 "	261 54 "	"	98 46 "
"	1,140 "	17,140 "	1,500 "	540 "	200 "	240 "	"	680 "
"	60 "	260 "	"	"	"	"	"	"
45,120 "	2,650,480 "	74,220 "	175,440 "	120,980 "	26,720 "	19,460 "	15,020 "	110,040 "
175,180 "	1,114,000 "	225,080 "	158,580 "	248,740 "	174,420 "	81,160 "	48,760 "	195,860 "
"	"	"	"	"	"	"	"	1,000 "
251,200 "	100,880 "	291,100 "	269,240 "	198,560 "	102,660 "	50,960 "	60,080 "	127,580 "
750,780 "	20,600 "	26,320 "	235,580 "	1,025,520 "	597,240 "	500 "	155,740 "	175,460 "
"	"	"	800 "	900 "	"	"	"	"
395,720 "	1,957,680 "	559,160 "	344,200 "	257,080 "	225,720 "	100,640 "	32,280 "	140,880 "
6,740 "	118,560 "	2,600 "	92,740 "	62,420 "	806,020 "	"	26,460 "	26,260 "
"	5,480 "	"	"	55,980 "	"	6,000 "	"	60 "
5,920 "	55,020 "	"	51,180 "	180 "	"	"	"	"
"	"	"	"	20 "	"	"	"	"
8,880 "	"	40 "	"	"	"	"	"	"
10,640 "	275,520 "	5,000 "	69,540 "	28,280 "	16,820 "	4,500 "	1,560 "	45,200 "
"	480 "	500 "	520 "	2,480 "	160 "	"	"	"
20 "	520 "	1,740 "	"	"	120 "	1,200 "	"	"

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
		REPORT . . . fr.			295,315 20
Donations	mo- bilières	en ligne directe } par contrat de mariage. Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 32 ¹ / ₂	5,000	16 25
		en ligne directe } autres Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	100,000	650
	mo- bilières	entre collatéraux ou étrang. } par contrat de mariage. Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 70	"	"
		entre collatéraux ou étrang. } autres Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 40	1,080	57 12
	immo- bilières	en ligne directe Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	25,120	523 68
		entre collatéraux ou étrang. } par contrat de mariage. Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 45	"	"
entre collatéraux ou étrang. } autres Lois des frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	6 90	"	"		
Prêts sur biens meubles.		Lois des 24 mars 1875, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 50	22,340	67 02
Billets à ordre, cessions d'actions, etc.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	276,500	1,797 25
Ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage		Lois des 24 mars 1875, art. 6, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	"	"
Complément du droit sur les ouvertures de crédit		Lois des 24 mars 1875, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 75 » 80	476,020 261,460	3,570 15 2,091 68
Obligations, cessions de créances, etc.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 3 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	6,859,760	96,036 64
Condamnations à des sommes et valeurs		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 9 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	16,782,000	109,083
Constitutions de rentes, etc.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	121,700	3,285 90
Quittances, libérations, remboursements, etc.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	866,700	5,633 55
Adjudications et marchés entre particuliers		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 1 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	2,105,000	29,470
Dommages-intérêts prononcés par les tribunaux.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 8 ^o , 27 ventôse an IX, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	1,532,000	41,364
Autres actes		"	» 65 2 70	60,840 180	395 46 4 86
Publicat. tardives d'actes ou extraits d'actes de sociétés.		Lois des 18 mai 1875 sur les sociétés, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 35 ^o / ₁₀₀	1,810,281 48	2,443 88
Droits partiels anciens		"	"	"	626 91
		TOTAL			592,232 61

TABLEAU LITT. K.

2^{me} partie (suite)

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX	VALEURS.	DROITS	
		DU DROIT par 100 fr.		perçus.	
<i>Actes d'huissiers.</i>					
Baux	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 50	51,580 »	154 14
	Id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	1 »	20,700 »	207 »
	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, et 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 35	5,000 »	10 81
Ventes	de marchandises, etc.	Lois des 51 mai 1824, art. 15, 14 juin 1851, art. 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	7,850,320 »	50,055 58
	de marchandises neuves.	Lois des 20 mai 1846, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 4.	6 50	99,540 »	6,457 10
	de marchandises.	Lois des 5 juillet 1860, art. 1, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	1,850,360 »	49,050 72
	cessions, etc. de biens meubles.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	8,852,520 »	239,018 04
Cautionnements.	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 51 mai 1824, art. 15, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	» 32 ¹ / ₂	122,000 »	590 62
	garanties et indemnités.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	11,200 »	72 80
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 20 juillet 1879, art. 5.	» 15	105,500 »	158 54
	Id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	» 50	11,480 »	57 40
	Billets à ordre, cessions d'actions, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	»	»
	Obligations, cessions de créances, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 3, 5 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	74,020 »	1,048 88
	Quittances, libérations, remboursements, etc.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	18,060 »	125 24
	Constitutions de rentes, etc.	Lois des 25 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	15,500 »	364 50
	Autres actes		» 65 2 70	97,040 »	656 61
	Droits partiels anciens		»	»	250 59
TOTAL					540,865 37

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DE DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Résumé.</i>					
Baux	de pâturage et de nourriture d'animaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	20	8,720	17 44
	id. id.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	35	22,560	78 06
	de nourriture d'enfants mineurs	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	52 1/2	196,615 58	650
	de personnes	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 5 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	135,640	868 66
	à cheptel et reconnaissance de bestiaux	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 1, 2 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	35	100,960	555 56
	à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	30	44,642,480	133,927 44
	id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 8, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	1	15,884,980	158,840 80
Ventes	de machines et d'appareils	Lois des 18 décembre 1851, art. 4, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	35	43,400	151 90
	de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 14 juin 1851, art. 5, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	33,264,000	216,216
	de marchandises	Lois des 5 juillet 1860, art. 1, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	5,593,340	145,620 18
	de marchandises neuves	Lois des 20 mai 1846, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 4.	6 50	146,400	9,516
	cessions, etc., de biens meubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , 4 ^o , 6 ^o et 7 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	35,856,520	914,126 04
	d'immeubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 1 ^o à 4 ^o et 6 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	248,910,420	13,690,075 10
	Ventes de biens domaniaux	Lois des 16 floréal an X, art. 6, et 28 juillet 1879 art. 1.	2 70	488,740	13,195 98
Retours ou plus-values de partages d'immeubles	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, 5 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	2,901,040	164,507 20	
Échanges de biens immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	7,467,180	48,536 67	
Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 4, 22 frimaire an VII, art. 69, § 7, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	438,740	24,130 70	
Cautionnements	sur les ventes publiques de marchandises, etc.	Lois des 31 mai 1824, art. 13, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 3.	52 1/2	2,166,840	7,042 23
	garanties et indemnités	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 8 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	65	5,292,460	34,400 90
	de baux à ferme ou à loyer	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 5.	15	4,104,040	6,156 06
id.	Lois des 27 ventôse an IX, art. 9, 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 4.	50	1,411,700	7,058 50	
A REPORTER. fr.					15,575,466 21

(proportionnels).

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
1,680	"	"	260	320	"	"	5,320	580
200	40	280	60	20,500	300	"	"	1,180
35,680	30,221 54	28,760	461 54	39,396 92	29,920	2,640	2,600	26,935 58
1,500	16,420	36,240	5,560	24,000	29,080	2,560	9,420	9,960
"	60	1,760	40	27,100	51,700	2,500	8,800	9,000
1,887,760	10,694,540	6,554,580	4,549,040	12,651,020	2,708,080	1,446,000	952,900	3,307,660
841,160	5,647,500	2,189,580	1,591,860	3,076,880	1,333,780	561,380	523,040	1,219,800
"	24,180	6,820	5,400	"	8,300	"	"	1,000
4,089,080	5,487,860	4,015,160	4,024,340	5,620,700	2,220,360	1,532,720	2,068,140	4,205,640
868,100	162,600	151,780	372,060	1,162,920	1,366,460	8,920	161,140	1,139,360
39,220	43,660	7,940	20,520	20,560	12,140	"	800	1,360
4,118,820	10,309,900	4,251,120	4,474,000	5,262,460	2,001,260	1,521,600	2,068,220	1,849,140
34,444,500	59,640,080	26,126,780	30,549,820	37,529,000	30,654,020	5,927,500	7,425,560	16,813,360
81,620	44,420	35,960	83,640	144,100	78,400	7,040	6,200	7,560
184,480	309,540	220,520	704,740	565,080	575,980	100,060	83,600	247,040
399,800	1,846,840	979,540	1,230,900	1,668,480	566,400	273,560	197,860	303,800
11,260	129,360	9,560	36,440	91,500	82,160	9,680	13,940	54,840
113,080	508,581 54	63,040	758,153 85	105,184 61	77,720	11,000	389,276 92	140,803 08
371,620	1,302,020	181,800	531,460	1,175,380	1,025,800	102,660	141,680	462,040
769,700	1,102,740	1,113,820	291,960	212,500	171,400	138,240	98,320	205,360
263,540	382,840	362,980	95,800	96,460	62,580	38,800	37,980	70,720

TABLEAU LITT. K.
2^{me} partie (suite).

Droits d'enregistrement

NATURE DES CONVENTIONS.		TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.		
		Report. fr.			15,575,466 21		
Donations	mobilières	en ligne directe	par contrat de mariage. Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 52½	5,985,978 45	19,454 43	
		autres	Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	3,854,260 »	25,052 69	
		entre collatéraux ou étrang.	par contrat de mariage	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 70	368,280 »	6,260 78
			autres	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 6, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 40	1,150,060 »	58,452 64
	immobilières	en ligne directe	Lois des 1 ^{er} juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	20,136,166 »	281,006 24	
		entre collatéraux ou étrang.	par contrat de mariage.	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 45	350,800 »	12,102 00
			autres	Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 8, 1 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	6 90	3,186,760 »	219,886 44
	Prêts sur biens meubles		Lois des 24 mars 1875, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 50	2,565,920 »	7,691 76	
	Billets à ordre, cessions d'actions, etc		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 6 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	23,851,360 »	155,053 84	
	Ouvertures de crédit sur hypothèque ou sur gage		Lois des 24 mars 1875, art. 6, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	44,798,180 »	291,188 17	
Complément du droit sur les ouvertures de crédit.		Lois des 24 mars 1875, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 75 » 80	2,408,120 » 1,700,320 »	18,060 90 13,802 36		
Obligations, cessions de créances, etc.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 3 ^o et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	148,252,180 »	2,075,550 52		
Condamnations à des sommes et valeurs		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 9 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	16,782,000 »	109,083 »		
Constitutions de rentes, etc.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 2 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	1,727,520 »	46,643 04		
Quittances, libérations, remboursements, etc.		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 2, 11 ^o , 5 juillet 1860, art. 5, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65	59,086,820 »	384,064 33		
Adjudications et marchés entre particuliers		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 1 ^o , et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	2,592,840 »	36,299 76		
Dommages-intérêts prononcés par les tribunaux		Lois des 22 frimaire an VII, art. 69, § 5, 8 ^o , 27 ventôse an IX, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 70	1,552,000 »	41,364 »		
Autres actes		»	» 65 » 70	252,140 » 54,860 »	1,638 91 1,481 22		
Publ. tardives d'actes ou extraits d'actes de sociétés.		Lois des 18 mai 1875 sur les sociétés, art. 11, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 35 ^{o/100}	1,810,281 48	2,443 88		
Droits partiels anciens		»	»		3,665 15		
		TOTAL			19,366,373 05		

(proportionnels).

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
398,680	2,232,600	379,798 92	5,000	1,695,804 61	808,400	71,520	141,393 84	238,483 08
266,740	1,115,260	180,300	174,180	879,420	628,500	234,800	70,380	324,680
16,000	29,040	40,700	15,000	181,500	62,100	"	22,920	1,020
31,920	555,080	42,940	61,540	165,880	197,420	8,400	22,580	45,140
1,206,280	3,962,720	1,064,600	1,162,420	4,396,080	3,755,020	1,216,680	1,425,180	1,947,180
1,000	32,540	54,000	2,100	61,660	68,060	16,580	35,060	60,000
47,840	414,740	281,540	302,760	695,100	500,140	260,480	180,980	305,180
345,040	1,705,880	35,100	177,520	224,680	25,380	60	50,460	900
1,355,040	12,932,540	560,020	1,035,880	3,075,040	3,043,000	196,500	194,580	965,160
4,101,860	13,594,740	1,276,100	2,599,820	6,778,880	13,068,800	715,040	182,180	2,480,760
162,940	1,203,000	122,500	75,540	377,720	245,560	880	36,500	185,480
88,080	1,319,120	"	50,800	"	155,480	11,840	95,000	"
22,913,000	45,411,940	8,785,300	13,029,120	23,288,720	19,607,720	3,076,660	2,921,620	11,268,100
5,164,720	5,499,600	646,000	438,320	2,358,620	2,377,680	360,920	477,920	1,458,020
202,820	286,520	116,520	748,860	96,520	197,460	38,760	22,560	25,100
6,200,460	22,697,540	5,687,000	5,812,100	8,462,400	9,119,820	647,500	396,160	2,004,040
348,560	845,840	46,000	161,420	553,420	335,900	1,800	95,380	204,520
345,260	447,160	18,980	156,420	212,900	276,780	5,560	55,540	35,800
1,940	29,240	59,560	29,120	53,960	51,740	26,580	"	"
180	10,820	1,620	32,780	6,160	1,100	280	"	920
"	1,240,281 48	"	"	200,000	370,000	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"

RÉCAPITULATION DES DROITS PERÇUS.

Droits d'enregistrement	{	(fixes)	fr.	1,703,458 49
		(gradués)		159,574 50
Lettres de noblesse				870 >
Permis de changer de nom de famille				870 >
Naturalisations				58,250 >
Droits d'enregistrement (proportionnels)				19,366,373 05
TOTAL. . . fr.				21,269,396 04
Report des droits perçus d'après l'ancien tarif				12,193 10
TOTAL. . . fr.				21,281,589 14
Les comptes de gestion renseignent.				21,281,802 14
Différence expliquée par les directeurs. . . fr.				213 >

TABLEAU LITT. L

DÉVELOPPEMENT

*des recouvrements sur les droits de greffe (fixes et proportionnels)
de l'exercice 1885.*

TABLEAU LITT. L.

Droits de greffe

NATURE DES ACTES, JUGEMENTS OU ARRÊTS.		TITRES de PERCEPTION.	TAUX DU DROIT.	NOMBRE de droits, de rôles et montant des VALEURS.	DROITS perçus.
Mises au rôle.	Causes sommaires et provisoires	Lois des 21 vent. an VII, art. 3, et 5 juillet 1860, art. 5	2 »	30,085	60,166 »
	— de 1 ^{re} instance et appels des juges de paix.		4 »	4,745	18,980 »
	Appels des tribunaux civils et de commerce . .		7 »	1,074	7,518 »
Droits partiels anciens		»	»	»	4 85
Rédaction et transcription.	Adjudications	Décret du 12 juillet 1808, art. 1, 2°, et loi du 28 juillet 1879, art. 2.	» 30°/o.	351,780	1,055 34
	—		» 65°/o.	12,540	81 51
	Bordereaux de collocation		» 30°/o.	1,480,400	4,441 20
	Dépositions de témoins	Décret du 12 juillet 1808, art. 1, 1°, et loi du 5 juil. 1860, art. 5.	» 70	4,653	3,243 10
	Actes de voyage		1 70	13,042	22,171 40
	Acceptations de successions		1 70	2,397	4,074 90
Expédition . .	Dépôts d'états de créances	Décret du 12 juillet 1808, art. 1, 2°, et loi du 5 juil. 1860, art. 5.	2 »	900	1,800 »
	Transcriptions de saisies et dépôts d'états d'in- scriptions		4 »	99	596 »
	Jugements et arrêts préparatoires	Lois des 21 vent. an VII, art. 9, et 5 juillet 1860, art. 5.	1 40	58,547	81,965 80
	Jugements provisoires et définitifs en matière commerciale		1 40	68,124	95,373 60
	Jugements définitifs des tribunaux civils de 1 ^{re} instance		1 70	87,735	149,149 50
Arrêts définitifs des Cours d'appel	Lois des 21 vent. an VII, art. 7, et 5 juillet 1860, art. 5.	2 80	6,787	19,003 60	
Droits partiels anciens		»	»	»	175 07
TOTAL . . . fr.					469,599 85
Droits perçus d'après l'ancien tarif					»
TOTAL					469,599 85
Les comptes de gestion renseignent					469,424 95
DIFFÉRENCE expliquée par les Directeurs					174 90

TABLEAU LITT. III.

Droits

NATURE DES ACTES.	TITRES DE PERCEPTION	TAUX du droit par 100 ou par 1,000 francs.	VALEURS.	DROITS perçus.	
	Lois des 3 janvier 1824, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 60 (fixe).	718 »	450 80	
	Lois des 24 mars 1875, art. 7, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65 %	49,270,892 02	52,029 98	
	Lois des 24 mars 1875, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65 % » 70 %	3,459,877 99 1,895,114 27	2,348 92 1,526 58	
Inscriptions	Lois des 21 ventôse an VII, art. 20, 5 janvier 1824, art 1 ^{er} , et 28 juil. 1879, art 1.	1 50 %	156,408,892 84	203,448 56	
	Ouverture de crédit (hypo- thèque maritime).	» 65 %	300,000 »	195 »	
	Hypothèque maritime, loi du 21 août 1879.	1 50 %	375,800 »	488 54	
Droits partiels anciens	»	»	»	56 64	
Droits minima	Lois des 3 janvier 1824, art. 8, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 60 (fixe).	477 »	286 20	
Échanges d'immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 7, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 55 %	6,250,860 »	21,859 51	
Retours ou plus-values d'échanges d'immeubles	Lois des 1 ^{er} juillet 1869, art. 7, et 28 juillet 1879, art. 4.	1 25 %	487,480 »	6,095 50	
Transcriptions	Retours ou plus-values de partages d'immeubles	Lois des 18 déc. 1851, art. 1, et 28 juillet 1879, art. 4.	1 25 %	3,263,200 »	40,790 »
	Mutation d'immeubles	Lois des 30 mars 1841, et 28 juillet 1879, art. 4.	1 25 %	253,785,000 »	3,173,323 75
	Ventes de biens domaniaux	Lois des 15 floréal an X, art. 6, et 28 juillet 1879, art. 1.	» 65 %	350,040 »	2,281 11
Droits partiels	»	»	»	140 87	
			TOTAL fr.	3,485,979 96	
			Report des droits perçus d'après l'ancien tarif	80 97	
			TOTAL fr.	3,484,060 93	

égal à celui qui figure aux comptes de gestion

d'hypothèque.

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
100	"	97	512	"	"	"	209	"
5,921,446	13,178,960 25	2,410,030 77	3,239,446 01	11,109,525 08	9,354,753 85	1,021,584 62	1,206,830 77	3,774,707 69
47,478 104 72	1,406,446 15 785 88	148,430 77 "	30,000 69 85	813,938 46 "	150,200 352 10	477,153 85 14 03	177,076 91 "	222,153 85 "
21,764,330	58,571,761 54	11,067,338 46	13,708,192 30	26,790,638 46	21,402,000	4,737,276 92	3,152,058 46	13,264,407 70
300,000	"	"	"	"	"	"	"	"
575,800	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
33	25	32	45	51	70	39	127	53
378,520	1,403,380	735,440	801,560	1,642,720	478,180	267,440	157,640	284,980
10,760	204,400	9,420	35,600	77,740	66,740	8,840	17,620	56,360
260,760	596,000	339,780	517,820	559,320	469,180	100,500	62,280	357,360
34,922,260	55,574,880	29,078,600	30,604,500	39,192,060	30,844,340	7,117,340	8,469,440	18,182,480
80,760	116,180	37,680	38,960	"	67,060	6,420	3,880	"

TABLEAU LITT. N.

Droits de

NATURE DES TRANSMISSIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT PAR 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Successions. — Propriété.</i>				
Entre époux sans enfants	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	14,477,094 86	796,240 22
Entre frères et sœurs (<i>ab intestat</i>)	Lois des 17 décembre 1851, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	6 80	45,460,219 10	3,001,294 90
Entre frères et sœurs (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	13 80	8,205,169 61	1,152,515 41
Entre neveux et nièces, etc. (<i>ab intestat</i>).	Id.	8 20	54,363,150 19	2,817,770 08
Entre neveux ou nièces, etc. (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire).	Id.	13 80	7,361,753 07	1,015,922 33
Entre autres parents.	Id.	13 80	11,649,875 11	1,607,681 50
Entre personnes non parentes	Id.	13 80	17,240,550 27	2,579,168 34
Recueillies par des enfants adoptifs ou leurs descen- dants	Lois des 17 décembre 1851, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	8 20	1,225,810 11	100,516 43
Recueillies par des enfants naturels appelés à défaut de parents au degré successible.	Lois des 17 décembre 1851, art. 10, et 28 juillet 1879, art. 1.	13 80	55,652 18	7,680 .
Accroissements par suite de renonciation.	Lois des 17 décembre 1851, art. 15, et 28 juillet 1879, art. 1.	13 80	853,354 71	117,762 95
Transmissions de brevets d'invention.	Lois des 24 mai 1854, art. 21, et 28 juillet 1879, art. 1.	14 " (fixe)	4 "	56 .
Nue propriété recueillie en même temps que l'usufruit.		6 90 (1/2 du droit de 13 80)	70,536 06	4,867 03
<i>Successions. — Usufruit.</i>				
Entre époux sans enfants.	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	2 75	13,508,646 13	373,968 27
Entre frères et sœurs (<i>ab intestat</i>)	Lois des 17 septembre 1851, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	3 40	5,916,410 87	133,157 97
Entre frères et sœurs (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire).	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	6 90	1,710,896 36	118,051 83
Entre neveux ou nièces, etc. (<i>ab intestat</i>).	Id.	4 10	711,954 14	29,190 12
Entre neveux ou nièces, etc. (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire)	Id.	6 90	182,136 51	12,567 42
Entre autres parents.	Id.	6 90	141,262 51	9,747 10
Entre personnes non parentes	Id.	6 90	1,651,275 93	113,938 04
Recueillies par des enfants adoptifs ou leurs descen- dants	Lois des 17 décembre 1851, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	4 10	"	"
Recueillies par des enfants naturels appelés à défaut de parents au degré successible.	Lois des 17 décembre 1851, art. 10, et 28 juillet 1879, art. 1.	6 90	370 71	25 58
Accroissement par suite de renonciation	Lois des 17 décembre 1851, art. 15, et 28 juillet 1879, art. 1.	6 90	78,647 55	5,426 68
	A REPORTER. . . fr.			13,867,352 73

succession.

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
2,597,009 79	3,672,635 04	1,695,174 72	1,044,982 90	1,346,229 45	2,087,076 72	195,186 75	172,075 09	966,705 82
5,358,755 59	9,200,937 21	5,721,225 "	7,371,951 17	4,925 852 63	5,081,827 50	2,370,568 55	1,774,560 "	5,645,741 47
704,924 40	1,258,930 72	977,755 45	2,114,865 06	1,012,216 02	949,872 46	680,448 04	550,752 54	127,404 85
5,819,011 95	6,554,959 59	5,046,850 85	8,879,054 01	5,896,145 07	5,465,020 56	1,281,759 62	552,228 54	1,068,119 50
857,289 27	994,047 82	856,167 90	1,000,157 96	1,055,554 05	2,203,981 59	166,561 51	157,091 45	112,024 42
1,072,859 28	2,880,782 25	2,371,714 78	2,570,509 91	1,108,501 59	478,519 19	96,581 45	162,863 55	898,955 33
1,784,881 45	5,540,101 81	1,451,455 58	2,772,567 45	2,411,521 22	1,884,180 "	552,909 78	896,174 28	540,758 70
154 76	1,010,662 80	1,706 54	"	90,522 19	81,781 21	"	104 27	40,878 54
"	1,000 "	435 77	"	1,188 90	52,216 57	815 05	"	"
746 74	139,255 12	458,612 90	1,458 40	29,571 50	14,464 78	204,585 22	506 67	4,155 58
1 "	"	"	1 "	2 "	"	"	"	"
"	"	"	"	70,556 96	"	"	"	"
754,514 18	3,583,776 56	1,094,011 60	3,055,585 65	2,883,556 56	1,084,204 "	129,956 75	195,274 18	858,189 09
494,546 18	1,746,955 55	168,654 41	296,648 52	624,527 65	189,171 76	85,540 "	68,586 47	244,182 35
477,705 04	269,576 52	122,469 71	278,242 89	277,591 88	122,047 25	72 210 87	51,550 "	58,601 50
42,573 90	259,575 61	4,401 46	103,074 65	185,274 59	83,395 85	49,597 81	2,890 75	1,569 76
72,884 78	15,874 49	2,992 61	3,519 27	70,871 45	10,186 52	565 62	7,245 77	"
9,017 97	21,840 "	5,004 06	41,072 02	41,654 78	5,200 "	"	11,701 50	9,772 18
158,742 46	508,957 59	71,265 07	482,600 14	252,162 46	98,661 88	45,141 60	18,478 55	57,266 38
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	370 71	"	"	"	"
"	11,812 17	24,451 01	"	42,384 55	"	"	"	"

TABLEAU LITT. N. (suite).

Droits de

NATURE DES TRANSMISSIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Successions. — Rétributions périodiques.</i>				
	Report.			13,867,352 75
Entre époux sans enfants	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 50	722	39 71
Entre frères et sœurs (<i>ab intestat</i>)	Lois des 17 décembre 1851, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	6 80	1,165	79 22
Entre frères et sœurs (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire).	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	15 80	"	"
Entre neveux ou nièces, etc. (<i>ab intestat</i>)	Id.	8 20	45,810	3,592 42
Entre neveux ou nièces, etc. (ce qui est recueilli au delà de la part héréditaire).	Id.	13 80	"	"
Entre autres parents.	Id.	13 80	"	"
Entre personnes non parentes	Id.	13 80	29,207 75	4,050 67
	Total.			13,875,004 75
<i>Mutations par décès. — Propriété.</i>				
En ligne directe.	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	8,653,502 86	121,146 24
En ligne collatérale ou entre personnes non parentes.	Id.	6 80	4,441,154 27	301,097 13
Échues à des enfants adoptifs ou à leurs descendants.	Lois des 17 décembre 1851, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	6 80	13,801 02	938 47
Échues à des enfants naturels appelés à défaut de pa- rents au degré successible	Lois des 17 décembre 1851, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	6 80	1,871 91	127 20
<i>Mutations par décès. — Usufruit.</i>				
En ligne directe.	Lois des 27 décembre 1817, art. 17, et 28 juillet 1879, art. 1.	" 70	153,864 28	957 05
En ligne collatérale ou entre personnes non parentes.	Id.	5 40	1,167,899 40	59,708 58
Échues à des enfants adoptifs ou à leurs descendants.	Lois des 17 décembre 1851, art. 9, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 40	27,905 29	948 78
Échues à des enfants naturels appelés à défaut de pa- rents au degré successible	Lois des 17 décembre 1851, art. 10, et 28 juillet 1879, art. 1.	5 40	"	"
	Total.			465,803 54
<i>Mutations par succession en ligne directe. — Propriété.</i>				
Recueillies par des ascendants	Lois des 17 décembre 1851, art. 1 et 4, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	2,655,752 88	37,180 54
— par des descendants légitimes.	Id.	1 40	191,888,714 97	2,686,442 01
— par des descendants naturels	Id.	1 40	54,827 12	767 58
<i>Mutations par succession en ligne directe. — Usufruit.</i>				
Recueillies par des ascendants	Id.	" 70	80,284 28	561 99
— par des descendants légitimes	Id.	" 70	572,821 42	4,008 35
— par des descendants naturels	Id.	" 70	18,875 72	132 13
	Total.			2,729,092 60

succession.

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	"	"	"	722	"	"	"
"	"	"	1.165	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	5,720	40,090	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	200	"	29,007 75	"	"	"	"	"
1,022,830 71	1,221,818 57	1,880,884 28	666,065	1,321,232 16	200,740 71	84,702 14	72,881 43	2,163,787 86
4,190	41,607 79	659,505 88	70,035 44	1,531,773 30	41,802 70	70,694 71	56,712 21	1,964,950 13
"	"	"	13,786 02	"	"	15	"	"
"	"	"	1,871 91	"	"	"	"	"
"	"	24,962 86	"	4,107 14	17,800	620	125 71	86,248 57
85,538 24	25,064 12	546,420 29	108,225	210,811 76	28,045 20	57,685	19,917 35	106,192 33
"	"	"	9,966 47	1,500	16,458 82	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
560,368 58	518,587 86	196,351 45	553,430 28	596,297 86	421,718 58	49,034 28	86,632 86	93,322 13
14,306,725	48,038,522 14	20,105,070 28	27,434,672 12	52,621,296 57	20,770,314 28	9,049,857 85	5,361,908 58	14,200,357 15
2,640	"	4,200	19,480 71	10,673 55	15,112 86	"	891 43	3,328 57
13,028 57	5,000	"	"	21,861 43	2,030	7,962 86	9,842 86	20,538 56
9,841 43	364,385 70	69,645 71	31,068 57	65,414 30	28,324 28	"	"	3,041 43
"	"	"	"	"	18,071 43	"	"	804 29

TABLEAU LITT. N. (suite).

Droits de

NATURE DES TRANSMISSIONS.	TITRES DE PERCEPTION.	TAUX DU DROIT par 100 fr.	VALEURS.	DROITS perçus.
<i>Mutations par succession entre époux. — Propriété.</i>				
Entre époux ayant des enfants de leur commun mariage ou des descendants d'eux	Lois des 17 décembre 1851, art. 1 et 4, et 28 juillet 1879, art. 1.	1 40	5,807,317 00	82,562 44
<i>Mutations par succession entre époux. — Usufruit.</i>				
Entre époux ayant des enfants de leur commun mariage ou des descendants d'eux	Id.	70	52,010,018 55	224,116 53
Pensions ou rétributions périodiques recueillies entre époux et dues par des enfants d'un précédent mariage ou par des descendants d'eux	Id.	70	54,777 13	383 44
TOTAL . . .fr.				307,062 21
				4
RECAPITULATION DES DROITS PERÇUS.				
Droits de successionfr.				13,875,094 75
Droits de mutation par décès				403,803 54
id. sur les successions en ligne directe				2,720,002 60
id. id. entre époux				307,062 21
TOTAL . . .fr.				17,377,053 10
Report des droits perçus d'après l'ancien tarif				1,553,530 54
TOTAL				18,710,583 64
Les comptes de gestion renseignent				18,709,967 58
DIFFÉRENCE expliquée par les directeurs				616 06

succession.

VALEURS PAR PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Fl. occidentale.	Fl. orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
885,642 14	2,158,615 "	321,534 28	670,264 90	851,037 14	685,652 12	00,806 42	75,358 57	143,216 45
2,366,832 86	8,047,682 85	1,625,301 43	3,213,511 42	7,149,405 71	5,380,500 "	1,610,288 57	041,158 57	1,663,877. 14
39,887 14	"	"	2,055 71	12,834 28	"	"	"	"

TABLEAU LITT. O.
1^{re} partie.

Droits de

DÉSIGNATION DES TIMBRES.	TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timbres débités.	MONTANT des droits perçus.	
TIMBRES FIXES	Passeports { à l'intérieur	Loi du 21 mars 1859, art. 5	2 "	"	"
		(Délivrés gratis). . .	"	"	"
	à l'étranger	Loi du 21 mars 1859, art. 5	8 "	454	3,652
		(Délivrés gratis). . .	"	147	"
	Permis de port d'armes de chasse . . .	Lois des 29 déc 1848, (Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1849.) et 28 juill. 1879, art. 5	55 "	15,086	458,010
Permis de chasse au lévrier	Loi du 28 février 1882	35 "	40	1,400	
			TOTAL . . .	463,042	
			" 10	614,260	61,426
			" 25	203,536	73,584
			" 50	137,565	68,782
			1 "	68,334	68,334
			1 50	26,607	39,910
			2 "	14,720	29,440
			2 50	13,815	54,537
			3 "	5,684	17,052
			3 50	2,289	8,011
			4 "	2,034	3,136
			4 50	1,537	6,016
			5 "	5,121	25,605
			5 50	428	2,534
			6 "	713	4,278
			6 50	412	2,678
TIMBRES PROPORTIONNELS pour effets de commerce	Loi du 20 juillet 1848, art. 1 ^{er}	7 "	347	2,429	
		7 50	999	7,492	
		8 "	239	1,912	
		8 50	168	1,428	
		9 "	178	1,602	
		9 50	142	1,349	
		10 "	1,048	10,480	
		10 50	99	1,039	
		11 "	104	1,144	
		11 50	98	1,127	
		12 "	187	2,244	
		12 50	1,550	19,487	
		20 "	133	2,660	
25 "	366	9,150			
30 "	171	8,530			
			TOTAL . . .	522,040	

timbre (débit).

NOMBRE DE TIMBRES DÉBITÉS DANS CHAQUE PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
46	235	4	25	7	116	4	6	15
"	55	46	22	"	24	"	"	"
1,076	2,267	1,037	1,093	2,740	1,702	695	964	1,512
2	6	26	2	"	2	2	"	"
31,479	204,908	52,595	47,553	131,071	101,758	10,143	10,130	44,843
16,651	90,138	17,680	27,207	70,354	40,905	5,921	4,776	10,915
9,094	45,741	9,058	13,527	30,107	15,522	2,060	2,304	9,382
5,051	21,605	5,540	7,609	14,575	6,074	1,248	970	4,894
2,252	7,851	2,105	5,117	6,001	2,615	500	408	1,778
1,168	4,047	1,150	1,528	3,847	1,297	325	189	1,164
944	5,202	965	1,548	4,756	975	271	104	960
401	1,350	531	485	1,740	583	88	90	432
214	565	215	215	494	324	65	40	159
218	550	157	152	486	296	59	14	122
84	304	119	91	305	195	155	12	94
515	1,262	317	504	1,555	580	158	74	277
40	104	35	40	81	76	7	11	27
55	244	47	72	126	105	11	10	45
40	114	50	52	85	64	24	5	11
28	90	25	44	62	54	8	5	22
126	355	74	55	220	191	9	7	54
14	64	15	18	65	52	2	4	7
10	50	16	8	58	36	5	2	5
11	54	19	15	35	36	5	2	5
17	51	5	12	28	32	12	"	5
97	320	67	121	174	145	9	44	71
11	25	7	5	25	22	5	"	1
12	19	8	10	31	20	4	"	"
10	28	5	6	35	16	"	"	"
8	66	5	7	51	25	1	5	21
166	381	75	69	548	128	76	24	94
20	48	9	6	27	15	5	"	5
56	161	9	8	79	52	7	"	14
5	125	"	1	51	8	2	"	1

timbre (débit).

NOMBRE DE TIMBRES DÉBITES DANS CHAQUE PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
22,210	101,501	9,425	5,800	35,307	27,193		1,052	6,067
17,178	62,412	6,291	4,659	21,061	17,757	157	576	3,942
8,970	29,685	3,512	2,938	9,071	8,813	301	242	1,704
5,129	14,632	1,361	2,053	4,395	5,506	140	69	626
1,622	5,000	440	651	1,008	1,824	67	25	202
1,020	2,360	317	417	951	1,752	26	15	84
817	1,642	171	356	436	708	21	16	52
665	935	82	235	291	587	3	11	51
496	558	55	107	169	277	5	"	29
615	490	54	107	181	197	2	2	5
475	304	25	102	111	148	"	"	12
751	605	33	164	222	201	"	"	22
108	131	15	61	12	69	1	"	5
147	121	14	67	12	48	"	"	5
154	99	10	53	17	60	"	"	6
116	71	12	56	14	38	"	"	3
161	175	16	100	10	52	"	"	6
117	48	9	60	3	27	1	"	2
48	41	10	35	4	22	"	"	5
59	21	15	55	2	12	"	"	8
52	15	5	40	"	20	"	"	"
459	157	17	56	42	51	"	10	2
57	10	5	7	4	9	"	"	"
59	11	4	1	2	4	"	"	1
51	15	1	2	2	4	"	"	"
57	18	4	4	5	9	"	"	2
264	125	3	42	20	44	"	"	10
131	62	5	5	2	16	"	"	"
8	45	1	2	"	4	"	"	1
41	36	"	6	"	7	"	"	"
7	8	"	1	"	4	"	"	"
90	14	"	12	"	14	"	"	"
8	5	"	"	"	5	"	"	"
2	"	"	"	"	2	"	"	"
5	1	"	3	"	2	"	"	"
1	"	"	"	"	"	"	"	"
10	"	"	1	"	2	"	"	"

TABLEAU LITT. O.
1^{re} partie (suite).

Droits de

DÉSIGNATION DES TIMBRES.	TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timbres débiteurs.	MONTANT des droits perçus.
		» 05	10,046	907 50
		» 15	11,474	1,491 62
		» 25	5,525	1,551 25
		» 50	2,215	1,406 50
		» 75	1,042	781 50
		1 »	612	612 »
		1 25	522	652 50
		1 50	255	352 50
		1 75	118	206 50
		2 »	140	298 »
		2 25	76	171 »
		2 50	189	472 50
		2 75	64	176 »
		3 »	64	192 »
		3 25	95	308 75
		3 50	31	108 50
		3 75	35	195 »
		4 »	46	184 »
		4 25	50	127 50
		4 50	40	180 »
		4 75	16	76 »
		5 »	54	270 »
		5 25	26	156 50
		5 50	21	115 50
		5 75	19	100 25
		6 »	26	156 »
		6 25	257	1,006 25
		6 50	»	»
		6 75	»	»
		7 »	»	»
		7 50	44	330 »
		8 »	»	»
		8 75	27	256 25
		10 »	56	560 »
		11 25	13	146 25
		12 50	18	225 »
		15 »	21	315 »
		17 50	6	105 »
		20 »	13	260 »
		22 50	1	22 50
		25 »	2	50 »
			TOTAL . . .	14,464 42
		» 05	1,726,052	86,502 60
		» 06	187,551	11,241 06
		» 07	275,587	19,291 09
		» 08	350,050	28,002 40
		» 09	248,500	22,555 10
		» 10	70,483	7,048 50
		» 11	9,566	1,052 26
		» 12	506,800	56,756 »
			TOTAL . . .	212,048 81
		» 25	59,256	9,800 »
		» 50	1,615,140	807,574 50
		1 »	375,889	375,880 »
		1 50	671,277	872,660 10
		1 70	7,545	12,826 50
		2 50	48	120 »
		2 60	82,522	214,557 20
			TOTAL . . .	2,205,456 80

TIMBRES ADHÉSIFS pour effets de commerce créés à l'étranger payables à l'étranger

Loi du 14 août 1857, art. 8

TIMBRES ADHÉSIFS pour affiches

Loi du 18 décembre 1875, art. 2

TIMBRES DE DIMENSION.

{ Petit papier
Moyen papier
Grand papier
Grand registre
Registre pour les hypothèques

{ Lois des 21 mars 1839, art. 1 et 28 juillet 1879, art 5.

timbre (débit).

NOMBRE DE TIMBRES DÉBITÉS DANS CHAQUE PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
105	2,626	87	125	12,426	3,470	47	115	647
88	1,592	28	236	7,081	2,051	7	117	294
124	1,012	20	215	2,589	1,120	7	65	155
121	508	19	117	774	578	5	1	52
74	285	7	41	511	308	1	2	13
66	178	14	26	178	142	5	1	2
55	141	"	9	154	162	"	"	1
42	83	1	2	66	37	"	"	4
18	36	"	5	56	5	"	"	"
51	74	"	1	57	6	"	"	"
26	24	"	1	19	6	"	"	"
78	60	"	6	27	9	"	"	"
22	20	"	1	5	5	"	2	"
12	35	"	7	2	5	1	2	"
17	60	"	1	5	4	"	1	"
9	19	"	"	1	2	"	"	"
26	18	"	3	2	2	"	1	"
26	15	"	5	"	"	"	"	"
19	7	"	"	"	4	"	"	"
24	13	"	"	"	5	"	"	"
8	5	"	1	"	2	"	"	"
55	14	"	"	"	5	"	"	"
10	16	"	"	"	"	"	"	"
15	5	"	"	"	1	"	"	"
14	5	"	"	"	"	"	"	"
20	4	1	"	"	1	"	"	"
75	169	"	1	9	5	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
34	8	"	1	"	1	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
22	5	"	1	"	1	"	"	"
25	9	"	4	"	"	"	"	"
7	2	"	4	"	"	"	"	"
11	4	"	2	"	1	"	"	"
5	15	"	1	"	"	"	"	"
2	4	"	"	"	"	"	"	"
4	9	"	"	"	"	"	"	"
"	1	"	"	"	"	"	"	"
2	"	"	"	"	"	"	"	"
80,057	518,589	185,282	170,567	458,215	152,746	64,476	104,062	202,160
20,484	24,140	35,839	10,565	55,172	18,908	1,800	2,560	20,085
24,878	59,525	56,260	29,759	77,770	20,950	5,068	5,616	19,761
20,464	69,776	85,052	52,115	95,664	12,615	550	7,461	50,555
16,917	109,728	22,440	51,746	16,049	42,845	5,667	77	2,925
6,759	13,137	17,627	5,325	20,500	2,517	276	720	3,815
1,084	2,200	2,351	20	2,260	1,554	5	"	112
58,745	104,225	32,988	23,488	45,386	50,460	597	905	11,499
2,254	8,367	5,229	5,407	8,822	3,854	1,506	3,101	2,826
173,151	484,554	96,010	118,947	302,255	220,610	42,805	65,029	105,950
25,017	59,667	59,041	49,557	78,050	52,492	17,590	20,645	52,950
64,641	189,541	51,549	72,122	114,960	75,061	28,655	34,558	40,632
126	762	655	1,629	1,275	1,212	26	1,420	442
"	5	4	19	2	14	1	5	"
7,700	16,420	8,229	10,120	15,525	10,149	3,908	5,624	6,840

TABLEAU LITT. O.
2^m partie.

Droits de timbre

DÉSIGNATION DES TIMBRES.	TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timb. appliqués.	MONTANT des droits perçus.		
TIMBRES FIXES. — Warrants	Loi du 18 novembre 1862, art. 22.	• 25	1,802	450 50		
		• 10	1,854,566	185,456 00		
		• 25	707,060	176,765 •		
		• 50	908,097	149,048 50		
		1 •	121,972	121,972 •		
		1 50	42,150	65,195 •		
		2 •	22,129	44,258 •		
		2 50	15,445	38,612 50		
		5 •	8,078	24,234 •		
		5 50	4,990	17,465 •		
		4 •	4,592	18,508 •		
		4 50	3,077	13,846 50		
		5 •	6,055	30,275 •		
		5 50	1,547	8,508 50		
		TIMBRES PROPORTIONNELS pour effets négociables ou de commerce, billets et obligations non négociables, et mandats de place en place.	Loi du 20 juillet 1848, art. 1.	6 •	1,562	9,372 •
				6 50	1,697	11,030 50
				7 •	1,353	9,351 •
7 50	2,151			15,982 50		
8 •	1,240			9,920 •		
8 50	705			5,992 50		
9 •	639			5,751 •		
9 50	478			4,541 •		
10 •	1,838			18,580 •		
10 50	350			3,405 •		
11 •	353			3,885 •		
11 50	306			3,519 •		
12 •	321			3,852 •		
12 50	3,519	43,987 50				
20 •	801	10,020 •				
25 •	1,176	29,400 •				
50 •	282	14,100 •				
			A REPORTER. . . . fr.	1,100,551 60		

(extraordinaire).

NOMBRE DE TIMBRES APPLIQUÉS DANS CHAQUE PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
.	1,709	.	95	.	.	.	.	.
101,586	991,571	54,493	170,010	205,004	268,291	14,591	8,659	61,981
61,504	557,085	16,206	85,055	84,889	90,780	8,405	3,102	20,058
56,955	118,807	6,926	55,005	55,703	52,575	4,160	1,094	8,214
21,814	41,285	3,580	14,621	17,562	16,046	1,644	671	4,159
8,951	12,405	1,022	5,185	6,678	5,748	605	252	1,508
4,562	0,185	427	2,509	3,600	3,246	585	222	705
5,864	4,426	254	1,501	2,666	2,117	261	177	599
2,556	1,004	104	078	1,518	975	53	95	107
1,777	977	88	581	848	735	17	68	99
1,999	866	72	502	616	548	5	66	58
1,258	514	57	217	485	427	5	95	25
2,282	1,171	179	241	990	875	5	165	149
875	245	.	147	85	150	1	57	15
962	175	1	152	87	95	.	97	17
1,051	254	1	156	40	160	.	51	4
825	200	1	115	59	98	1	51	5
1,179	566	.	146	68	218	.	145	11
877	157	1	122	8	51	.	45	1
455	95	.	80	4	45	.	48	.
380	92	.	64	4	40	.	56	5
506	45	.	55	14	50	.	48	2
1,152	265	41	51	51	224	.	74	.
212	46	1	35	4	9	.	25	.
225	45	.	27	1	15	.	41	1
188	57	.	25	5	7	.	26	.
211	42	.	29	.	12	.	27	.
2,782	175	1	299	56	115	.	78	15
608	105	1	47	12	25	.	5	.
877	178	2	51	11	24	.	35	.
125	92	.	5	.	64	.	.	.

TABLEAU LITT. O.
2^e partie (suite).

Droits de timbre

DÉSIGNATION DES TIMBRES.		TITRES de perception.	TAUX du droit.	NOMBRE de timb. appliqués.	MONTANT des droits perçus.			
				REPORT. . fr.	1,100,131 60			
TIMBRES PROPORTIONNELS (suite).	Billets au porteur (50 centimes par mille francs de la moyenne des billets tenus en circulation)	Loi du 10 sept. 1862 .			100,622 98			
			° 01	"	"			
			° 50	367,234	183,617 "			
			1 "	19,507	10,507 "			
			2 "	274	548 "			
			5 "	1,440	4,320 "			
			4 "	15	60 "			
			5 "	2,057	10,285 "			
			6 "	10	60 "			
			7 "	5	55 "			
	8 "	6	48 "					
	9 "	"	"					
	10 "	585	5,850 "					
	Bons de caisse, billets au porteur, obliga- tions ou actions, et tous autres effets à terme illimité ou payables après cinq ans de leur émission.	Lois des 21 mars 1850, art. 1 ^{er} , § 2, 2 ^o , et 20 juillet 1848	1 50	"	"			
			5 "	"	"			
6 "			"	"				
9 "			"	"				
15 "			"	"				
TIMBRES DE DIMENSION.	Effets, récépissés, obligations, certificats ou actions résultant d'emprunts ouverts en Belgique au profit d'étrangers	Loi du 21 mars 1850, art. 1 ^{er} , § 2, 3 ^o	6 "	"	"			
			9 "	"	"			
			12 "	"	"			
			15 "	"	"			
							TOTAL.	
							1,401,404 372	
			TIMBRES DE DIMENSION.	Petit papier	Lois des 21 mars 1850, art. 1 ^{er} , § 1, 28 déc. 1848, art. 1 ^{er} et 28 juillet 1870, art. 5.	° 25	20,576	6,594 "
						° 50	120,752	60,506 "
						1 "	18,920	18,029 "
						1 50	81,046	105,559 80
	1 70	55,799				60,858 30		
	2 50	21,254				53,085 "		
	° 05	480,642				24,052 10		
	° 06	267,843				16,070 58		
	° 07	106,966				7,487 62		
° 08	97,240	7,779 20						
° 09	169,484	15,253 56						
Grand papier	Loi du 21 mars 1850, art. 4	° 10		109,537	10,953 70			
		° 11		2,020	225 10			
		° 12		45,600	3,483 88			
		° 13		15	1 95			
		° 14	100	14 "				
Grand registre	Loi du 21 mars 1850, art. 4	° 15	758	115 70				
		° 32	200	92 80				
						TOTAL.		
						302,698 38		
		Affiches						

(extraordinaire).

NOMBRE DE TIMBRES APPLIQUÉS DANS CHAQUE PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
10,319	328,058	199	4,064	755	19,145	"	"	4,116
1,850	12,705	1,462	554	200	2,496	"	"	200
"	274	"	"	"	"	"	"	"
"	1,440	"	"	"	"	"	"	"
"	15	"	"	"	"	"	"	"
"	2,507	"	"	"	"	"	"	"
"	10	"	"	"	"	"	"	"
"	5	"	"	"	"	"	"	"
"	6	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
5	548	"	50	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
"	"	"	"	"	"	"	"	"
3	23,922	105	250	59	1,759	"	5	273
50,000	55,050	5,108	8,557	5,455	14,025	435	410	1,582
9,102	4,503	480	1,951	900	1,514	75	154	173
17,088	10,886	1,164	6,342	14,846	18,820	1,059	521	10,540
2,587	1,555	14,415	15,545	244	1,169	11	105	372
5,007	14,663	22	1,575	76	1,800	10	50	51
72,195	250,020	19,784	58,220	41,264	53,688	14,110	6,729	3,732
9,470	219,928	9,254	2,125	4,152	10,494	5,010	402	"
26,468	57,961	3,605	9,115	199	8,461	622	33	442
24,576	46,802	5,159	14,411	1,052	2,820	1,190	350	1,100
24,429	112,458	414	26,225	92	5,745	121	"	"
9,157	81,555	2,437	9,566	1,580	3,821	1,815	10	"
745	"	"	1,283	"	"	"	"	1
27,979	"	"	16,740	"	"	"	"	980
"	"	"	"	"	"	"	"	15
"	"	"	"	"	"	"	"	100
728	"	"	"	"	"	"	"	30
"	"	"	"	"	"	"	"	290

TABLEAU LITT. O.
3^me partie.

Droits de

DÉSIGNATION DES TIMBRES.		MONTANT des droits perçus.
TIMBRES PROPORTIONNELS fr.		118,735 68
TIMBRES DE DIMENSION	{ autres que des journaux étrangers	20,347 14
	{ des journaux étrangers	301 60
TOTAL		145,384 42
RÉCAPITULATION DES PRODUITS.		
DÉBIT	Timbres fixes	463,042 °
	— proportionnels pour effets de commerce	522,040 »
	— adhésifs pour effets de commerce créés à l'étranger, payables en Belgique.	248,071 85
	— — — — — à l'étranger.	14,464 42
	— adhésifs pour affiches	212,048 81
	— de dimension	2,293,436 30
TIMBRAGE À L'EXTRAORDINAIRE.	Timbres fixes	450 50
	— proportionnels	1,401,464 58
	— de dimension	502,698 38
VISA pour valoir timbre.		145,384 42
TOTAL		5,784,001 26
Report de la 1 ^{re} partie		°
TOTAL		15,784,001 26
Les comptes de gestion renseignent.		15,784,097 26
DIFFÉRENCE expliquée par les directeurs.		98 °

timbre (visa).

MONTANT DES DROITS PERÇUS DANS CHAQUE PROVINCE.								
Anvers.	Brabant.	Flandre occidentale.	Flandre orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.
98,056 57	4,788 85	694 80	807 95	3,069 18	2,941 50	29 70	1,354 75	3,022 58
1,756 00	5,745 46	2,087 65	1,855 21	5,829 62	4,637 02	640 56	3,505 32	2,412 21
50 60	255 .	.	.	.	16 .	.	.	.

Assurances. —

NATURE DES ASSURANCES.	TITRES de PERCEPTION.	TAUX du DROIT.	VALEURS.	MONTANT des DROITS PERÇUS.
<i>Sociétés et assureurs belges.</i>				
Assurances contre les risques d'incendie	Loi du 26 août 1885, art. 2.	6 ‰	3,222,785 60	193,567 14
Id. maritimes (rivières et canaux compris).	Id.	2 ‰	"	"
Id. de transports par terre.	Id.	2 ‰	"	"
Id. sur la vie	Id.	2 ‰	125,840 "	251 68
Id. contre les autres risques divers	Id.	2 ‰	36,680 50	1,153 61
	TOTAL.			104,752 45
<i>Sociétés étrangères.</i>				
Assurances contre les risques d'incendie	Loi du 26 août 1885, art. 12	6 ‰	"	"
Id. maritimes (rivières et canaux compris).	Id.	2 ‰	"	"
Id. de transports par terre.	Id.	2 ‰	"	"
Id. sur la vie	Id.	2 ‰	"	"
Id. contre les autres risques divers.	Id.	2 ‰	"	"
	TOTAL.			"

RÉCAPITULATION DES DROITS PERÇUS.

Droit de timbre sur les sociétés et assureurs belges	104,752 45
Id. Id. étrangères	"
TOTAL.	104,752 45

Égal à celui qui figure aux comptes de gestion.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
EXPOSÉ DES MOTIFS	1
PROJET DE LOI.	2

BUDGET DÉFINITIF DE L'EXERCICE 1883.

Tableau A. Budget définitif des dépenses de l'exercice 1883	13
— B. Budget définitif des recettes de l'exercice 1883.	54
— C. Résultat des Budgets définitifs de l'exercice 1883	58
— D. Dépenses sur crédits non limitatifs	60

ANNEXES.

Développements spéciaux sur les recettes de l'exercice clos de 1883.

Note préliminaire	66
Note explicative sur le développement des rôles de la contribution foncière de l'exercice 1883.	68
Tableau litt. A. Développement des rôles de la contribution foncière de l'exercice 1883.	70
Note explicative sur le développement des rôles de la contribution personnelle de l'exercice 1883.	74
Tableau litt. B. Développement des rôles de la contribution personnelle de l'exercice 1883.	73
Note explicative sur le développement des rôles du droit de patente de l'exercice 1883.	76
Développement des rôles du droit de patente de l'exercice 1883	77
Tableau litt. C. n° 1. Tarif A, établi par la loi du 21 mai 1819	<i>ib.</i>
— n° 2. Tarif A, établi par la loi du 22 janvier 1849	78
— n° 3. Tarif B, établi par la loi du 22 janvier 1849	79
— n° 4. Professions, métiers, etc., soumis à un droit spécial	83
— n° 5. Entrepreneurs, directeurs, régisseurs de spectacles, jeux et amusements, quand les représentations ont lieu dans des locaux spécialement destinés à cet usage et connus sous la dénomination de salles de spectacle	88
— n° 5. Concerts, redoutes, bals parés et masqués, spectacles d'amateurs, etc., donnés dans des salles de spectacle qui n'appartiennent pas à la catégorie de celles qui sont désignées au cadre précédent. Le taux du droit varie en raison du rang attribué aux communes.	89
— n° 6. Droit dû par les bateliers.	95
Note explicative sur le développement des rôles des redevances des mines de l'exercice 1883.	95
Tableau litt. D. Développement des rôles des redevances sur les mines de l'exercice 1883.	96
Note explicative concernant le développement des recouvrements sur les droits de douane de l'exercice 1883	97
Tableau litt. E. Résumé de la valeur des marchandises étrangères mises en consommation et passées en transit, ainsi que des marchandises belges exportées pendant l'année 1883, et des droits de douane qui ont été perçus du chef de ces divers mouvements	98
Annexe au tableau litt. E. État comparatif des droits de douane perçus en 1882 et en 1883.	99

	Pages.
Note explicative concernant le développement des recouvrements sur les droits d'accise de l'exercice 1883	100
Tableau litt. <i>F.</i> Développement des recouvrements sur les droits d'accise de l'exercice 1883.	110
Annexe au tableau litt. <i>F.</i> Développements, par province : 1° des quantités ou capacités possibles de droits et provenant d'importations ou de sorties d'entrepôt (marchandises étrangères) et de la fabrication indigène; 2° des recettes effectuées sur l'exercice 1883.	114
Note explicative sur le développement des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque, de succession et de timbre de l'exercice 1885	118

PREMIÈRE PARTIE.

Droits perçus d'après les taux existant antérieurement à la loi du 28 juillet 1879.

Tableau litt. <i>K.</i> 1 ^{re} partie. Développement des recouvrements sur l'enregistrement (droits fixes) de l'exercice 1883	126
— 2 ^{me} — Développement des recouvrements sur l'enregistrement (droits proportionnels) de l'exercice 1883.	134
— <i>L.</i> Développement des recouvrements sur les droits de greffe (fixes et proportionnels) de l'exercice 1883	146
— <i>M.</i> Développement des recouvrements sur les droits d'hypothèque de l'exercice 1883	148
— <i>N.</i> Développement des recouvrements sur les droits de succession de l'exercice 1883	150
— <i>O.</i> 1 ^{re} partie. Développement des recouvrements sur les droits de timbre (débit) de l'exercice 1883.	156
— 2 ^{me} — Développement des recouvrements sur les droits de timbre (extraordinaire) de l'exercice 1883.	162
— 3 ^{me} — Développement des recouvrements sur les droits de timbre (visa) de l'exercice 1883	166

DEUXIÈME PARTIE.

Droits perçus d'après les taux établis par la loi du 28 juillet 1879.

Tableau litt. <i>K.</i> 1 ^{re} partie. Développement des recouvrements sur l'enregistrement (droits fixes) de l'exercice 1883	170
— 2 ^{me} — Développement des recouvrements sur l'enregistrement (droits proportionnels) de l'exercice 1883.	178
— <i>L.</i> Développement des recouvrements sur les droits de greffe (fixes et proportionnels) de l'exercice 1883.	198
— <i>M.</i> Développement des recouvrements sur les droits d'hypothèque de l'exercice 1883	200
— <i>N.</i> Développement des recouvrements sur les droits de succession de l'exercice 1883	202
— <i>O.</i> 1 ^{re} partie. Développement des recouvrements sur les droits de timbre (débit) de l'exercice 1883.	208
— 2 ^{me} — Développement des recouvrements sur les droits de timbre (extraordinaire) de l'exercice 1883.	214
— 3 ^{me} — Développement des recouvrements sur les droits de timbre (visa) de l'exercice 1883	218
Assurances. — Droits de timbre	220